

JEAN LECERF

***Pour
une économie
au service de
l'homme***

**Reflexions sur une
nouvelle économie**

 **ARCADES-EDITIONS**

PROLOGUE

L'audace, l'immense ambition de ce petit livre , c'est de proposer un ensemble d'approches et un large débat, une recherche franchissant les frontières afin de promouvoir une vie économique et sociale beaucoup moins conflictuelle, plus constructive, plus conviviale et répartissant mieux les fruits du progrès, une économie de la paix.

« Vaste programme ! » eût dit un certain général. Ne justifierait-il pas, s'il était tenu, le Nobel d'économie ?

S'il était tenu... Oui, mais d'abord, n'est ce pas impossible ?

Ils sont nombreux ceux qui ne le croient pas, qui pensent que ce n'est qu'un rêve, une utopie qui n'aboutirait qu'à faire plus de mal que de bien.

Ce n'est pas de gaîté de coeur que, de génération en génération, ceux qui nous ont préparé et construit une société contestée mais enviée ont pensé que l'affrontement était l'inévitable condition du progrès.

Certes, ils étaient souvent opposés les uns aux autres. Ils concevaient la lutte qui leur semblait nécessaire, inévitable, sous des formes contrastées, contre des ennemis opposés les uns aux autres mais la concurrence dure, la lutte des classes, la recherche du pouvoir pour contraindre, taxer, redistribuer ou, plus subtilement, pour manipuler l'outil de mesure, la monnaie, c'était toujours lutter, obéir à une loi de la vie.

Ils luttèrent les uns contre les autres ; mais cette lutte leur semblait à tous essentielle, même si, de discorde en conflits, en violences, en rancoeurs, en haines, elles préparaient des guerres.

²Des idées fausses ou à revoir ne sont-elles pas parmi les causes du désarroi de tant de jeunes qui n'arrivent pas à trouver l'emploi de leur compétence, à se loger, parmi celles des endettements monstrueux

Ne pas aider ceux qui agitent, se posent en victimes si c'est au détriment de ceux qui travaillent.

Eviter de protéger ceux qui sont en place, ceux qui ont un emploi, un logement modestes au détriment de ceux qui en voudraient bien un, même modeste.

Eviter donc de dissuader ceux qui pourraient le leur procurer, les employeurs et ceux qui aimeraient préparer leur retraite en louant des logements.

Les contrats obligatoirement désavantageux pour l'une des parties sont demandés par l'autre mais pas offerts.

Le logement social pourrait, devrait redevenir un placement de père de famille, peu rentable mais sûr, ce qui dégagerait le

financement nécessaire. L'animation y aiderait.

Si tant de gens dorment dans la rue ou ne parviennent pas à se loger, c'est très largement parce que, pour aider les pauvres locataires, on a bloqué les loyers, rendu impossibles les placements sains en logements. □ □

On a voulu charger l'Etat de loger les plus démunis, de les loger décevantement. Bravo, mais cela coûte cher. Les HLM donnent donc priorité aux locataires solvables des fonctionnaires par exemple,

Résultat : les files d'attente s'allongent et les exclus des HLM, ce sont les Sans Domicile Fixe dont le nombre ne diminue pas longtemps quand le nombre des logements sociaux progresse.

Existe-t-il une recherche intense des moyens et débouchés qui permettraient d'intégrer sainement dans la vie économique les chômeurs et les capacités mal employées ? Forme-t-on assez d'entrepreneurs capables de les employer utilement ?

Ne pourrait-on étudier des contrats simples, sains, faciles à gérer, qui offriraient à ceux qui ne trouvent pas de travail en ville ou à ceux qui voudraient immigrer la charge d'animer les villages qui se dépeuplent ? Beaucoup de jeunes et d'immigrés sont gens de valeur, courageux, pleins d'initiative.

L'économie n'est pas isolée. Tout un ensemble d'éléments réagissent sur elle.

Et d'abord, la façon dont elle est enseignée.

Toutes les théories sont basées sur l'affrontement; concurrence dure, lutte des classes, prise de pouvoir pour contraindre, taxer, redistribuer, ou jouer avec l'outil de mesure, la monnaie. Or, répétons le, sur un chantier où l'on se dispute, on n'avance pas. Nous gaspillons une grande part de notre énergie, de nos ressources à détruire ce que les autres produisent et réciproquement. Comme les jeux, la concurrence est saine quand on se mesure aux autres selon des règles acceptées, respectées. sous l'arbitrage de clients qui veulent de vrais services.

La concurrence brutale ? Non. La concurrence loyale ? Oui.

Un débat de fond s'impose.

La démocratie ne pourrait-elle pas être améliorée, par exemple en offrant aux électeurs des informations objectives sur la carrière, les réalisations et le programme des candidats ?

- La justice civile ne pourrait elle pas, pour assurer la sécurité juridique nécessaire aux entreprises, être moins scrupuleuse sur les formes et possibilités d'appel, afin de devenir plus rapide et moins coûteuse ?

Est-il permis de penser que l'absence de morale et les dérives de

certaines formes d' « art » peuvent compter parmi les causes de beaucoup de misères? Est ce en prison qu'il faut apprendre à vivre en société?

Ceux qui démolissent, ridiculisent, violent et incitent à violer les lois, écrites ou non, qui permettent de vivre en harmonie se croient et semblent malins, libérés, d'avant-garde. En fin de compte, ceux qui les ont suivis se retrouvent bien souvent désorientés, désespérés, seuls, miséreux, malheureux. Alors... ?

Mériter, cultiver la confiance, c'est pouvoir être efficace et libre.

L'information pourrait largement contribuer au progrès tant économique que social. Elle devrait donner moins de place aux luttes de pouvoir et aux caprices des marchés, et davantage à l'évolution des techniques et des débouchés, des actions constructives et des expériences de développement qui peuvent en inspirer d'autres.

L'information sociale devrait donner moins de place aux agitations, grèves, nuisances, rapports de force, violences, et davantage au contenu des accords constructifs et au résultat des négociations

En toutes sortes de domaines, des idées fausses devraient être déracinées et de plus saines, cherchées ou retrouvées. En reconnaître la valeur, les expérimenter, utiliser.

Mais qui est prêt à les accueillir, à les conjuguer avec ce qu'il sait, à les soutenir, à les diffuser, à les enseigner ?

Tout cela, c'est vite dit, trop vite, sans les nuances et approfondissements nécessaires.

Il faut voir ce qui pose question et ce que valent ces esquisses de réponses. Votre pensée et votre expérience, j'en suis sûr, accompagneront enrichiront cet essai. D'avance, merci

« Nous sommes de ceux
qui posent les questions
jusqu'au bout »
Antigone (Jean Anhouil)

LES QUESTIONS SONT L'ESSENTIEL

Ce qui compte, dans cet ouvrage, ce sont les questions qu'il pose, qu'il vous pose.

Les réponses qu'il propose longuement, ne les accueillez, je vous prie, que sous bénéfice d'inventaire, ou plutôt, sous bénéfice d'un débat. Il pourrait être passionné, passionnant.

Ces réponses sont à la fois trop sommaires et trop ambitieuses.

Trop sommaires : en quelques pages, on peut esquisser des perspectives. Comme celles des dessinateurs, elles peuvent conduire très loin, mais on ne peut traiter ainsi à fond des questions aussi vastes que celles qui seront posées.

Trop ambitieuses : elles voudraient, ces réponses, vous faire croire que l'économie, partout, pourrait être à la fois plus efficace, plus constructive, plus juste et plus conviviale. Ce n'est pas sérieux., cela se saurait, alors que nul n'ignore qu'on ne gagne sa vie qu'en luttant contre les autres par la concurrence ou par la lutte des classes... ou bien en obtenant des subventions. C'est une loi de la jungle, qui est celle de la vie. On le sait depuis Darwin, n'est-ce pas ?

Et ces réponses prétendraient mettre en question cette évidence ? C'est trop d'audace !

Elle voudraient vous faire croire, ces réponses, que, sur un chantier ou pour accomplir une tâche, on avance mieux et l'on gagne davantage quand on se répartit les tâches, quand on coopère, quand on s'entend que quand on se dispute. Ce n'est pas vrai. Pour avancer, il faut être en concurrence les uns avec les autres. On progresse plus quand les classes sociales s'agressent à coups de grèves et de pouvoir de nuire.

Prétendre qu'on pourrait faire l'économie de beaucoup de conflits, d'affrontements, c'est faire injure aux maîtres de l'économie. Ils nous ont appris que la clé du progrès, c'est, pour les uns, la concurrence, pour les autres, la lutte des classes et si possible la révolution, pour d'autres encore, la redistribution qui, par l'impôt et la contrainte, donne aux uns ce qu'elle prend aux autres. Pour d'autres. On ne peut avancer qu'en

trichant, en abusant de ce qui a remplacé la vieille planche à billets, en lançant des emprunts qu'on ne remboursera jamais.

Les réponses, les approches esquissées dans cet ouvrage, voudraient vous laisser entrevoir une économie où les forces et les talents des uns et des autres convergeraient, où les fruits du progrès seraient nettement mieux répartis. C'est que je poserai devraient pouvoir animer le débat que je propose et offrir des sujets d'exposés, de mémoires, de thèses contribuant à de véritables recherches.

Ces réponses trop hardies pourraient-elles servir de jalons de recherche, introduire un débat, peut-être même en élever le niveau ? A vous de voir, de leur accorder, peut-être, une sympathie prudente.

J'ai d'autant plus besoin de votre sympathie que sans attendre que j'aie pu achever cet essai, à 86 ans, mes yeux ont cessé de lire. Je l'ai terminé tant bien que mal, sans pouvoir éviter un certain désordre et des redites sur des thèmes qui me tiennent à cœur.

Impossible, une économie plus constructive, plus conviviale, plus sympathique ? Évaluez vous-mêmes le service que rendrait une économie beaucoup moins conflictuelle à tous ceux qui, pour gagner leur vie, doivent se battre contre les autres, affronter l'hostilité des concurrents. Évaluez le service qu'elle rendrait à la paix puisque la plupart des conflits opposent des intérêts économiques même si, pour motiver les combattants, on les revêt de motifs patriotiques, ethniques ou religieux ?

Vraiment ? Ne faudrait-il pas en avoir le cœur net ? nous demander ce qu'elle permettrait de progresser vers le mieux-être ? Comment mieux répartir les fruits des efforts communs ? Dans quel cadre pourrait se développer cette autre manière de vivre ?

Mais avant tout, que valent-elles, ces questions, puisqu'elles sont l'essentiel de cet ouvrage ?

Pour les questions, puis je vous demander de me créditer d'une expérience ? J'en ai posées de vive voix à De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac, Schuman, Monnet, Hallstein, Schmidt, Colombo, Heath, à une multitude de ministres, commissaires, experts et responsables de haut niveau. Leur réponses ont nourri des milliers d'articles et mes livres. Vos réponses seront précieuses. Voici celles que je me pose, que je vous pose, avec des approches de réponses qui amorceront le débat.

Les buts d'une politique économique

Quels doivent être les objectifs de la politique, de la vie économique, si ce n'est pas de faciliter la réélection de l'équipe au

pouvoir compte tenu de promesses électorales trop souvent démagogiques ? Est-ce vaincre ou progresser ensemble ?

J'essaie de répondre pour introduire le débat.

Le but, réalisable, d'une politique économique ? Si nos politiques le savaient, quel progrès, quel soulagement ce serait ! Et si les économistes se mettaient d'accord - sinon tous, ce serait trop demander, mais la plupart - sur les objectifs à atteindre, peut-être auraient-ils moins de mal à se faire prendre au sérieux, à faire publier et lire leurs ouvrages, à convaincre ceux qui peuvent agir.

Les luttes, les querelles, les oppositions, les coups bas, les agressivités de toutes sortes, la volonté de vaincre les autres, les compétitions haineuses, les efforts pour déprécier les concurrents, n'ont-ils pas bien trop de place dans notre vie, tant économique que politique ? A regarder les informations, on a souvent l'impression que rien n'est plus intéressant.

Les économistes qui comptent, ce sont ceux qui insistent sur ce qui nous oppose les uns aux autres : les libéraux quand ils prêchent la concurrence sans en rechercher les limites et qui s'indignent contre tout ce qui la gêne, les marxistes qui pensent que la lutte des classes est la seule voie vers le progrès, les dirigistes qui veulent le pouvoir afin de contraindre les autres, par des lois ou en manipulant la monnaie.

Ce qui construit, ce qui fait progresser, ne sont-ce pas les accords, les contrats, les convergences d'efforts, ce qui unit ? N'est-ce pas le but d'une vraie politique ? Le but n'est-il pas de progresser ensemble plutôt que de vaincre les autres ?

Belles paroles peut-être, mais sont-elles réalistes ? Un idéal placé trop haut ou mal orienté n'est-il pas souvent dangereux, néfaste ?

Posons-nous quelques questions. Une politique constructive, conviviale est-elle vraiment possible ?

Est-elle vraiment impossible ?

Est-elle incompatible avec la croissance ou la favoriserait-elle ?

Peut-elle permettre de progresser vers un meilleur équilibre social ou n'aboutit-elle qu'à cristalliser les inégalités actuelles ? Dans le premier cas, quels seraient les objectifs ?

Nous avons tous des intérêts à court terme. Ils nous opposent aux autres quand nous tentons d'avoir une meilleure part du gâteau qui est sur la table. Nous avons aussi, et surtout, des intérêts à moyen et long terme qui sont largement convergents : se répartir les tâches pour que le prochain gâteau soit plus large et mieux réparti.

Le problème, c'est de mettre en valeur ces intérêts communs, d'inciter les uns et les autres à y travailler de concert. Et cela, c'est un problème d'animation, un problème d'animateurs.

Oh là là ! Où conduisent ces objectifs ? Il faut s'en rendre compte. Un tel paquet, n'est ce pas trop...? Bousculer ainsi tout un troupeau de vaches sacrées ? Oser chahuter ... les idées que nous devons aux maîtres que nous vénérons ?

D'accord. Ils se contredisent largement, nos maîtres, mais ils sont d'accord sur un point : pour progresser, il nous faut lutter contre les autres. Ils ne sont d'accord ni pour dire qui sont ces autres contre lesquels il faut lutter, ni sur les méthodes de lutte, mais ce ne sont que des détails. L'essentiel ? C'est toujours de luttés qu'il s'agit. « Lutter par la concurrence » disent les libéraux. « Lutter contre les classes riches », disent les marxistes. « Il faut leur arracher le pouvoir politique puis, par l'impôt, les subventions et allocations, la contrainte, prélever sur les riches ce dont ont besoin les pauvres » disent les socialistes, et avec eux les dirigistes, les interventionnistes de toutes sortes. « Et s'il faut pour cela une révolution - elle peut être sanglante - tant pis, ou tant mieux », n'osent pas dire les communistes.

Le but d'une politique économique, si ce n'est pas la conquête ou la conservation du pouvoir, quel est-il ? Obtenir une croissance à la fois meilleure et mieux répartie ? Faire que chacun, avec un effort raisonnable pour travailler et adapter son travail aux besoins des autres, puisse vivre aussi correctement que possible et progresser vers une vie préférable ?

Si tel est le but, comment y parvenir ? Est-ce par la contrainte imposée par une majorité généralement courte à tous les autres ? Est-il impossible de faire converger les efforts ?

Dans la mesure où il est nécessaire de contraindre ceux qui refusent les véritables exigences de la vie sociale, quelles sont les limites et les modalités de cette contrainte ?

Il est des services qui ne peuvent vraiment être assurés que par les pouvoirs publics et financés par l'impôt. Quels sont-ils et dans quelles limites ?

Une très large part de la production de biens nécessaires et de l'emploi qui fait vivre résulte des initiatives privées de ceux qui prennent le risque de constituer ou d'emprunter un capital. Ils font vivre des entreprises dont ils assument la responsabilité en profits et pertes. Comment leur faciliter la tâche ?

Comment orienter vers des possibilités de progrès dont tous puissent bénéficier des décisions prises librement par ceux qui agissent, qui assument des responsabilités et les risques qui en sont inséparables ?

Comment faire prendre en compte, librement mais aussi largement que possible, ceux de nos intérêts qui, au lieu de nous opposer, nous sont communs ? Ne serait-ce pas un problème d'animation ?

Ce serait peut être beau de travailler dans une atmosphère constructive, conviviale. Ce serait beau comme les rêves des utopistes, mais c'est impossible.

Difficile, certes. Impossible ? Qu'en pensez-vous ? Réfléchissons-y ensemble.

Première partie

COMMENT OBTENIR UNE VRAIE CROISSANCE ?

La croissance, on l'invoque souvent ; elle est bienheureuse, lointaine, capricieuse.

Peut-on la définir ? Quels en sont les moteurs et les freins ? Dans quels cadres peut-on la stimuler ? Comment agir ? Que peut apporter une politique d'animation ? Poser ces questions, proposer des réponses afin d'amorcer le débat, sera l'objet de cette première partie.

Après, rappelons-le, nous chercherons, dans la seconde, comment mieux répartir les biens produits, puis, dans une troisième partie, nous nous interrogerons sur ce qui, au-delà de la production et de la répartition, pourrait contribuer au progrès du bien-être.

Chapitre 1

QU'EST-CE QUE LA CROISSANCE ? L'AUGMENTATION DU P.I.B. OU QUOI ?

On définit rarement la croissance. On la mesure... ou l'on croit la mesurer... par l'augmentation du P.I.B., du produit intérieur brut, qu'on détaille en PIB par habitant.

Pourquoi se priver de plaisanter sur les aléas que comporte toute statistique ? « Si l'épouse ma bonne, je diminue le PIB » remarquait un professeur. Est-il sérieux, J.K. Galbraith, quand il écrit, dans « L'ère de l'opulence » : « Toute augmentation de la production n'est pas bonne. Plus de cigarettes causent plus de cancers ; plus d'alcool, plus de cirrhoses ; plus d'automobiles, plus d'accidents, d'infirmités, de morts, de gâchis pour l'environnement et la pollution... Ce qu'on appelle habituellement un niveau de vie élevé consiste à s'éviter toute dépense d'énergie musculaire, à accroître les plaisirs des sens et à engloutir trop de calories. J'aspire pour l'homme à de choix différents ».

Il avait raison. Comment distinguer les vrais biens de ceux qui ne le sont pas. Entre les cas évidents, il y a large place à l'arbitraire. Il faut malgré tout essayer, fut-ce par des évaluations imparfaites de distinguer les véritables biens de ce qui est plus nuisible qu'utile.

Certaines productions qui dévastent l'environnement, gaspillent les ressources naturelles, qui ruinent les santés ou la vie sociale, sont de ce type. Certains ont prétendu que c'était le cas d'une part non négligeable du remarquable essor chinois au début de ce millénaire.

Mais surtout, le PIB comprend une large part de productions qui n'apportent pas vraiment du mieux-être. Ce sont toutes les productions excédentaires qui n'intéressent pas les acheteurs au prix où l'on veut les vendre, ou qui n'intéressent que des acheteurs qui n'ont pas les moyens de les acheter, ou encore qui ne sont achetées qu'avec des fonds prélevés par contrainte, qui ne seraient pas utilisées si elles n'étaient payées sur fonds publics. Les productions artificiellement maintenues et financées sont importantes, et pas seulement en agriculture.

Ces distinctions sont souvent difficiles à cerner, à chiffrer. Même s'il faut, à regret, se contenter d'évaluations, celles-ci ne sont pas stériles. Les discussions qu'elles provoqueraient ne mettraient-elles pas en évidence de vrais problèmes ?

La vie économique, consiste à travailler les uns pour les autres, pour ce dont les autres ressentent le besoin et pour lequel ils sont prêts à payer un prix. Chacun y reçoit l'équivalent de ce qu'il apporte en échange.

La croissance, c'est le surcroît de production échangé contre d'autres surcroîts de production.

Cette formule simple recouvre des réalités qui ne le sont pas.

Surcroîts de production ? Le pluriel est important. Si un seul agent économique accroît sa production de biens, il ne pourra pas l'échanger contre des surcroîts équivalents. Elle alimentera des stocks non désirés, donc incitera à réduire sa production, donc à faire chômer ouvriers et machines. Ou bien elle sera échangée contre d'autres biens qui ne sont pas des surcroîts de production, mais alors, elle prendra, dans l'échange, la place des biens qu'elle concurrence. Les stocks excessifs, le chômage se déplaceront mais il n'y aura pas croissance.

Autre thème essentiel : l'échange. Directement ou à travers des circuits qui peuvent être très complexes, pour qu'il y ait croissance durable, il faut que les surcroîts de production s'échangent les uns contre les autres, que des surcroîts consommés soient non seulement équivalents, mais identiques aux surcroîts produits.

Pour qu'il y ait croissance, il faut qu'on consomme plus abondamment ce qui est produit plus abondamment.

Mais pour qu'il y ait échange, il faut que chacun apporte l'équivalent de ce qu'il utilise, même si, dans le cas limite du don ou du contrat de bienveillance, celui qui donne se contente comme contrepartie de la reconnaissance espérée du bénéficiaire ou de la paix de sa propre conscience.

Quand la valeur estimée de l'apport de l'un est inférieure à celle de l'apport de l'autre, l'échange se limitera au niveau le plus bas, le reste allant au stock...

Tout accroissement de la production est-il croissance ? Non. Il peut déboucher sur des équilibres imparfaits. En témoignent le chômage, les stockages non désirés, les rebuts, les crises.

Et c'est sur ces déséquilibres qu'il est possible d'agir, notamment, nous le verrons, par l'animation.

Tout en sachant qu'elle recouvre des réalités complexes, retenons la formule simple : la croissance, c'est l'échange de surcroîts de production.

La production utilisée, c'est l'ensemble des biens produits et échangés dans des conditions acceptables.

L'augmentation du produit intérieur brut (P.I.B.) sert généralement à évaluer la croissance. A tort ou à raison ?

Il est difficile de savoir dans quelle mesure cette statistique inclut des productions non utilisées ou les compte pour leur prix de vente alors qu'elles sont fortement subventionnées. Quand on produit ce qui n'intéresse pas les clients, que ce soit pour maintenir l'emploi, pour

amortir des machines, pour attendre des jours meilleurs ou pour toute autre raison, on ne contribue pas à la croissance.

Définir, mesurer la croissance est utile, mais le vrai problème c'est : comment susciter la croissance que nous désirons, les emplois dont nous avons tant besoin.

Comment se créent vraiment les biens et les emplois ? Est-ce en aidant, par des subventions, les uns au détriment des autres, des concurrents pénalisés et des contribuables, mais en suscitant de vrais surcroûts de biens ? Qu'est-ce qui les détruit ? Qu'est-ce qui gêne leur création ?

La croissance, tout le monde la veut, tout le monde l'attend, mais qui sait diriger durablement la conjoncture ? Et comment le faire ? S'affronter, pousser très loin la concurrence ? Revendiquer ? User de son pouvoir de nuire ? Chercher à conquérir le pouvoir de contraindre, de redistribuer ? Tricher avec la monnaie ? Ou quoi ?

Ces questions, nous les détaillerons, nous les préciserons au cours de cet ouvrage. Nous esquisserons des réponses qui pourraient introduire un débat. Comment distinguer ce qui crée vraiment de l'emploi de ce qui ne fait que le déplacer ? Quel est le mécanisme qui commande la croissance et la création d'emplois ? Questions importantes. Avez-vous des réponses ?

Pour ma part, je n'en ai pas trouvée de disponible. Curieusement, nos maîtres ne semblent pas avoir été intéressés par ces questions capitales. Les libéraux déconseillaient de s'en mêler. Marxistes et dirigistes pensaient que l'essentiel était d'avoir le pouvoir de contraindre, de gérer les deniers publics. Croissance et crises se sont déroulées un peu au hasard, sans qu'on puisse préciser comment.

Puis-je vous proposer une approche ? Solliciter votre attention ?

Si cette explication se révélait à la fois neuve et pertinente, elle pourrait être importante.

Si elle est moins neuve que je ne le crois, ce sera pour vous l'occasion de rappeler une proposition injustement oubliée ou négligée.

Si elle n'est pas pertinente, montrer pourquoi elle ne l'est pas pourra être l'occasion d'approfondir une question cruciale.

Et si, d'aventure, elle était reconnue neuve et pertinente, n'éclairerait-elle pas d'un jour nouveau, constructif, convivial, des problèmes aussi vitaux que le chômage, les relations entre riches et pauvres et le développement du tiers monde ?

Peut-on susciter la croissance au lieu de l'attendre comme un don venu d'on ne sait où ? Comment la stimuler ?

Quelle est donc la différence entre ce qui crée de l'emploi et du mieux-être et ce qui ne fait que le déplacer ?

Tout ce qui fait appel au pouvoir d'achat existant qui serait employé autrement ne fait que le déplacer. C'est le cas des gains de concurrence. C'est presque toujours le cas des subventions.

A quelles conditions y a-t-il une véritable création de pouvoir d'achat, d'emploi, de bien-être ? Il faut pour cela, non pas une augmentation de production, mais plusieurs qui s'échangent entre elles.

Pour comprendre le mécanisme de base, supposons un marché paysan, primitif, où l'on ne connaît que le troc. Supposons que ce marché est équilibré, c'est-à-dire que chaque producteur trouve à échanger ce qu'il a apporté dans des conditions satisfaisantes ou acceptables, où la production et l'achat pour la consommation coïncident.

Si un seul paysan augmente sa production offerte, ou bien il ne la vendra pas, ou ce sera au détriment d'un autre. L'un ou l'autre ne pourra pas vendre ce qu'il a apporté dans des conditions acceptables. Il stockera ou vendra à perte, donc travaillera moins la prochaine fois. C'est le mécanisme qui mène au chômage.

Le surcroît de production d'un seul débouche sur la mévente, sur le chômage.

Et si plusieurs augmentent leur production, à quelles conditions y aura-t-il croissance de l'emploi, du pouvoir d'achat ?

A condition que ces surcroîts s'échangent entre eux. Sinon, il y aura des méventes, déséquilibre du marché, chômage.

Un marché équilibré, c'est une sorte d'équation. Les biens offerts y sont, non seulement égaux, mais identiques à ceux qui sont utilisés.

Peu importe qui est le producteur et le consommateur, mais les mêmes biens doivent être produits et utilisés.

Le lien entre producteurs et consommateurs, c'est le contrat ou un ensemble de contrats complémentaires les uns des autres.

L'utilisateur doit offrir un pouvoir d'achat de valeur comparable à celle des biens qu'il achète.

Pour cela, il doit avoir produit cet équivalent et l'avoir échangé.

En fin de compte, pour que le marché reste équilibré, il faut que, d'une manière ou d'une autre, les surcroîts de production s'échangent les uns contre les autres. Sinon, les biens proposés ne seront pas échangés ou le seront au détriment des autres, et nous retrouvons le mécanisme qui conduit au chômage.

Nos économies modernes sont infiniment plus complexes qu'un marché paysan, avec le jeu de toutes sortes de réserves, de redistributions, de délais, en argent ou en biens, mais le mécanisme de base est le même. Ce qui donne du travail et accroît le bien-être, c'est

l'échange de surcroîts de biens entre agents économiques qui produisent l'équivalent de ce qu'ils utilisent.

Les biens produits et non utilisés, qu'ils soient dédaignés ou ne trouvent pas d'acquéreurs ayant produit des biens de valeur équivalente, forment des stocks indésirables et conduisent au chômage.

Il est très difficile, dans nos économies, de distinguer clairement ce qui est substitution d'emplois de ce qui procure une véritable croissance. Des recherches devaient permettre de progresser.

Revenons à notre marché primitif. Lorsqu'il est déséquilibré, lorsque un ou plusieurs producteurs repartent sans avoir échangé, de façon satisfaisante, ce qu'ils apportaient, ils vont chômer ou se reconvertir. Si un autre producteur apporte alors un surcroît de production échangeable contre ce qui était en excédent, l'équilibre se rétablit et donne du travail tant à l'un qu'aux autres.

Rééquilibrer les marchés, c'est créer de vrais emplois. Et c'est vrai pour une économie complexe comme pour une économie simple. Cela suppose qu'on trouve une contrepartie acceptée à ce qui était offert en excédent.

En début de marché se réalisent les échanges les plus faciles. Puis viennent ceux qui exigent des adaptations, une négociation, la baisse de certaines prétentions. Quand le marché s'achève, il est rare que tout ait pu être échangé dans des conditions satisfaisantes, surtout si la concurrence est âpre, si la méfiance règne.

C'est plus difficile encore si cette méfiance est cultivée. C'est nettement plus facile au contraire si l'ambiance est bonne, la discussion et les accords faciles, si quelqu'un comprend les difficultés et peut inciter les uns à modifier leur activité, à produire moins de beurre et plus de fromage, ou à apprendre à faire un toit par exemple, s'il peut inciter les autres à accepter la contrepartie offerte, à trouver un accord.

Un circuit économique, c'est l'ensemble des échanges habituels qui permettent à chaque producteur qui a dépensé son gain de retrouver son pouvoir d'achat pour que le jeu continue. Ils peuvent être très complexes.

Un circuit économique, c'est un ensemble d'agents économiques, personnes, familles, entreprises, institutions, qui produisent ce que les autres consomment et consomment ce que les autres produisent et qui, pour le reste, au jeu des réserves près, équilibrent leurs achats et leurs ventes à l'extérieur.

Un circuit fonctionne bien quand ses membres peuvent produire, échanger et voir utilisé ce qu'ils sont en mesure de produire et quand le pouvoir d'achat y circule sans se réduire.

Il fonctionne mal quand ses membres ne parviennent pas à écouler leur production ou à trouver l'emploi de leurs capacités et

chôment, quand les achats à l'extérieur dépassent durablement les ventes, quand le pouvoir d'achat qui y circule s'amenuise.

Quand il y a des stockages non désirés qui dissuadent de continuer à produire autant ou quand il y a du chômage durable, quand les entreprises n'y trouvent pas remède, il a place pour un travail d'animation.

Il s'agit de situer le problème, d'inciter ceux qui peuvent agir à se poser les bonnes questions et à chercher des réponses. Il faudra probablement trouver l'endroit où il faudrait choisir une autre activité ou infléchir celle qui existe, mieux adapter l'offre à la demande, faire évoluer la formation. Les possibilités sont multiples.

L'une des meilleures illustrations d'un circuit économique est le système d'échanges locaux, S.E.L. Parti d'un village perdu de l'Ariège, il a connu son heure de succès et reste vivant dans certains lieux.

Les membres du groupe se vendent les uns aux autres des produits ou des services qui sont payés en une monnaie interne. Elle ne peut servir qu'à payer un autre membre du groupe. Tous sont ainsi incités à produire ce que les autres utilisent, à utiliser ce que les autres produisent. Donc pas de perte de pouvoir d'achat et un fort potentiel de développement des échanges, de spécialisations. Elles peuvent générer des entreprises.

Le fisc se défie de ces échanges qui lui échappent, mais le remède existe : quand ces activités commencent à prendre une dimension professionnelle, admettre qu'ils doivent être déclarés pour une valeur estimée par le déclarant, mais que l'administration peut contester pour amener progressivement celui-ci à acquitter des impôts normaux.

Mais pour que le SEL soit un véritable outil de développement, il faut renoncer à y voir une débrouillardise défiscalisée, complément du R.M.I. Il faut que ce soit un mécanisme utilisé pour préparer de vraies activités, de vraies entreprises.

On voit ici poindre le rôle que peuvent jouer des animateurs.

Dans nos économies modernes, complexes mais très riches de possibilités d'accords, d'adaptations, de compromis, le besoin d'une animation compétente n'en est que plus grand.

Quand se produisent des phénomènes de déséquilibre, chômage, stockage, insolvabilité, menaces sur la vie des entreprises, conflits remettant en cause les accords en cours ou empêchant d'aboutir à ceux qui permettraient des progrès, il y a du travail pour de bons animateurs.

Ils pourraient remonter aux sources du problème jusqu'à ce qu'on trouve ce que pourrait être un accord acceptable de part et d'autre. Il permettrait de repartir vers le progrès.

Il s'agira très souvent d'un problème soit de débouchés, soit d'investissements et d'embauches excessifs, mal calculés ou décevants pour une raison quelconque.

Dans ce cas, les libéraux préconisent la concurrence, la baisse des prix au profit de l'acheteur jusqu'à ce que les plus chers disparaissent ou fassent autre chose.

Cela débouche bien trop souvent sur le chômage et la récession. Les producteurs préfèrent parfois s'entendre pour limiter leur production et maintenir des prix qui peuvent être abusifs pour l'acheteur.

Une bonne animation cherchera à promouvoir une entente constructive, de spécialisation ou de reconversion partielle, des entreprises, des travailleurs, de recherche de nouveaux produits plus demandés.

Il s'agira souvent d'une insuffisance du pouvoir d'achat des utilisateurs potentiels. Le problème sera de leur permettre de mieux gagner leur vie. Comment ? Créations d'entreprises ? Investissement ? Formation ? Recherche notamment de débouchés accessibles...

Il faudra souvent remonter plusieurs échelons pour trouver une cause du marasme sur laquelle il soit possible d'agir. Ce serait souvent possible en utilisant les compétences, en organisant la recherche, l'accueil et le soutien des idées constructives.

Quand un problème est bien posé, quand on sait ne pas camper sur les avantages acquis et les solutions du passé, quand on est prêt à évoluer, à se former, à prendre des risques bien étudiés, beaucoup de questions peuvent être résolues.

Essentiel : les véritables créations d'emplois ne viennent pas de luttes, mais d'accords. Il est souvent possible de susciter.

Alors qu'on insiste tant qu'on peut sur les divergences, les oppositions d'intérêts, cette approche montre qu'on ne progresse vraiment que quand d'autres progressent avec nous.

On s'est gaussé des accords de troc que l'Allemagne nazie, appauvrie par la crise et un effort d'armement démentiel, passait avec différents pays. Cela semblait le comble de la régression. Vraiment ? Le Dr Schacht, le financier, était remarquable. L'idée que le progrès passait souvent par des accord équilibrés était une idée saine, même si elle hérissé les libéraux orthodoxes.

« Je fais vivre ceux qui me font vivre » disait ma grand-mère. Elle n'avait pas tort. Des accords de réciprocité peuvent certes, empêcher d'acheter les meilleurs produits au meilleur prix, mais, si avantageux que soient ces prix, il faut pouvoir les payer, donc gagner sa vie.

Chapitre 2

QUELS SONT LES MOTEURS DE LA CROISSANCE ET SES FREINS ?

Pour répondre à cette question, il faudra passer en revue ce qui contribue à la croissance et ce qui la freine, Nous nous demanderons s'il s'agit de facteurs qui dépendent de notre comportement ou de celui des autres, de l'extérieur.

Dans le discours ambiant, la croissance ou la récession sont des données externes qu'on subit, dont il faut s'accommoder. Les gouvernements qui ont la malchance de devoir affronter une crise comme les matelots subissent une tempête qu'ils n'ont pu éviter, doivent naviguer au mieux. C'est le seul moyen d'éviter trop de dégâts, trop de chômage, trop d'endettement.

En revanche, ceux qui ont la chance de bénéficier d'une bienheureuse croissance devraient...devraient...Au lieu de dépenser cette cagnotte providentielle pour satisfaire leurs électeurs et essayer de garder le pouvoir, ils devraient rembourser une part de la dette, abaisser les impôts et s'efforcer de laisser aux suivants un héritage aussi bon que possible...

Évitons de poser le problème en termes de débats politiques. Les causes de la conjoncture sont diffuses. Les mérites ou responsabilités des gouvernements en place, de ceux qui les ont précédés et des autres acteurs de la vie économique, même s'ils sont réels, sont fort difficiles à délimiter. En revanche, il est possible de s'interroger sur les moyens de promouvoir la croissance...ou de préparer un déclin.

Oui, le processus est complexe et c'est sans doute ce qui explique que, pendant des siècles, la croissance ait été extrêmement faible et qu'elle le soit encore dans de nombreux pays.

Comment a été obtenue la croissance occidentale ? André Siegfried l'expliquait à grands traits. Vers le XVIIe siècle, notamment avec Descartes, l'occident découvre une manière de raisonner plus efficace. Au XVIIIe, la science l'utilisa pour prendre forme. Au XIXe, elle conduisit à l'industrie, puis, au XXe, à l'explosion des progrès et innovations.

Ils ont permis toutes sortes de nouvelles productions, de nouveaux besoins et utilisations, de meilleures façons de faire concorder ce qui est produit et ce qui est utilisé, de nouveaux équilibres qui ont abouti à une authentique croissance, coupée, hélas, de crises dévastatrices.

La croissance suppose une adaptation à la fois de la production et de la consommation, donc de l'attitude des agents économiques.

Cette adaptation est en partie l'œuvre des commerciaux, mais ceux-ci pensent plus souvent en termes de concurrence que de croissance. Ils n'ont pas compétence pour chercher ce qui peut développer le pouvoir d'achat de leurs clients et moins encore celui des clients de leurs clients.

Ils savent obtenir des contrats d'échange, mais certains contrats qui favorisent le fonctionnement des circuits économiques ne font pas partie de leur champ d'action.

Pour arriver à des contrats qui permettent de vendre les produits qui n'ont pas tenté les premiers acheteurs soit par leur qualité, soit par leur prix, pour préparer des meilleurs contrats lors du marché suivant, il faudra, de part et d'autre, redisons-le, concéder, faire évoluer les exigences, modifier les productions, réorienter les activités.

Dialogue, négociations et aussi diplomatie, art de persuader sont alors nécessaires. Quand on n'y parvient pas d'emblée, le concours d'animateurs qui dépassent l'opposition des intérêts immédiats et sait mettre en valeur les convergences d'intérêts peut être utile.

Quand il y a des capacités de production inutilisées, du chômage, des stockages non désirés, il y a des possibilités d'action.

Croissances et déclin ne sont pas des ensembles indissociables. Ils se détaillent en circuits économiques simples ou complexes. C'est à ce niveau qu'il est le plus facile, et sans doute le plus efficace, d'agir pour développer tant l'emploi que le bien-être.

Il n'est jamais simple de tracer une limite, même quand les ensembles qu'on sépare sont franchement distincts, voire opposés. Entre les deux, il y a toujours des cas limites, des ambivalences. La frontière entre ce qui favorise et ce qui freine la croissance est imprécise.

Une difficulté peut paralyser, mais aussi stimuler. Certains contrats peuvent être positifs ou négatifs selon un contexte qui échappe à l'observateur. Pourtant, en admettant qu'il y a des exceptions, des nuances souhaitables, il est nécessaire de réfléchir à ce qui a le plus de chances de stimuler ou de freiner la croissance, même si d'autres motifs peuvent le justifier ou, au contraire, l'exclure.

Peuvent favoriser ou freiner la croissance de multiples facteurs. Quels sont les effets de la concurrence, de l'action monétaire, de l'épargne, des contrats, de la protection, de la mondialisation, du volontarisme et du dirigisme, de la planification, des essors et des crises ; sur ce qui peut dynamiser le marché du travail ? Quels sont ceux sur lesquels nous pouvons agir ? Faciliter ou gêner la production, d'abord, mais aussi la commercialisation et les contrats ?

Qu'est-ce qui favorise production et consommation.

Ce qui favorise la production, c'est le travail : effectifs et temps de travail, équipement et outillage, formation, ...

Ce qui gêne la production ? Citons la mauvaise organisation du travail, la mésentente entre producteurs, la concurrence, les grèves, les incompétences, les réglementations trop strictes.

Ce qui favorise la commercialisation, ce sont notamment les lieux d'échanges bien organisés : les marchés, boutiques, foires, la formation des vendeurs, la liberté des échanges dont nous reparlerons, les transports faciles et peu coûteux, le pouvoir d'achat des clients, la publicité, la connaissance des marchés possibles, la recherche de nouveaux types d'accords et de contrat, la sécurité juridique.

Ce qui la gêne ? Ce peuvent être la protection douanière, les réglementations restrictives, la concurrence agressive, l'assèchement du pouvoir d'achat des clients, les impôts perçus au prorata des ventes, les règlements qui rendent difficiles ou coûteux les contrats ou qui les faussent.

Ce peuvent être les contrôles, interdictions et formalités destinées à empêcher certaines malversations. Leur but, le plus souvent c'est de protéger l'un des contractants. Le minimum vital ou la réglementation des loyers sont de ce type.

Ce peut être aussi la difficulté d'obtenir justice, coût et délais.

Ce peuvent être aussi les informations fausses ou insuffisantes qui conduisent à de mauvaises décisions, les subventions, le « pragmatisme » et la débrouillardise quand ils consistent à reporter sur d'autres la difficulté qu'on devrait résoudre soi-même. La complexité, perte de temps, source d'inquiétudes et d'hésitation, freine à l'initiative.

L'incapacité d'échanger dans des conditions acceptables ce qu'on pourrait produire est l'une des causes majeures du chômage.

La monnaie permet de fragmenter, de diversifier les échanges mais, pour en comprendre le mécanisme, il faut observer le troc, l'équilibre entre ce qui est donné et reçu de part et d'autre.

Celui qui ne vend qu'une part de ce qu'il produit et le chômeur ont le même problème : ils pourraient l'un et l'autre volontiers produire plus de biens utilisés s'ils trouvaient une contrepartie qui leur semble acceptable.

Ce qu'ils produisent ou pourraient produire est excédentaire. Pourquoi ?

Est-ce inacceptable faute d'utilité, ce qui conduirait à une reconversion ?

Est-ce acceptable mais ne se vend pas faute de pouvoir d'achat des éventuels clients ? Dans ce cas, peut-on chercher si d'autres consommateurs-producteurs peuvent être intéressés et peuvent, à leur tour, intéresser, en contrepartie, les premiers producteurs ? Cela pourrait permettre de rétablir la continuité du circuit. Le courant, non, le pouvoir d'achat, circulerait et la boucle se refermerait.

Quels sont, dans la croissance, les rôles de la confiance, du crédit, de la monnaie ?

Le pouvoir d'achat peut avoir deux sources : la production de biens utilisés ou la confiance qui anticipe, ce qui permet soit de produire ce qu'on espère vendre, soit de consommer ou d'investir à crédit.

Quelles sont les conditions et les limites de la confiance ?

Distinguons la confiance justifiée de la confiance injustifiée, même si la limite entre les deux est fort mobile, surtout avant l'évènement.

La confiance justifiée est celle qui va tenir ses promesses, qui est une sorte d'avance à l'allumage. Elle va se solder par des échanges équilibrés, vraiment consentis, des échanges où tout le monde gagne.

La confiance injustifiée, fruit des prestiges usurpés, des belles promesses, de la démagogie et des emballements, est celle dans laquelle le prêteur perdra tout ou une partie de sa mise. Peut-être pas lui personnellement, car il est assez fréquent qu'il profite de plus values pendant que l'espérance fallacieuse tient et s'amplifie et qu'il en profite pour se débarrasser des créances surfaites en les vendant à quelqu'un de moins informé qui subira la perte. La croissance authentique est celle qui porte sur les productions de biens utilisés. Elle peut être stimulée par la confiance justifiée mais...

De même que les sportifs qui veulent progresser regardent plus les films de leurs échecs que ceux de leurs succès, pour préparer une véritable politique de développement, il faut en analyser soigneusement les échecs.

Ceux qui découragent de produire ? Les stocks d'invendus ou qu'il faut liquider à perte. Comment l'éviter ? Meilleure commercialisation ? Meilleures études de marché ? Formation ? Equipement ? Reconversion ?

Echecs de la confiance qui vont empêcher de trouver de l'argent pour investir : faillites, pertes en bourse, inflation. Tout cela va dissuader de produire pour prêter, de créer du pouvoir d'achat au-delà de ce dont on a soi-même besoin, immédiatement ou à terme relativement court.

Il faudrait mettre sur pied une politique efficace d'information des prêteurs. Il existe un bureau de vérification de la publicité qui freine les affirmations mensongères. Les organes de surveillance de la bourse

agissent dans le même sens. Est-il impossible de leur donner le moyen de contrer les emballements excessifs, les espoirs démesurés ?

La confiance, qui permet le crédit, stimule évidemment la production, l'innovation. Elle permet d'emprunter, donc de financer rapidement les projets innovants. Ils auraient beaucoup moins de chances d'aboutir si leur promoteurs devaient attendre, pour commencer, d'avoir eux-mêmes épargné les sommes nécessaires.

La confiance justifiée, celle qui procure au prêteur un remboursement avec intérêt, favorise beaucoup la croissance.

Qu'en est-il quand elle est abusive, quand les engagements ne sont pas tenus, quand les projets prometteurs se révèlent décevants ? Elle aboutit à des faillites, à des stocks inutilisables, à des licenciements, au chômage, à la réduction du pouvoir d'achat dans d'autres entreprises, dans le même secteur ou dans d'autres, aux réactions en chaîne qui conduisent à la crise.

A la bourse, les créances des épargnants, quand elles sont menacées, quand la confiance risque d'être déçue, perdent leur valeur. Ceux-ci se sentant appauvris, dépensent moins, mais surtout cessent de financer les initiatives.

La confiance justifiée facilite la croissance. Excessive, abusive, elle prépare les faillites, la crise, le chômage, la récession.

Si le progrès du niveau de vie mieux équilibré est l'objectif, nous allons rechercher d'abord comment mieux définir cet objectif, mieux cerner la notion de croissance. Nous chercherons ensuite dans quel cadre AGIR ? Qui peut agir et comment, enfin, comment traiter les questions les plus délicates : régressions et développement des régions attardées ou en déclin.

Quels rapports entre la concurrence et la croissance ?

C'est une idée reçue : la concurrence est un stimulant de la croissance, le meilleur. Elle abaisse les prix, donc permet d'acheter davantage. Elle réveille les énergies quand on veut ne pas se laisser dépasser.

Est-ce si simple ?

La concurrence est une discipline nécessaire quand elle apporte un vrai progrès, quand elle remplace les producteurs inefficaces ou qui imposent des prix déraisonnables. Elle a tout à fait sa place sur les marchés.

Cela dit, la concurrence ne crée pas. Elle remplace. Elle prive le vaincu de son gagne pain. S'il profite de sa disponibilité pour faire quelque chose de mieux, c'est bon. L'initiative paie.

Mais si, comme c'est trop souvent le cas, la concurrence débouche sur du chômage, même si certains prix ont baissé, faute de pouvoir d'achat, l'activité globale diminue, le marché se resserre. Et si le chômage est indemnisé, il pèsera d'une façon ou d'une autre sur les prix de revient, le gain et le pouvoir d'achat des vainqueurs.

Et la productivité ?

Ne faut-il pas distinguer la productivité de concurrence de celle de croissance ?

La première n'aboutit qu'à remplacer une production par une autre, tandis que la seconde apporte un surcroît de production. Si elle est appréciée, utilisée, elle contribue à accroître le niveau de vie. La productivité de concurrence, non.

De même l'usage des machines. Elles peuvent multiplier le pouvoir de produire et le revenu de ceux qui s'en servent bien, mais si elles mettent au chômage durable ceux qu'elles remplacent, le niveau de vie moyen en pâtit.

On dit qu'en Inde, une seule usine de chaussures a privé d'emploi des milliers de savetiers.

Il est vraisemblable que la productivité, les machines et les produits à bon marché des pays industriels, en soumettant les producteurs locaux à une concurrence intenable, aient été, dans les pays pauvres, causes de misère et qu'ils pèsent sur la possibilité de se sortir du sous-développement.

Certes, il ne s'agit pas de catégories nettement définies et distinctes, mais de pôles opposés. Entre eux se situe chaque situation complexe.

A quoi peut servir cette distinction entre productivité et équipements de concurrence ou de croissance, de complémentarité ?

A agir par contrainte ? Non. En revanche, quand on négocie, notamment sur les protections existantes ou envisagées, quand on anime, suggère, accueille, met en valeur des projets, il ne faut pas placer sur le même plan ce qui conduit à plus de concurrence et ce qui développe des activités complémentaires les unes des autres, celles qui développent l'activité et le pouvoir d'achat.

Dans les débats sur la libéralisation du commerce et la mondialisation, il ne faut pas seulement considérer les possibilités de développement des plus efficaces, mais aussi les incidences des mesures décidées sur les possibilités des moins forts de se développer sans devoir affronter des concurrences intenable.

Ne pas dénigrer la concurrence qui joue un rôle de sélection, d'émulation, mais il faut en connaître les limites et les inconvénients quand elle devient agressive et ne tient pas assez compte des problèmes d'emploi qu'elle peut poser.

Est-ce en manipulant la monnaie qu'on obtient la croissance ?

On n'en parle guère mais les politiques qui visent à stimuler la croissance font appel à des financements qui, en fin de compte, débouchent sur des manipulations monétaires, sur ce qui fut autrefois la planche à billets et à qui est aujourd'hui le développement du crédit sans production ni épargne correspondante.

C'est une sorte d'impôt indolore, de prélèvement discret sur tous les avoirs libellés en monnaie.

Ce n'est pas anodin. Il en résulte des hausses de prix, de l'inflation, des pertes de confiance, la dégradation du crédit. Il est admis que l'inflation doit être combattue, même si des hausses de prix de 1 à 2 % l'an sont souvent tolérées, si la baisse des prix est redoutée comme un signe et un facteur de récession.

Depuis Keynes et le Dr Schacht, beaucoup d'économistes et de gouvernants comptent sur une politique monétaire souple, finançant notamment le déficit budgétaire et de grands travaux, pour stimuler la croissance.

La monnaie « fiduciaire » est l'un des grands outils de la confiance. Quand on donne un bien ou du travail contre de l'argent, on fait confiance à du papier, comptant qu'il pourra, quand on le voudra, s'échanger contre des biens équivalents. Et c'est tellement commode, tellement indispensable, qu'on ne cherche pas trop à savoir si cette monnaie est digne de confiance.

Le remarquable essor des économies occidentales, gérées par des économistes et des politiques qui se sont souvent inspirés de Keynes, peut servir d'argument en faveur d'une certaine souplesse. La confiance a beaucoup mieux résisté que prévu, et qu'il n'eût été raisonnable, à des politiques laxistes.

L'inflation, sous toutes ses formes, n'en est pas moins un abus de confiance. Elle accumule les dettes qui ne seront jamais remboursées et érode les avoirs des détenteurs de monnaie.

Tant qu'elle ne prend pas des proportions inquiétantes, on la tolère et l'on ne s'interroge pas trop sur ses méfaits. Il n'est pas sûr qu'ils aient raison, ceux qui se réjouissent de voir les clients acheter plutôt que d'épargner. On croit sans doute trop facilement qu'un peu d'inflation stimule les affaires.

Quand elle inquiète les acheteurs, toute la vie économique est perturbée.

L'échange de surcroûts de production

Une grande part des moyens utilisés de susciter la croissance est plus ou moins des abus de confiance. Ils débouchent tôt ou tard sur des crises, sur de grandes souffrances. L'économie purement libérale en a connu beaucoup. « Sur un point, je me suis gravement trompé, aimait à dire Jacques Rueff. J'ai sous-estimé l'aptitude des experts à retarder les échéances » Notre monde regorge de bombes à retardement.

Quel est le mécanisme authentique ?

Vaste question que nous rencontrerons longuement mais voici une approche.

Pour ne pas se perdre dans la complexité de nos économies, pour retrouver l'essentiel, il faut souvent revenir au mécanisme primitif d'un marché paysan.

Supposons qu'il soit équilibré, que tout ce qu'on y a apporté ait fait l'objet d'échanges intéressants ou acceptables. Que l'un des participants se mette à produire et à vouloir vendre davantage alors que les autres continuent au même niveau, que va-t-il se passer ? Ou bien il ne parviendra pas à vendre ce surcroît de production, ou bien il devra baisser ses prix de telle sorte que la valeur totale de sa marchandise restera la même, ou l'argent qu'il gagnera avec son surcroît de vente sera déduit de ce que gagneront les autres qui devront, soit baisser leurs prix, soit remporter leur marchandise. Il n'y aura pas eu de véritable croissance.

Celle-ci se produira quand d'autres producteurs, pour pouvoir acheter le surcroît apporté sur le marché, augmenteront eux-aussi leur production d'une façon acceptée en échange par les autres producteurs de surcroûts, directement ou à travers un ensemble d'échanges qui peuvent être complexes.

Si, au départ, le marché n'est pas équilibré, si le surcroît de production de l'un des vendeurs peut s'échanger, généralement après plusieurs échanges, contre les invendus précédents, il y aura croissance.

En revanche, si le surcroît de production ne trouve pas preneur ou ne le trouve qu'au détriment d'autres producteurs, il n'y aura pas croissance, mais aggravation du déséquilibre du marché. La véritable croissance vient de surcroûts de production utilisés grâce à des échanges.

Une sérieuse réflexion sur les moyens de susciter la croissance est nécessaire. Elle pourrait remettre en question beaucoup d'idées reçues.

Chapitre IV

DANS QUEL CADRE PEUT-ON EFFICACEMENT

CHERCHER LA CROISSANCE ?

Dans quelle mesure la croissance est-elle un problème macro-économique ?

Il est communément admis que le problème de gestion de l'économie est global et que c'est essentiellement au niveau des politiques qu'il faut le traiter.

On manipule la monnaie, le crédit, les budgets et leurs déficits, les protections douanières. On lance de grands travaux mal financés. On réglemente à tour de bras. On taxe, on subventionne, on redistribue, on exonère...et l'on attend que la bonne conjoncture internationale vienne enfin vous donner raison...

Ne faudrait-il pas approfondir l'étude des effets réels de ces méthodes ? Ne verrait-on pas que, le plus souvent, en fin de compte, on déplace l'emploi et la richesse sans en créer, et même en empêchant de bien travailler ceux qui en créent, au prix de dépenses administratives et paperassières considérables, car distinguer les ayants-droits et ceux qui doivent payer est toujours coûteux.

Qu'est-ce qui crée l'emploi, le bien-être, la croissance ? Ce sont des idées qui deviennent des projets, des surcroûts de production et d'échanges, des entreprises. Et tout cela ne naît pas dans de lointains bureaux au niveau des statistiques, mais sur le terrain, tout près des réalités.

Comment fonctionnent les circuits économiques ? Comment les observer, les créer ? Les développer ?

Nous rencontrons ici le problème du fonctionnement de circuits économiques. A-t-il été étudié d'assez près ? Je n'en suis pas sûr.

Dans un circuit à deux, pour qu'il y ait croissance il faut :

1° que l'un puisse produire davantage de biens qui intéressent l'autre

2° vice versa,

3° que ces surcroûts de production soient acceptés comme équivalents.

Sinon, l'échange sera limité au niveau de l'offre la moins intéressante.

Pour retrouver le mécanisme de base, imaginez l'arrivée de naufragés sur une île déserte. Qu'est-ce qui va leur permettre de progresser, d'élaborer progressivement une vie économique ?

Au premier plan, il faudra citer la bonne entente qui permet de se répartir le travail et les biens obtenus. Les affrontements sont un frein à la production.

On peut citer en vrac le travail, la compétence technique et de gestion, l'esprit d'initiative.

Quand l'économie se diversifie, quand les échanges deviennent plus complexes, la confiance devient une des clés de la possibilité d'agir ensemble, de produire ce qu'on consomme et de consommer ce qu'on produit, en assurant à chacun un équivalent acceptable de ce qu'il apporte.

Les contrats, l'accueil des projets, l'épargne et le crédit qui permettent de les financer, d'acquérir des équipements grâce auxquels le travail deviendra plus efficace, tout cela exige une bonne dose de confiance que s'accordent entre eux les acteurs économiques.

Mais la confiance implique un saut dans l'inconnu. Elle est justifiée ou ne l'est pas et le dialogue entre confiance justifiée ou pas, entre confiance et défiance va expliquer une grande part des fluctuations, des essors et des crises économiques.

Une commercialisation efficace, les transports faciles qui élargissent le champ des échanges, le développement des marchés qui permettent la rencontre entre producteurs et consommateurs, l'étude des marchés qui contribue à adapter la production à la demande et la publicité qui rapproche l'acheteur du producteur, une orientation professionnelle et une politique de formation qui tiennent compte des débouchés vraisemblables, tout ce qui facilite la préparation, la conclusion, l'exécution de contrats équilibrés et la sécurité juridique des parties, un bon fonctionnement des services publics qui ne soit pas payé par des impôts trop élevés, une recherche qui prépare de bons projets : les facteurs de croissance sont multiples, mais on n'en parle pas souvent.

Les économistes insistent plutôt sur trois moteurs de la croissance : la consommation, l'investissement, l'exportation.

Les deux premiers ont une cause commune : la création de pouvoir d'achat qui se répartira en consommation et épargne. L'épargne finance soit de la consommation, soit de l'investissement. Si ce n'est pas pour dépenser les sommes empruntées, pourquoi l'emprunteur emprunterait-il et supporterait-il le coût des intérêts ou dividendes ?

L'idée de relancer la croissance en invitant les ménages à vider leur bas de laine pour consommer ne semble pas efficace, car l'épargne investie aboutit à des achats elle aussi. Investir moins pour consommer plus est rarement une bonne solution.

Une étude de la Banque Mondiale (Finances et développement, mars 2004) commentée par Jean-Pierre Robin dans Le Figaro du 3 juin,

sur la malédiction de l'or noir, montre que les pays membres de l'O.P.E.P. ont perdu, depuis 1970, depuis la montée fantastique du prix du pétrole, 25% de leur pouvoir d'achat.

La clé de la croissance n'est donc pas l'exploitation de ressources naturelles. Quelle est-elle? Comment expliquer le changement de dimension dont nous avons bénéficié dans la seconde moitié du XXe siècle ?

On peut l'expliquer, ce me semble, par ces deux moteurs que sont la productivité et la confiance.

Productivité du travail grâce au progrès technique, aux machines de plus en plus efficaces, à l'énergie abondante, à l'informatique.

Les « missions de productivité » par lesquelles les généreux Etats-Unis, au temps du Plan Marshall, ont initié les Européens aux secrets d'économies plus efficaces, ont contribué à la développer et ont préparé l'essor des années soixante, les « golden sixties ».

Cette productivité a conduit d'abord, au temps béni des O.S. Les machines multipliaient l'efficacité d'ouvriers spécialisés rapidement formés, dont on avait besoin en grand nombre.

Oui, mais un temps est venu où cette productivité a eu de moins en moins besoin de ces ouvriers peu formés. Les machines automatiques les remplaçaient, alors que les lois sociales et le climat tendu par la lutte des classes augmentaient les coûts et préparaient le chômage.

Au-delà de certaines limites, la productivité conduit au chômage, à la production de biens qui ne se vendent pas, au stockage non désiré.

La confiance, redisons-le, est productive. Elle se traduit par la possibilité de prêts abondants à des conditions avantageuses.

Oui mais, il est possible, il est tentant d'abuser de la confiance, en particulier en offrant des crédits qui n'ont pour contrepartie aucune épargne. Les doctrines inspirées de Keynes sont largement basées, nous y reviendrons, sur l'abus de confiance généralisé. Et quand la confiance fait place à la défiance, les faillites se multiplient, les prêts se raréfient et deviennent plus chers. La récession et le chômage s'installent.

Que peut-on faire au niveau local ?

Les municipalités limitent souvent leurs activités en matière économique à la chasse aux subventions et aux implantations d'entreprises, ce qui déplace l'activité mais n'en crée pas.

Elles ont, c'est vrai, peu de compétences propres en la matière et ne pourraient pas faire face à des dépenses importantes en ces domaines.

On en est venu à considérer que le seul moyen d'agir est de dépenser beaucoup d'argent.

C'est faux.

Animer n'est pas coûteux et c'est très efficace.

Curieusement, c'est un roman de Balzac qui nous offre l'un des meilleurs modèles de ce que peut être une animation locale.

Dans *Le médecin de campagne*, le docteur Benassis explique comment il a transformé la vie d'un village des Alpes où l'état sanitaire était lamentable, où, après le service militaire, les gars ne revenaient plus, où, sur une terre de qualité et malgré un bon climat, l'on ne cultivait que des produits de faible valeur. Seul revenu : la vente, à Grenoble, de fromages qui exigeaient l'achat de claies.

Le docteur réussit à organiser sur place, la fabrication des claies, à entraîner les habitants à offrir leur travail, avec l'aide de fonds publics, pour créer une route vers la ville voisine, tandis que le marché local s'étoffait.

Le village se réveille. S'y installent un maréchal ferrant, un vétérinaire, puis un ensemble d'artisans du bâtiment. La culture du blé, facilitée par les engrais, l'irrigation qui permet de meilleurs pâturages, des jardins et des arbres fruitiers plus productifs arrondissent les revenus des paysans. Des prêts à taux modérés permettent de construire des logements. L'hygiène progresse. Tout le canton s'anime.

Divers commerçants, de petites industries s'établissent. Le désir de mieux vivre, de mieux éduquer les enfants apparaissent, occasion de créer de nouvelles activités.

Puis le développement des échanges avec l'extérieur, l'accueil de techniciens venus d'ailleurs, permettent de développer de nouvelles industries : tanneries, chapellerie, fabrique de chaussures et d'en écouler les produits dans les départements voisins. Trois foires par an préparent de bons contrats...

Le Dr Bénassis a-t-il existé ? Comment s'est documenté le romancier ? En tous cas, c'est un bel exemple.

Un bon moyen serait de lancer l'étude d'un plan local de développement de l'emploi et du bien-être.

Pour cela, réunir les personnalités capables de s'intéresser activement au progrès : employeurs, syndicalistes, commerçants car un commerce prospère quand ses clients gagnent bien leur vie, porteurs de projets, gens de finance, éducateurs, journalistes, compétences diverses.

Leur présenter un aperçu de la situation : chômage, jeunes à intégrer, activités insuffisantes...

Puis chercher avec eux quels sont les atouts locaux : personnalités dynamiques, compétences, savoir-faire, projets exprimés ou possibles à

susciter, main d'œuvre disponible, équipements et locaux, possibilités de formation, relations commerciales, recherche, etc.

Puis former de petits groupes de travail pour approfondir la recherche, suivre les pistes prometteuses.

Etablir un document présentant les demandeurs d'emploi ou de meilleurs emplois, de façon à les mettre en valeur avec des arguments sérieux, vérifiés.

Organiser des équipes de recherche d'emploi, des rencontres où même si l'on ne trouve pas de solution immédiate, on peut échanger des adresses, des introductions, dresser un plan de recherche.

Les plans de développement seront aussi variés que les circonstances locales, que les personnalités qui s'y consacreront. Ils prolongeront le travail de ceux des groupes qui laisseront apparaître les meilleures possibilités.

Des thèmes communs me semblent devoir y trouver place : la recherche, l'accueil et le soutien de projets constructifs et une occasion annuelle de relance.

Donc, d'abord, rechercher des projets. C'est nécessaire pour tenter d'employer les chômeurs, pour accompagner sans dommage l'évolution des techniques. C'est essentiel quand une reconversion doit être préparée. Or les projets ont besoin de mûrir, de se germer, de mûrir à loisir, loin de la nervosité des urgences.

La réalisation d'un projet exige une dose de confiance qui se cultive lentement.

La préparation du plan local de développement de l'emploi et du bien-être pourrait commencer par une conférence ou une rencontre. Y parler des idées nouvelles, observées ailleurs et qui ont suscité des emplois ou de meilleurs revenus, de la méthode du brain storming qui accueille toutes les idées, bonnes ou mauvaises, car une mauvaise idée peut en susciter de meilleures. Après, on recherche celles qui méritent d'être suivies. Puis indiquer la marche à suivre pour proposer des idées.

Un groupe de travail serait créé, chargé d'accueillir les porteurs de projets, de les guider vers un approfondissement de l'idée, vers des contacts avec ceux qu'elle pourrait intéresser. Si elle semble irréalisable, la classer pour qu'elle puisse servir un jour.

Un concours annuel de projets serait un moyen de donner la parole à ceux qu'on n'interroge jamais. Les projets seraient jugés selon leur impact sur l'emploi, l'innovation, la fiabilité, notamment financière, sur la connaissance des marchés.

Susciter un club de porteurs de projets qui se soutiendront les uns les autres, se formeront ensemble. Ils s'efforceront d'échanger des idées, des méthodes, des complémentarités, avec d'autres clubs locaux de porteurs de projets. Ils se tiendront prêts à agir si l'occasion se

présente et maintiendront dans la localité une atmosphère de recherche. Si des aides publiques sont nécessaires à cette action, elles seraient bien placées.

Les meilleurs projets pourraient déboucher sur la constitution de sociétés d'études, une formule bien connue du monde des affaires. Les intéressés financent l'étude et la préparation, moyennant des actions de la future société.

Second thème commun aux plans locaux : fixer une échéance annuelle, à la rentrée, pour une relance qui pourrait avantageusement prendre la forme d'une fête du progrès. Ce serait l'occasion de faire le point, groupe de travail par groupe de travail, de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire.

Ce serait l'occasion de féliciter, de remercier, dans un texte qu'ils conserveront et qui pourra leur servir de référence, ceux qui, dans l'année, ont contribué au progrès de l'emploi ou du bien-être. C'est important de pouvoir conserver la preuve de l'efficacité de son action. C'est une forme de salaire qui ne coûte rien et qui vaut cher.

Il devrait être possible de se procurer et de faire connaître à l'occasion de cette fête, les chiffres qui permettent d'évaluer les progrès ou les reculs économiques locaux. Ce sont les bases sur lesquelles sont assis les prélèvements et impôts : la valeur ajoutée, les revenus déclarés, les salaires versés. Il y a des conséquences à en tirer. Occasion aussi, ce serait sain, de remercier ceux qui, par leurs impôts divers, contribuent aux efforts communs.

C'est l'ensemble de ces actions qui constituera la plan local de développement de l'emploi et du bien-être qu'il faudra adopter et réviser régulièrement.

Un exemple. La ville de New Delhi était en train de construire un métro qui va remédier à l'incroyable embarras de la circulation et permettra d'énormes progrès.

Oui, mais, que répondre à la foule des chauffeurs de taxi, des tireurs de pousse-pousse qui vont perdre leur emploi ? A terme, le métro a de fortes chances de créer plus d'emplois qu'il n'en supprime, mais en attendant ?

C'est sur place qu'il faut chercher des solutions, mais on peut indiquer quelques pistes.

Ceux qui devront se reconvertir auront sans doute besoin d'une formation et ils peuvent contribuer à l'observation, à la recherche des mouvements économiques qu'ils pourront utiliser.

On pourra les inciter à se grouper par équipes d'une quinzaine peut-être, parmi lesquels quelqu'un peut aider à préciser, à élargir les connaissances scolaires et l'usage des principaux outils, afin d'être plus prêts à saisir les occasions.

D'autre part, les membres mettraient en commun leurs informations sur ce qui bouge et se prépare. Le commerce va certainement se développer aux environs des bouches de métro et de nouvelles activités naîtront. Si l'on pouvait avoir des informations sur la manière dont d'autres métros ont ouvert de nouvelles possibilités, ce serait précieux, mais...

Un quart des membres du groupe pourrait changer de groupe chaque mois, par exemple, pour apporter un sang nouveau. Chaque membre pourrait démarcher les éventuels employeurs non seulement pour lui-même mais pour tous les membres du groupe dont les aptitudes peuvent être différentes.

A un niveau général, une recherche des opportunités nouvelles d'emploi devrait être menée activement en réunissant, en interrogeant les personnes susceptibles d'être intéressées, en suscitant des initiatives.

Des slogans pourraient y contribuer du genre : « Le métro va vous simplifier la vie. Pouvez-vous aider ceux qui perdent leur emploi? » ou : « Le métro vous ouvre de possibilités nouvelles. Pouvez-vous offrir un gagne-pain à ceux qui doivent changer de métier ? »

Comment présenter l'idée d'un plan local de développement de l'emploi et du bien-être à ceux qui peuvent agir ?

Voici quelques thèmes qui peuvent être utilisés. Ils nous donneront l'occasion de reprendre sous une forme plus ou moins différente des thèmes déjà évoqués mais essentiels pour notre propos.

Ce qui nous préoccupe, c'est la persistance d'un chômage qui saccage des vies, inquiète, rend trop difficile l'insertion de nos jeunes.

C'est notre désir à tous de progresser.

Si nous attendons une croissance venue d'on ne sait où, au gré des caprices de la conjoncture internationale, nous pourrions attendre longtemps. C'est à nous de bâtir notre avenir, de montrer ce dont nous sommes capables.

Nous n'allons pas vous demander votre argent mais vos idées, vos initiatives. Nous vous demanderons de participer activement à l'élaboration d'un plan de développement qui nous concerne.

Nous vous offrirons la possibilité de prendre part efficacement à l'effort pour que tous puissent mieux vivre. Pour cela...

1° Nous mettrons à l'étude un plan de développement de l'emploi et du bien-être adapté aux particularités, aux problèmes, aux aptitudes locales. Ce cadre servira à faire travailler ensemble tous ceux qui chercheront à agir dans ce sens, à mettre en valeur les atouts locaux : compétences et main d'œuvre disponibles, équipements, locaux, possibilités de formation et d'information, recherches, relations, épargnes, projets en attente ou à susciter, etc.

2° Nous proposerons à ceux qui s'y intéresseront, aux fonctionnaires, aux élus et à leur collaborateurs, à tous les volontaires un complément d'informations pour qu'ils puissent plus efficacement tirer parti de ces atouts et dialoguer utilement avec vous.

3° Une politique active d'information sera poursuivie avec les médias pour que vous soyez clairement informés, à temps pour pouvoir réagir ou faire connaître votre point de vue à vos élus, sur les questions principales qui seront discutées au Conseil et sur l'évolution des projets en cours d'exécution.

4° Des contacts plus étroits entre chefs d'entreprise et enseignants des écoles et des stages aideront à mieux préparer les embauches.

5° Une politique de jumelages avec d'autres régions de l'Europe ou du Tiers-monde développera des échanges culturels, touristiques et commerciaux mutuellement avantageux.

Partout, pour amorcer la recherche, on peut chercher les moyens de mieux cultiver les jardins, de mieux entretenir et équiper les maisons, de mieux utiliser les locaux disponibles, se rendre compte qu'il existe des possibilités.

A tous les niveaux où l'on pourra éveiller un désir d'agir : villes, cantons, bassins d'emploi, départements, régions, nations et groupes de nations, on peut susciter ce genre d'initiatives, informer, former les élus et leurs collaborateurs et toutes sortes de forces vives.

Mobiliser pour le progrès tous ceux qui sont capables et désireux d'agir, ceux à qui, généralement, on ne demande que de payer l'impôt de voter, d'obéir, d'applaudir et de se taire, leur offrir un cadre, une méthode d'action, ce peut être très efficace.

Encore faut-il savoir les entraîner. C'est l'art et le problème des animateurs.

COMMENT ANIMER LA VIE ECONOMIQUE ?

Que peut apporter une politique d'animation ? Quel est le rôle de l'animateur ?

Imaginez une fois de plus, la fin d'un marché. Si spontanément vendeurs et acheteurs s'entendent, en modelant leurs exigences, pour que tout soit utilisé, l'animateur est inutile puisque, dans ce cas, il n'y a ni chômage, ni stockages non désirés.

En revanche, s'il y a des invendus, du chômage, si l'entente n'est pas spontanée, si le dialogue est inexistant ou inefficace, l'animateur peut aider à trouver des solutions acceptables, à faire évoluer productions et exigences pour que, cette fois ou lors du marché suivant, l'équilibre puisse être obtenu.

Cet animateur peut être simplement quelqu'un de bonne volonté qui allie une certaine diplomatie avec le sens des possibilités d'échanges. Ce peut être aussi un élu ou le collaborateur d'un élu. S'il a reçu une formation sur l'animation, s'il travaille en réseau avec d'autres animateurs, avec des chercheurs, il pourra traiter utilement des cas plus difficiles.

Le rôle de l'animateur est de négocier la recherche des solutions les plus favorables à une véritable croissance dont les fruits seraient mieux répartis : mise en valeur des intérêts convergents et notamment de la lutte contre le chômage qui, en fin de compte, pèse sur les entreprises, sur les revenus...

Peut-on stimuler le marché de l'emploi ?

Comment dynamiser le marché du travail ?

Il faut mettre l'accent sur les possibilités d'une politique d'animation, d'un rôle plus actif proposé aux demandeurs d'emploi eux-mêmes, sur la mise en valeur des projets susceptibles d'apporter des emplois, sur davantage de recherche et d'information sur l'évolution du marché du travail.

La mise à l'étude d'un plan local de développement de l'emploi et du bien-être serait l'occasion de poser les problèmes que nous connaissons, de rechercher des solutions, d'enclencher une dynamique, d'explorer ensemble les compétences, main d'œuvre, locaux, équipements disponibles, savoir-faire, traditions, relations, épargnes, possibilités de formation, projets dormants, à dépanner ou à susciter, etc., d'organiser des groupes de travail. Des possibilités d'action devraient se dégager.

Offrir un rôle plus actif aux demandeurs d'emploi

Trouver un emploi a toujours été difficile. Un travail d'équipe peut être efficace.

Les demandeurs d'emploi pourraient être incités à former des équipes de 10 à 20 personnes. Ils apprendraient à se connaître, auraient le curriculum vitae des autres et chercheraient pour les autres en même temps que pour eux-mêmes.

Cela ne nuirait pas à l'efficacité de leur propre démarche, au contraire. Cela permettrait aux employeurs d'examiner avec le minimum de temps un ensemble de candidatures. Toute embauche de l'un des membres du groupe serait un succès pour les autres et les encouragerait.

Ces équipes seraient plus efficaces si elles comprenaient un animateur. Ce rôle pourrait être tenu par un demandeur d'emploi dynamique. Il aurait reçu une formation légère mais régulièrement entretenue pour permettre des échanges d'expériences et une recherche commune de solutions. Faudrait-il rétribuer ce temps de formation ? Peut-être.

Mise en valeur des projets porteurs

La création d'entreprises ou, plus souvent, d'activités indépendantes, est l'une des voies de sortie du chômage.

Il faudrait trouver le moyen de rechercher, puis de soutenir, d'aider à réussir ce genre d'initiatives, par exemple, en offrant à leurs promoteurs le parrainage de personnes expérimentées et qui ont des relations. Il y en a parmi les retraités, parmi les personnes désireuses d'agir utilement.

Des clubs de porteurs de projets et de leurs amis pourraient jouer un rôle positif.

Recherche et information sur l'évolution du marché du travail

Les offres d'emploi publiées par les journaux sont l'un des plus précieux indices de la conjoncture. Elles sont payantes, donc significatives. Elles sont rapides. On pourrait les exploiter davantage.

Observer qui embauche et se demander pourquoi, au besoin en interrogeant ceux qui ont mis l'annonce, lors de la parution puis plus tard

pour avoir une idée des réponses. Diffuser ces informations quand elles peuvent guider les équipes de recherche d'emplois, les formations à proposer pour les reconversions. Les faire connaître aux jeunes et aux formateurs, pour guider l'orientation professionnelle.

La lutte contre le chômage et pour le développement économique pourrait devenir un véritable centre d'intérêt si elle faisait l'objet de bonnes informations. Il ne suffit pas de donner le chiffre global des demandeurs d'emploi mais d'expliquer, de rechercher des possibilités d'agir. Que s'est-il passé des licenciements ? Qu'est-ce qui a permis les embauches ? Cela éclairerait les mouvements économiques, l'évolution des marchés. Mettre en valeur ceux qui créent des emplois. Suivre ce qui se fait pour lutter contre le chômage : démarches, formations, créations ou extensions d'activités, avec quels résultats ? Citer des noms chaque fois que c'est justifié...

Question difficile : la discrétion sur l'identité des demandeurs d'emploi n'est-elle pas contre-productive ? Une vraie recherche d'emploi doit être connue et il est légitime, nécessaire, de savoir qui l'on embauche. Le temps n'est plus où la perte de son emploi passait pour une tare. C'est un accident économique.

Si certains de ceux qui abusent du chômage ne souhaitent pas être nommés, les citer comme les autres demandeurs d'emploi ne serait-il pas la mesure d'assainissement la plus naturelle ?

Certains noms qui évoquent l'immigration sont, c'est vrai, une difficulté pour trouver du travail, mais n'est-il pas naïf de croire que les employeurs qui s'en défient seront plus accueillants s'ils sentent qu'on cherche à les leur cacher ? Il faut trouver d'autres moyens de cultiver la confiance et d'aider ceux qui ont le plus de mal à l'obtenir.

Etudier la meilleure façon de mettre en valeur les demandes d'emploi, les compétences disponibles et les possibilités qu'elles offrent, de susciter la recherche constructive et l'initiative.

Des concours d'initiatives ?

On pourrait concevoir aussi un concours d'initiatives locales ou régionales pour le développement de l'emploi et du bien-être.

Priorité à tout ce qui met en valeur les ressources locales, les atouts locaux.

Exclusion ou fort handicap pour tout ce qui exige des subventions ou exemptions de charges importantes ou des initiatives venues de l'extérieur. Pas question de mettre en valeur les champions de la course aux deniers publics, mais les vrais animateurs.

Le concours serait ouvert aux communes, villes, arrondissements, aux communautés de communes, aux cantons, peut-être aux départements, aux bassins d'emploi, à tout groupement pouvant servir de cadre à une mobilisation efficace des énergies pour le développement.

Ce concours pourrait être lancé par les pouvoirs publics ou par un organe d'information, une chaîne de télévision. Si l'on pouvait y intéresser une fondation, cela aiderait à trouver des prix. Des entreprises pourraient sponsoriser ce concours.

Il accueillerait, disons pendant trois mois, les informations sur les différentes initiatives et les réactions des lecteurs. Puis un jury donnerait les prix qui pourraient être diversifiés. Prix des meilleurs projets, de la lutte la plus efficace contre le chômage, du meilleur progrès du revenu moyen, de la meilleure recherche de clientèle, de la meilleure reconversion, du meilleur redressement, de la meilleure intégration de population immigrée, de la meilleure offre d'emplois, de la meilleure mise en valeur de l'épargne locale, etc.

Le jury pourrait comprendre des officiels : un ou plusieurs ministres, le commissaire général au Plan, le délégué de la Datar, les présidents d'associations de maires, des représentants d'ordres : Légion d'honneur, Mérite, qui pourraient décorer les personnes qui se sont distinguées, et des personnalités diverses, issues notamment des médias pour intéresser un large public à ce concours.

Pierre Bonte, un condisciple, s'est illustré avec l'émission « Bonjour monsieur le Maire ». La reprendre sous une forme ou une autre serait l'occasion d'intéresser activement une clientèle de province.

Une institution pourrait pérenniser ce concours.

Des animateurs professionnels ?

Les animateurs doivent-ils être des professionnels ?

Le moins possible, mais...

Il faut donner très largement à ceux qui veulent s'y intéresser une formation à l'animation, à la définition des objectifs à la recherche des moyens, des contrats, des efforts conjugués et qui peuvent conduire à de vrais progrès. Cet essai pourrait contribuer, je l'espère, à cette formation. Elle comprendrait des recherches communes sur des cas concrets, la visite de sites engagés dans une action constructive.

Rapide, cette formation serait approfondie par des informations régulières et des rencontres.

Dans les cas difficiles : reconversion, développement de régions attardées ou déclinantes, il faudrait recourir à des équipes de

professionnels connaissant, outre les techniques d'animation, l'étude des marchés, la formation, l'orientation et la réorientation professionnelle, sachant s'informer sur l'évolution des techniques, les possibilités de financement, les expériences comparables réussies et les causes d'échec des autres, sachant comment se créent les emplois, comment entraîner et informer ceux qui peuvent agir, leur laisser le mérite de l'action.

Dans quelle mesure ces équipes existent-elles ? Dans quelle mesure sont-elles valables ? Si oui, elles sont trop discrètes car on entend souvent parler d'économies sinistrées et pas souvent, vraiment pas souvent, d'équipes qui réussissent à mettre en œuvre des solutions.

Un de ces professionnels m'avouait que leur aide portait surtout sur la chasse aux subventions. Dans un pays où la moitié des ressources est dépensée par les pouvoirs publics, c'est un aspect qu'on ne peut négliger, mais les subventions ne font que déplacer les emplois. Elles en prennent aux concurrents qu'elle pénalise, aux contribuables qu'elles surchargent. Elles n'en créent pas.

Ces équipes, de toutes façons, auraient besoin d'être soutenues par un effort de recherche et d'information auquel elles participeraient car ce sont des terres encore mal connues.

Comment travailler sans être paralysé par des contraintes budgétaires ?

Il faut, plutôt que de créer de nouveaux postes, sensibiliser les acteurs locaux et leurs collaborateurs. Problème de formation et surtout d'information sur ce qui se fait, ce qui peut se faire. Mise en valeur des initiatives fructueuses et des personnes efficaces, notamment par des décorations et des promotions orchestrées pour susciter des émules, y intéresser la presse tant nationale que régionale, dialogue suivi et échange d'expériences entre ceux qui se passionnent pour cette tâche. Internet devrait être d'un grand secours pratiquement sans frais.

On devrait pouvoir, par exemple à l'aide des systèmes d'échanges locaux, offrir aux jeunes la possibilité de travailler les uns pour les autres puis, progressivement, les greffer sur les circuits normaux.

Les cellules d'un corps puissant

Quelques plans de développement locaux isolés, même s'ils sont utiles et efficaces, ne peuvent susciter et soutenir une vraie croissance. Comme les cellules d'un organe, d'un corps, ils ont vocation à se multiplier, à s'associer, à se coordonner pour obtenir un mouvement de grande ampleur.

A toutes sortes de niveaux, régions, départements, province, nation, groupe de nations, les politiques locales d'animation doivent faire

l'objet de rencontres, d'informations, de recherche des complémentarités, des problèmes à traiter, des moyens et financements à trouver, des possibilités nouvelles. Y organiser les formations nécessaires.

Les vastes projets, ceux qui concernent de grandes entreprises, même s'ils comportent un volet local, ont besoin de se coordonner à un niveau plus vaste, parfois beaucoup plus vaste. Pour eux-aussi, la mise en valeur des intérêts convergents, des complémentarités, est une tâche essentielle. L'animateur est l'avocat de l'intérêt commun.

Selon la méthode mise en œuvre par Jean Monnet au Plan, des commissions seraient formées autour d'un objectif. Les membres, de sensibilité différentes, s'y expriment à titre personnel et non comme délégués d'un groupe.

Les débats sont souvent un peu confus mais un secrétariat en tire l'esquisse d'une synthèse qui, plusieurs fois discutées et reprise, aboutit à un texte, à un projet important, cohérent avec celui des autres commissions, qui guidera l'action.

Tout cela demande du temps, mais je n'ai jamais entendu dire qu'on y perdit son temps, au moins jusqu'au moment où le Plan a plus ou moins dérapé vers des exercices d'économétrie, vers un organe servant à essayer de guider les professionnels plutôt qu'à les écouter.

A ceux qui lui demandaient conseil, Jean Monnet disait souvent : « Ayez une salle à manger. Vous y servirez des repas simples et y ferez du bon travail. » Dans les deux sens du terme, la convivialité est essentielle.

Ceux qui nous gouvernent croient volontiers que c'est de leur action, de l'exercice de leur pouvoir que dépend la volonté de vivre mieux. C'est leur douce illusion. La vraie croissance est beaucoup moins le fruit des décisions politiques que de la mobilisation, à raz de terre mais pas seulement, des initiatives, des énergies et des efforts.

Un rôle pour les économistes ?

L'animation culturelle, sous des formes très diverses, déplace des foules et cultive les esprits. L'animation politique aussi. Voyez l'enthousiasme des foules qui se sentent victorieuses un soir d'élection.

L'animation économique, qui touche nos intérêts et l'esprit de solidarité, beaucoup mieux partagée que certains ne le croient, pourrait être très efficace pour lutter contre le chômage et faire progresser le bien-être. « Un trésor est caché dedans... » Mais, il est bien caché ou

plutôt ceux qui pourraient en faire bon usage s'égarent sur de fausses pistes.

Nous n'avons jamais eu tant d'économistes compétents, mais à quoi utilisent-ils leur talent ?

Un très grand nombre d'entre eux en use pour faire la chasse aux subventions, pour disputer des parts de marché, pour des affrontements d'intérêts, pour la défense de privilèges ou de statuts corporatifs.

Trop peu, en revanche, s'en servent pour promouvoir une véritable croissance, dont ils profiteront certes, eux et leurs employeurs, mais en aidant les autres à se développer en même temps qu'eux.

La croissance vraie, nous l'avons vu, est un phénomène complexe. L'échange et l'utilisation des surcroûts de production exige de multiples accords et négociations qui ne sont pas évidents. Ils le sont d'autant moins qu'il est plus facile et plus tentant de s'efforcer de produire et de vendre à la place des autres plutôt qu'en complément, de chercher à gagner des parts de marché plutôt qu'à élargir le marché.

Inciter les acteurs économiques à rechercher les accords qui permettent une véritable croissance, c'est un problème d'animation économique.

Qui est concerné ? Qui sont les animateurs ? Il peut y en avoir de plusieurs sortes. Ce peuvent être des bénévoles qui, en marge de leur gagne-pain, ont envie d'agir, de développer leur ville et leur région, d'y combattre le chômage. Ce peuvent être toutes sortes de professionnels ou de responsables qui ont compris que savoir animer peut leur permettre de mieux faire leur métier. Les chefs d'entreprise, les coopératives, les associations contribuent à animer.

Ce peut être le cas de ceux qui ont, en matière d'emploi et de développement, des responsabilités politiques ou administratives, ainsi que de leurs collaborateurs.

Ce peut être le cas, enfin, de professionnels de l'animation dont le concours peut être nécessaire pour résoudre des problèmes difficiles. Ce seraient des renforts spécialisés avec des experts pour évaluer les chances ; études de marché, formation, finances.

Si, pour certaines tâches, des animateurs professionnels, bien formés et expérimentés, sont souhaitables, il serait néfaste qu'ils tombent dans le travers trop fréquent chez les professionnels, de déprécier l'action des occasionnels tenus pour des concurrents incompetents.

Le métier des animateurs est d'obtenir le maximum de coopération, d'impliquer le plus de personnes possible, de les inciter à agir, de les aider à réussir.

Beaucoup d'animateurs professionnels, de fonctionnaires en plus, ce n'est pas désirable. Il est bien préférable que les animateurs soient

des responsables politiques ou administratifs, ou leurs collaborateurs qui seraient en place et rétribués de toute façon. Ayant reçu une formation adaptée et participant à des réseaux de recherche, ils trouveraient là un moyen de mieux faire leur métier sans gréver les budgets.

Comment peuvent agir les animateurs ?

En face d'une difficulté, il va tenter de remonter à la source.

Le chômage peut venir d'une mévente. Manque de pouvoir d'achat des clients potentiels ? Pourquoi ? Leurs clients à eux sont-ils en panne ou subissent-ils mal une concurrence ? S'adapter ? Former ? Chercher comment reconvertir ? Peut-on essayer de bien établir les faits, puis de se réunir, de s'entendre ?

C'est un travail que les responsables font dans bien des cas, mais quand ils patinent ou sont trop pris par d'autres tâches, un animateur peut faire avancer la recherche.

La solution dépend souvent de conditions complexes. Ceux qui sont trop directement intéressés, ceux qu'on soupçonne de ne connaître que leurs seuls intérêts ne sont pas toujours les plus qualifiés pour organiser la recherche. L'animateur connu pour s'intéresser vraiment à l'intérêt commun, pour y travailler de façon désintéressée, aura des possibilités différentes.

Des formations pourraient être appropriées à ces différents niveaux.

Le dialogue entre ceux qui sont directement impliqués est souvent insuffisant. Pour trouver les points de convergence des intérêts, l'aide d'un tiers, d'un animateur, personne ou institution, est souvent nécessaire.

C'est le cas du notaire. Ce fut le rôle, décisif, du Plan Monnet au lendemain de la guerre. C'est le cas de la commission européenne, du secrétariat des grandes institutions internationales.

En revanche, de nombreux organismes corporatifs ou syndicaux font leur fonds de commerce, non pas de la recherche d'accords constructifs et équilibrés, mais de la culture du mécontentement, de la préparation et de l'organisation d'affrontements.

Au lieu de proposer des synthèses pacifiques, des possibilités de coopération fécondes à ceux qui ont besoin de découvrir que leurs intérêts à moyen et long terme convergent, ils fourbissent des munitions et « chauffent » les troupes pour préparer de belles batailles.

Quand il rendit compte au parlement européen de l'expérience décisive de la Communauté charbon acier, Jean Monnet déclara : « La preuve est faite que des transformations psychologiques considérables, que certains cherchent à travers des révolutions violentes, peuvent

intervenir très pacifiquement si l'on oriente l'esprit des hommes vers le point où leurs intérêts convergent. Ce point existe toujours. Il suffit de se fatiguer pour le trouver ? » (Mémoires, Page 459).

Il y a toujours eu des animateurs. L'architecte sur un chantier, le gérant d'une copropriété, les coopératives, les banques d'affaires en sont des exemples parmi beaucoup d'autres.

Autre animateur, le notaire qui aide les parties, à rédiger, à conserver des accords. Il met en lumière les intérêts communs, aide les parties à prévoir, avant que les événements ne se précisent, comment seront répartis les profits espérés et les pertes redoutées. Il permet ainsi de trancher paisiblement les débats.

J'aime beaucoup l'histoire de Philippe Lamour. Il aimait chasser le chamois avec les gars du pays à Ceillac, dans une des splendides vallées des Alpes. Un soir, à la pause, ceux-ci lui dirent : « Ce pays est foutu. Il n'y a pas de travail. Il faut le fuir, si l'on ne veut pas végéter, se mettre à boire... ». Et un dimanche matin, dans sa chambre de l'auberge, P. Lamour a commencé à dresser un plan de développement.

Ce village isolé avait vocation de devenir une station de ski, modeste mais active. Faire venir des promoteurs ? Ils n'offriraient aux gens du pays que peu d'emplois, subalternes. Il fallait négocier la disponibilité des terrains avec, pour contrepartie, la propriété, au bout de 20 ans, de maisons qui seraient construites à crédit. Trouver des crédits pour l'équipement de base.

Philippe Lamour est devenu maire de Ceillac. Il a réalisé son plan et créé ainsi le modèle des « stations-villages » qui a été largement imité, tandis qu'il animait le développement de la région Bas Rhône-Languedoc.

Le modèle des animateurs, celui qui a fait basculer l'Histoire, c'est Jean Monnet.

Il a 24 ans. La France vient d'entrer en guerre. Il n'est qu'un commercial, vendeur de Cognac, réformé. Il comprend que l'une des difficultés d'approvisionnement des armées, la flambée du prix de l'avoine, vient de la hausse du fret qui, elle-même, vient de la concurrence que se font les alliés. Il en convainc son député qui le fait recevoir par le Président du Conseil, Viviani.

Il est envoyé à Londres, parvient à monter une coordination des achats de fret qui joue un tel rôle que Monnet deviendra, la paix revenue, secrétaire général adjoint de la Société des Nations.

Passons sur de multiples interventions. Vient la guerre de nouveau. De nouveau, il anime la coordination des approvisionnements et notamment du fret.

Sans pouvoirs propres, en établissant des bilans qui parlent, il a contribué à animer l'effort industriel de guerre américain.

A Alger, il a eu une influence décisive pour surmonter la catastrophique concurrence entre Giraud et De Gaulle.

La victoire venue, il proposera le Plan de modernisation et d'équipement qui, par un dialogue actif entre patrons, syndicalistes et pouvoirs publics, va contribuer beaucoup au relèvement français.

Devant la menace d'une nouvelle guerre, Monnet propose, en 1950, l'audacieuse solution de la Communauté charbon acier. Il en devient président avec des pouvoirs importants, mais il s'apercevra que, malgré eux, il n'avance pas.

Il démissionne et redevient animateur avec son Comité d'action pour les états-unis d'Europe, organe de dialogue entre partis politiques et syndicats intéressés par l'idée européenne. Il réussit ainsi à assurer, dans les six pays concernés, des majorités qui permettront d'adopter le Traité de Rome et de construire l'Europe.

Quel modèle !

A une échelle étonnamment modeste, Arte a consacré (10.7.04) un film à la curieuse expérience du parlement des enfants du Rajasthan, une province de l'Inde, aride, miséreuse.

Le reporter a suivi Neraj, 13 ans, dont les parents ne savent ni lire ni écrire, qui y est investie du titre pompeux de ministre de l'agriculture et de l'élevage. Le plus clair de son temps se passe à garder les chèvres familiales, à aider sa mère dans les travaux quotidiens.

Le soir, elle va à l'école, mais, chaque mois, le parlement des enfants tient session, émet des vœux et en surveille l'exécution.

C'est une forme d'animation qui semble avoir transformé les mentalités, mobilisé les énergies. Creusement de citernes accessibles sans distinction de castes, ce qui est une révolution, multiplication et inspection active des écoles du soir, spectacles simples qui, au lieu de répéter les légendes antiques, traitent de questions actuelles, des droits et des possibilités, etc.

Cette action s'inspire d'un axiome de Gandhi : une région ne peut se développer qu'avec la participation de ceux qui l'habitent.

L'animation peut prendre bien des formes. Celle-ci montre que les moins compétents, au sens où on l'entend d'ordinaire, ne sont pas toujours les moins efficaces. Donner la parole et des moyens d'agir aux plus modestes, à ceux qui sont le plus directement, le plus douloureusement, le plus modestement concernés peut permettre des avancées décisives.

L'une des tâches des animateurs devrait être, rappelons-le, de susciter des clubs de porteurs de projets, un concours annuel des meilleurs projets.

En effet, lorsque les circonstances obligent à évoluer, à réparer des pertes d'emploi ou des pertes de revenus, des projets sont

nécessaires et il est parfois difficile de les concevoir immédiatement, dans l'urgence.

De bons projets exigent une approche, un mûrissement. Il faut du temps pour y intéresser ceux qui peuvent y contribuer. Il faut du temps pour discerner ceux qui sont capables de proposer des voies nouvelles, pour leur faire confiance, pour former des équipes...

Quelle est, dans l'élaboration des projets, la place du réalisme, de l'esprit critique ? Elle est évidemment très importante, mais il faut éviter de décourager, quand approche l'heure du choix, de la réalisation.

Au stade de la recherche, de la confrontation des idées et de leur mûrissement, c'est une attitude d'accueil et de compréhension qui doit prévaloir. C'est la technique du « brain storming ». Les idées qui présentent de graves défauts peuvent être des jalons de recherche. Elles peuvent stimuler le dialogue.

Rappelons les critères qu'il faut retenir pour les prix d'un concours ou mieux pour une réalisation. D'abord la « faisabilité », notamment financière, mais aussi l'innovation, le nombre et la qualité des emplois envisagés, la connaissance des marchés.

L'animateur devra être à la fois actif et discret. Sauf s'il a une responsabilité bien établie, tel un maire, il devra toujours préférer, à efficacité à peu près comparable, aider plutôt qu'agir directement. Il évitera de présider les organes qu'il aura contribué à créer et si le secrétariat peut être tenu par l'un des participants, il l'aidera discrètement.

Ceux qui ne conçoivent l'efficacité qu'à la mesure de l'argent public qu'on réussit à obtenir, ceux qui n'auront pas envie de prendre sur leur temps et d'user de leurs possibilités pour l'intérêt commun accuseront l'animateur d'inefficacité. Il peut avoir à affronter des réactions de rejet. C'est sur une certaine durée qu'il lui faudra prouver son efficacité.

Qualité essentielle : savoir convaincre, entraîner à agir, à commencer, à persévérer, donner confiance.

Quelle formation proposer pour ceux qui envisagent de prendre part à l'animation économique ?

Certaines universités proposent des cycles sur le développement local, mais l'action ne peut être réservée à ceux qui les ont suivis.

Une formation courte, de quelques jours mais complétée par une liaison et des rencontres régulières, pourrait avoir une première efficacité. Elle devrait porter sur les techniques d'animation, sur le fonctionnement des économies locales, sur les moyens de s'informer des possibilités et des causes profondes des difficultés, sur le fonctionnement des circuits économiques, le moyen de les susciter, de les développer, de les dépanner... Elle devrait surtout prendre appui sur

des études de cas, des visites de sites actifs, sur la discussion de ce qui pourrait être entrepris dans le cas de chacun.

Un dialogue par internet et des rencontres régulières où l'on ferait le point de chaque projet, de chaque plan local de développement et du bien-être seraient l'occasion de progresser de concert et de promouvoir d'utiles complémentarités.

L'animateur devra observer les phénomènes indésirables de la vie économique locale, les productions qui ne trouvent pas de contrepartie, le chômage, mais aussi les stocks indésirés, les concurrences agressives, les capacités de production inemployées...

Tout cela pose des problèmes qui dépassent le cadre d'une seule entreprise. Les poser clairement et inciter à y réfléchir, à rechercher des solutions pour que les contrats possibles, facteurs d'emploi, de bien-être, parviennent à être conclus.

Il peut s'agir de questions de qualité, de formation, d'organisation, de techniques de vente, de confiance et de rejet, etc.

Il peut s'agir de problèmes plus profonds, de surévaluation grave des débouchés, d'investissements mal dirigés, de concurrences intenable qui obligeraient des changements inenvisageables.

Il faut alors rechercher la possibilité de faire évoluer les productions, les compétences, les objectifs.

Il serait intéressant de connaître mois par mois et lieu par lieu l'évolution dès l'assiette locale de la taxe sur la valeur ajoutée. Ne serait-ce pas une bonne mesure du succès ou les reculs des efforts pour mieux vivre ?

Les relations avec les commerçants, le supermarché, sont importantes, car c'est l'un des meilleurs points d'observation de l'évolution des pouvoirs d'achats, des tensions commerciales, des débouchés possibles. Or, redisons-le, il y a convergence d'intérêts. Un supermarché prospère quand le pouvoir d'achat de ses clients progresse. Il peut les aider, dans une mesure limitée mais de multiples façons. Il peut mettre en valeur les productions locales, passer avec les producteurs qui se lancent et ont besoin de s'équiper, des contrats d'une certaine durée. Il peut indiquer à ceux qui ont des projets ou envisagent des reconversions, les produits qui se vendent bien, ceux qu'on recherche. Il peut présenter, faire valoir les producteurs locaux aux décideurs des centrales d'achat.

La fête annuelle du progrès, à la rentrée d'automne, servirait à la fois à faire le point, à situer les problèmes, à féliciter et motiver les acteurs efficaces et à préparer de nouveaux progrès.

Pour faire le point, les statistiques fiscales et sociales seraient précieuses : l'augmentation des revenus, notamment des revenus les plus faibles, l'évolution des salaires versés, des bénéfices déclarés, mais

aussi du chômage, des demandes d'aide sociale et de leur nature, des demandes de logements sociaux, des naissances, mariages et décès, etc.

En user pour préparer l'étape suivante.

Trouver un moyen de fêter les familles qui se créent ou se développent, mais aussi les nouveaux contribuables, jeunes ou personnes dont les revenus progressent, de remercier ceux qui contribuent le plus largement aux dépenses d'intérêt commun.

Ne pourrait-on pas remplacer le terme passif de contribuable par un terme plus actif, peut-être contributeur ? Contribuer aux dépenses publiques en même temps qu'à la production de biens n'est pas seulement un devoir, ce peut être aussi un motif de fierté.

Le suffrage censitaire, le gouvernement des riches, est inadmissible. En revanche, que des associations de contribuables puissent, sous une forme courtoise, interroger les pouvoirs publics sur l'usage des fonds recueillis et présenter des suggestions me semble sain et justifier des réponses substantielles, un vrai dialogue.

Cet ouvrage et ceux qui l'ont précédé pourraient contribuer à la formation des animateurs, à la recherche de techniques de plus en plus efficaces.

Et pour vous, quel peut être le rôle de l'animation, des animateurs ?

Chapitre V

COMMENT PREPARER UNE RECONVERSION ? ANIMER UNE REGION ATTARDEE ?

Lorsque la situation se complique et qu'une poussée de chômage menace à la suite de la fermeture ou d'un plan social chez un employeur essentiel, le problème posé prend de l'ampleur. Il faut reconvertir, repenser, recréer l'économie de la région.

De même quand une économie se meurt ou ne parvient pas à démarrer. Mais d'abord se pose une question difficile.

Comment se crée et se développe l'emploi ?

Lors de la poussée du chômage de 1975, je travaillais sur la monnaie. Impossible d'avoir des monnaies saines si l'on ne savait pas créer les emplois nécessaires sans abuser du crédit. Alors, quels autres moyens de créer de l'emploi ? Qu'en disaient les Maîtres ?

A ma stupéfaction, j'ai constaté que la question ne les avait guère intéressés. Les libéraux disaient: « Ne vous en mêlez pas ». Marxistes et dirigistes faisaient confiance aux créations d'emplois publics, aux subventions, aux manipulations monétaires.

J'ai tenté une approche en analysant le fonctionnement des circuits économiques.

J'appelle circuit un ensemble de personnes, d'agents économiques qui produisent ce que consomment les autres membres du circuit, qui consomment ce que les autres produisent et, au jeu des réserves près, équilibrent leurs achats et leurs ventes à l'extérieur. Tant que cet équilibre est maintenu, le pouvoir d'achat y circule de façon continue et le jeu continue.

Ce sont des idées qui auront de la peine à pénétrer dans l'esprit des experts, des politiques, des professeurs, des cadres supérieurs. Non qu'ils ne puissent les comprendre mais cela n'entre pas dans leurs catégories, dans ce qu'ils savent faire, dans ce qu'ils aiment faire.

Ils aiment prélever et redistribuer des richesses produites par d'autres, manipuler les monnaies et les titres, rechercher et exercer le pouvoir.

Ils ont rarement de vrais contacts avec les travailleurs de base, encore moins avec ceux qui n'ont pas d'emploi satisfaisant.

Comment connaître les débouchés possibles ?

Il serait utile d'avoir un observatoire des débouchés, plus ou moins lié à l'office des statistiques. L'une de ses sources, entre autres, serait le contact avec les services d'achat qui signaleraient les difficultés d'approvisionnement.

Les résultats de ces observations devraient être publiés, largement accessibles. Ils pourraient contribuer à l'orientation des demandeurs d'emploi, à la reconversion des régions en difficulté, à l'orientation professionnelle, à l'établissement de la carte scolaire, à choisir les formations offertes, etc.

Egalement, s'interroger sur les causes de ces pénuries, car y remédier contribue souvent à une véritable croissance.

Par exemple, on manque d'artisans dans de nombreux domaines. Or, pour les jeunes, l'artisanat offre l'attrait de l'indépendance. Pourquoi ces professions sont-elles en pénurie ? Une réflexion pourrait être féconde.

Les conseillers commerciaux pourraient observer, dans les pays en voie de développement, les activités susceptibles de se développer. On pourrait alors chercher comment, avec ces productions, financer des achats d'équipement par exemple. Des organes de promotion et de vente des produits de tels pays peuvent permettre d'obtenir en contrepartie, des commandes d'équipements. Il en résulterait, de part et d'autre, une vraie croissance.

Quelques relations à retenir ?

Quelques relations doivent être clairement établies.

D'abord, celle entre le stockage des invendus et le chômage. Quand il y a trop d'invendus, on cesse de produire ce bien ou on en réduit la production. Si l'on travaille avec des salariés, on licencie. On réduit ses achats, donc l'emploi chez les fournisseurs.

En contrepartie, trouver preneur pour des invendus pousse à travailler, à embaucher.

Autre relation : emploi et bien-être. Tous deux sont fruits de la croissance et pâtissent quand elle manque. Mais lequel des deux ? Cela dépend de la productivité. Quand il y a croissance à productivité égale, c'est l'emploi qui progresse. Quand la productivité augmente, c'est le bien-être qui en profite, pas l'emploi. Mais généralement la croissance profite aux deux.

Pourquoi la croissance et la récession apparaissent-elles généralement comme des données venues d'ailleurs et qui répondent à des lois mystérieuses ?

C'est parce que, dans la complexité de nos échanges, très difficiles à observer, à analyser, on a rarement une vue claire des mécanismes

qui commandent le chômage et la croissance, des solidarités entre les différents acteurs du jeu économique.

La difficulté c'est de faire coïncider l'offre et la demande. Non seulement ce que l'un offre et l'autre désire, mais en plus, ce que le client veut ou peut offrir en contrepartie et ce que le premier veut ou peut accepter.

Cette coïncidence, qui équilibre les marchés et permet la croissance, n'est-elle pas improbable ? Oui, et elle exige souvent des ajustements mutuels de ce qu'on offre et de ce qu'on désire. Cela n'a rien d'évident quand il s'agit de deux personnes. C'est plus difficile encore quand le nombre de partenaires s'élargit, comme c'est le cas sur un marché.

N'est-ce pas irréalisable quand les partenaires ne se voient pas, ne se connaissent pas, peuvent être dispersés sur un territoire qui peut être très grand ?

Oui, et c'est la raison pour laquelle la croissance est une réussite difficile. Elle n'est pas impossible parce que tout un ensemble de mécanismes permettent, en tâtonnant, d'approcher de l'équilibre, de même que des joueurs de football doivent faire de multiples passes, en réussissant certaines et pas d'autres, avant de marquer un but.

Les différentes politiques ne sont pas équivalentes. Certaines conduisent à un recul de l'activité, d'autres la déplacent, certaines la développent en élargissant le marché : celles qui donnent du travail accepté en échange à ceux qui peuvent acheter davantage.

Pour augmenter le volume des biens utilisés, donc procurer la croissance, il ne suffit donc pas de les produire. Il faut trouver des utilisateurs intéressés. Ils doivent être solvables, et pas seulement en n'achetant pas un autre bien, car il n'y a alors que transfert de pouvoir d'achat...

Sur un marché de troc où chacun peut échanger ce qu'il a apporté, au début, il y a du choix et ceux dont l'apport est apprécié trouvent facilement contrepartie. A mesure que le marché s'avance, le choix se réduit. Il faut se contenter, d'une part, des biens qui sont offerts, d'autre part de contreparties moins satisfaisantes. En fin de marché, il est à craindre que certains ne repartent avec ce qu'ils ont produit, faute soit d'avoir trouvé amateur, soit de vouloir se contenter de la contrepartie offerte.

Dans ces deux cas, ceux qui « restent avec leur marchandise sur les bras » auront tendance à réduire leur production. C'est le mécanisme qui conduit vers le chômage. Retenons cette solidarité entre ceux qui se trouvent aux extrémités d'une chaîne qu'on ne parvient pas à refermer.

Imaginez deux naufragés sur une île déserte. L'un d'eux parvient à produire certains biens qu'il n'utilisera pas lui-même mais qu'il voudrait échanger. Si l'autre n'a rien à offrir, pas d'échange possible. Le premier va réduire sa production au niveau de ses besoins propres. En revanche, si l'autre trouve le moyen d'offrir quelque chose d'équivalent, le niveau de vie des deux augmentera.

Ils chercheront l'un et l'autre à progresser dans cette voie. Il se sont créés et se créeront mutuellement de l'emploi et du bien-être, car, à l'échange, tout le monde gagne. Sinon, pourquoi échanger ?

Mais si c'est le second qui progresse plus vite que le premier, c'est au niveau du moins productif que se situera l'échange, la production utilisée. Produire seul plus de biens ne fait qu'alimenter les stocks et rebuts. La croissance exige une cohérence entre les progrès de part et d'autre.

Prenons maintenant un modèle à trois. Ce qu'offre Pierre convient à Paul, mais l'inverse n'est pas vrai. Heureusement, ce qu'offre Paul convient à Antoine, et ce qu'offre Antoine convient à Pierre. La chaîne d'échange est bouclée. La totalité de la production est utilisée et le processus est prêt à recommencer.

Oui, mais que se passe-t-il si ce qu'offre Antoine ne convient pas à Pierre ? Celui-ci, faute de contrepartie acceptable, gardera sa marchandise en stock non désiré et sera incité à produire moins. Antoine, lui aussi, faute d'acheteur, remportera sa marchandise et réduira sa production. Faute de contrepartie, Paul non plus ne pourra pas vendre, à moins qu'il ne trouve un accord avec Antoine.

Quand la chaîne des échanges ne se boucle pas, le volume des biens produits et utilisés diminue, et avec lui, l'emploi et le niveau de vie.

C'est vrai pour des échanges à trois. C'est aussi si la chaîne des échanges est très longue et très complexe. Le chômage, d'une part, le stockage involontaire, de l'autre, sont à la fois la conséquence et l'indice de divergences entre la production et l'utilisation, de niveaux de vie inférieurs à ce que pourrait permettre la production si elle aboutissait à des accords avec des utilisateurs solvables, c'est-à-dire ayant réussi à négocier dans des conditions acceptables le fruit de leur travail.

Et c'est vrai dans des modèles simplifiés à l'extrême, mais aussi dans la complexité de nos économies modernes. Qui travaille et en échange le produit et accepte en contrepartie le fruit du travail des autres contribue à l'emploi, au bien-être, à la croissance. Celui qui produit des biens non désirés par des clients solvables, qui refuse en paiement ce que produisent les autres, contribue au chômage et à la récession.

Une parabole aide à comprendre le mécanisme du circuit. Imaginez des joueurs en cercle qui se passent des balles. Si l'un d'eux en laisse tomber une par maladresse ou parce que le jeu ne l'intéresse

pas, celui-ci s'appauvrit. En revanche, si les balles circulent bien, on pourra en augmenter le nombre jusqu'à atteindre la possibilité du groupe, qui sera celle des moins habiles.

Boucler la chaîne est donc très souhaitable, mais c'est aussi souvent difficile. Cela fonctionne mieux quand l'ambiance est bonne, quand le dialogue est aisé, quand chacun accepte d'y mettre du sien. Les affrontements, les méfiances, les mauvais coups, au contraire, pèsent à la fois sur l'emploi et le bien-être. Or, mettre une bonne ambiance, poser correctement les problèmes, faciliter dialogue et accords, c'est le service que peuvent rendre de bons animateurs.

En face du chômage ou des stockages indésirables, ils aideront à chercher où se trouve le blocage, la mévente qui tarit le pouvoir d'achat, le refus des produits offerts, les manques de qualité et d'adaptation. Ils s'efforceront de susciter le dialogue de mettre en évidence les intérêts convergents, de préparer des accords constructifs dans une atmosphère conviviale.

Ils stimuleront la confiance justifiée, constructive. En revanche, quand celle-ci s'emballe, quand les projets deviennent aventureux et trop de dettes, insolubles, quand trop de faillites apparaîtront ou menaceront, c'est sur la qualité des projets qu'ils devront mettre l'accent. Et la liberté des échanges, les délocalisations ?

La liberté des échanges est-elle cause de chômage ?

Elle entraîne manifestement des délocalisations, donc des pertes d'emplois chez ceux qui sont éliminés par la concurrence de services analogues à un moindre prix. Quel remède ?

Dans ces cas, normalement, les pays qui emportent les marchés se servent de leurs gains pour acheter autre chose à l'extérieur. Il peut y avoir là une création d'emplois. Il devrait être possible d'en profiter, même si c'est difficile.

De toutes façons, il y a un fort risque de pertes d'emplois. En effet, même si les échanges, au total, restent équilibrés, le pays à bas salaires échange des produits à faible productivité qui exigent beaucoup de main d'œuvre contre des produits plus sophistiqués occupant une main d'œuvre plus qualifiée, mieux payée mais moins nombreuse.

Faut-il, pour préserver les emplois surclassés, fermer les frontières ? C'est se priver à la fois, d'un développement des activités les plus prometteuses et de ses avantages de part et d'autres que comporte tout échange, de la possibilité d'œuvrer pour une activité internationale à la fois meilleure et mieux répartie.

Alors que faire ? Celui à qui l'on pose la question est bien en peine d'offrir une réponse acceptable et l'interrogateur en conclut qu'il n'y a rien de mieux à faire que des défilés, des grèves, des violences pour « défendre l'emploi », en fait pour obtenir subventions ou protections.

Non, le problème n'est pas insoluble, mais il est très difficile. La solution exigera des études de marchés, une connaissance approfondie des possibilités, des atouts locaux, la recherche de projets, d'entrepreneurs, des capitaux, des formations, etc. C'est une recherche complexe, très qualifiée. Les intéressés doivent entrer dans le jeu, avoir envie de trouver de vraies issues. Elles exigeront des efforts, des sacrifices, des prises de risques, mais elles devraient déboucher sur des perspectives d'avenir.

Qui peut les chercher ? C'est un problème d'animation, mais il est de haut niveau. Des professionnels bien équipés sont alors nécessaires et les techniques qu'ils devront appliquer sont, en grande partie à découvrir.

Toute l'histoire du progrès technique est jalonnée de pertes du gagne-pain, de pauvreté pour ceux qui n'ont pas voulu, pas su ou pas pu évoluer, mais aussi de reconversions fécondes qui ont apporté plus d'emploi et de bien-être que ce qui avait été perdu.

Il a souvent fallu attendre plus ou moins longtemps ces évolutions, subir des crises. Nous sommes mieux outillés que nos devanciers et une bonne animation devrait permettre d'évoluer plus paisiblement vers le progrès, vers l'ouverture.

Reconvertir ? Difficile, mais possible ?

Du chômage ou d'importants stockages non désirés, des baisses de prix non justifiées par une baisse des coûts, sont l'indice d'un mauvais fonctionnement du circuit économique. Il faut enquêter pour comprendre ce qui se passe, et parfois aller assez loin dans le circuit.

Quelles sont les possibilités de développement d'activités qui stimulent réellement la croissance ? Il faut, pour débusquer ce précieux gibier, de la patience et du flair. Selon quels indices ? Les pénuries, les hausses de prix non justifiées par la hausse des coûts, l'allongement des délais de livraison, les offres d'emploi non satisfaites, la hausse des importations, tout ce qui indique une production insuffisante pour répondre à la demande.

Y ajouter l'étude des statistiques d'importation des différents pays. Une hausse des achats est l'indice d'un besoin, d'une possibilité de développement et d'échange. Cette étude s'insère normalement dans la tâche des attachés commerciaux des ambassades.

Ces possibilités, il faudrait les faire connaître et s'efforcer de les utiliser pour employer les demandeurs d'emploi et les mal employés. Elles devraient permettre de véritables emplois de croissance et non de développer des activités qui, se concurrençant les unes les autres, ne feraient que déplacer le problème.

Un animateur pourrait suggérer à une société qui éprouve des difficultés à écouler sa production de chercher avec lui les moyens de développer l'activité, donc le pouvoir d'achat de ses clients ou des clients de ses clients.

Quand une usine ferme, quel est le remède ? La grève ? Les défilés, l'indignation, les pressions sur les pouvoirs publics ? L'appel à des réglementations qui punissent ceux qui licencient ? Ce sont des palliatifs et ils dissimulent les véritables difficultés, dissuadent les intéressés de rechercher efficacement les moyens de remplacer les activités, les gagne-pain qui se dérobent.

Et d'abord, admettre que l'économie, que les manières de gagner sa vie, évoluent, qu'il faut s'adapter, même si c'est difficile, que s'obstiner à vouloir imposer les produits à ceux qui n'en veulent plus peut retarder les échéances, mais en les aggravant, non les éviter.

Ces manifestations d'hostilité en face de directions confrontées à des difficultés sont un frein puissant à l'embauche. Qui a envie d'engager ceux qui, en cas de difficultés, vous injurieraient, vous traduiraient en justice ou s'efforceraient de vous faire contraindre ? Embaucher est toujours un risque.

Surtout quand une ville ou une région dépend largement d'un débouché précis, d'une activité où elle excelle, quand elle est tributaire de décisions sur lesquelles on n'a pas de prise, la possibilité de perdre ce débouché et d'avoir à se reconvertir doit être envisagée. Cela fait partie d'une bonne animation.

Quand on a suscité, approfondi, mis en réserve ou expérimenté à une échelle réduite, des projets intéressants, ils peuvent être fort utiles le jour où la situation se dégrade.

Tout ce que nous avons vu sur le rôle d'animateurs, sur la recherche des atouts locaux et des possibilités locales est valable dans ces cas là, surtout si c'est mis en œuvre assez tôt, dès que la menace se précise et même amorcé avant.

Dans les cas graves, lors de licenciements massifs, de plans sociaux dramatiques, de fermetures d'entreprises qui font vivre tout un environnement, le problème posé devient très complexe et exige d'être traité avec beaucoup de compétence. Le recours à des cabinets d'animation à des professionnels devient alors souhaitable. Ils doivent avoir des ouvertures suffisantes sur les possibilités des marchés, sur l'évolution des techniques de production, de marketing, de formation et

d'orientation professionnelle, sur les procédures administratives. Je n'ai pas entendu dire que l'un d'eux ait réussi une reconversion majeure.
Information insuffisante ?

L'intervention d'animateurs professionnels bien outillés peut être fructueuse quand elle permet de mener de front plusieurs reconversions, de rechercher des complémentarités.

L'emploi, c'est le travail pour les autres moyennant contrepartie, l'emploi, c'est l'échange.

Rechercher avec des personnalités dynamiques dont les problèmes peuvent être différents, complémentaires est souvent fécond. A un niveau modeste, les jumelages, quand ils dépassent le folklore, peuvent être utiles. Dans les cas difficiles, chercher ensemble débouchés, complémentarités, formations nécessaires peut être fécond.

Mais sur tous ces thèmes, quel est votre avis ? Y a-t-il des études, des expériences qui vous semblent convaincantes ? Imitables ? Des points à Quelle est la clé du progrès ? approfondir ?

Des conclusions à proposer ?

La clé du progrès, retenons-le pour conclure cette première partie, c'est l'échange des surcroûts de production, c'est la coïncidence entre ce qui est produit et ce qui est utilisé.

Le stockage involontaire, puis le chômage, c'est à la fois la sanction et l'indice d'un déséquilibre entre l'offre et la demande.

Le chômage n'est pas seulement un fléau qu'il faut combattre en essayant de revenir à l'équilibre antérieur, au besoin en étayant les murs branlants par des subventions. C'est aussi l'indice d'une reconversion nécessaire.

Reconversion vers quoi ? Les pénuries, les offres d'emploi avec difficultés de recrutement, les hausses de prix sont les indices.

Les mécanismes de l'emploi et de la croissance sont complexes. Il faut les analyser, car ils révèlent des solidarités, des interdépendances qui ne sautent pas aux yeux.

Si je travaille davantage pour vivre mieux, il ne suffit pas que je produise plus de biens. Encore faut-il que je puisse les vendre. Pour cela, il me faut un acheteur capable de m'offrir une contrepartie que j'accepte : un ou des biens équivalents dans le troc, une somme d'argent dans nos économies monétisées.

Mais cette contrepartie, l'acheteur doit l'avoir gagnée ou quelqu'un qui le lui a donnée l'a gagnée. Comment ? En produisant des biens équivalents ? Oui, mais encore faut-il que ces biens qu'il a produits, votre éventuel client puisse ou ait pu le vendre.

Dans la recherche de la croissance, on ne peut faire cavalier seul. Les acteurs sont solidaires les uns des autres. Plumer le client est une approche à courte vue. L'aider à gagner le prix qu'il vous paiera, établir avec lui des complémentarités durables, c'est vraiment progresser.

Le secret d'une plus grande croissance, indépendante des arcanes de la conjoncture internationale, c'est la mobilisation et la coordination de toutes les énergies, de toutes les valeurs humaines pour créer des biens réellement utiles et demandés.

Et cette mobilisation passe par la mise en valeur des intérêts communs, la recherche des moyens d'aider véritablement les plus pauvres, l'accueil actif des idées constructives. C'est un problème d'animation.

Elle doit faire prendre conscience de nos solidarités. La croissance n'est pas une donnée extérieure, ni le fruit de manipulations monétaires. Elle se construit.

Elle se construit, non pas contre les autres, mais avec les autres. Le pouvoir d'achat des autres, c'est notre possibilité de gagner notre vie.

Que retenir du chemin parcouru ensemble ?

Que l'affrontement n'est la clé ni de la croissance, ni du progrès social. Il en est l'ennemi. Mais pour s'en persuader, il faut regarder de plus près les mécanismes tant de la croissance que du progrès social.

La croissance ne me paraît pas ce qu'imaginent les disciples plus ou moins abusifs de Keynes, le fruit d'acrobaties monétaires et d'abus de confiance. C'est l'accroissement du volume et de la qualité des biens librement produits et échangés, donc utilisés.

Cette production et cette utilisation dépendent d'abord du comportement, des initiatives des choix des agents économiques de base. C'est largement au plan local qu'elles se préparent et se réussissent.

Quels en sont les acteurs ? Tous ceux qui le veulent, qui ont des idées, des initiatives, ou qui épargnent et font confiance. La convergence de leurs efforts exige qu'on l'organise. C'est le rôle, essentiel, des animateurs de l'économie.

Dans les cas les plus difficiles : reconversions, régions en déclin ou peu développées, une analyse approfondie du fonctionnement des circuits économiques, de la manière de les créer, de les développer, de les dépanner, l'intervention d'animateurs professionnels est nécessaire.

Telle est, sur la croissance, la conclusion que je vous propose, mais sur ses mécanismes et les moyens de la stimuler durablement, quelle est la vôtre ?

Seconde partie

LE PROGRES SOCIAL

Pour bien travailler ensemble, il faut que tous aient le sentiment, justifié, d'avoir une part raisonnable des fruits du travail commun. Cela ne va pas de soi et nous pose des questions.

Au cours de cette première partie, vos idées ont-elles progressé à la recherche des moyens de susciter la croissance ?

Il nous faut maintenant nous demander, dans cette seconde partie, comment ses fruits pourraient être mieux répartis, comment promouvoir le progrès social.

Il faudrait mieux le définir, ce progrès social, les objectifs à retenir.

Pas facile ! C'est un terrain miné, encombré d'idées passionnément fausses ou incompatibles entre elles. La convergence de nos véritables intérêts ne saute pas aux yeux. Est-ce une réalité ou un vœu pieux ?

Pour répondre, il faudra examiner de plus près les conditions de survie et de fonctionnement des entreprises, le rôle que jouent, dans le progrès, le capital fruit de l'épargne, le risque qu'il faut financer, les riches qui font leur métier et les pauvres qui essaient efficacement de s'en sortir. L'ensemble de ces données est rarement pris en compte. Une répartition aussi juste et paisible que possible peut-elle être obtenue par une bonne méthode de négociation ?

Que faire en face de la grande pauvreté ?

Pour que chacun ait sa part du progrès à l'échelle du monde, il faudrait repenser les rapports entre les économies les plus développées et les autres.

Essayons de mieux poser les questions, d'explorer des réponses possibles.

Chapitre VI

QUELS OBJECTIFS RETENIR ?

L'objectif, est-ce l'égalité ?

Liberté. Egalité. Fraternité. A quelle égalité peut-on travailler ? Voici mon approche.

La société qu'à mon avis, nous devrions, nous pourrions bâtir ensemble n'est pas une société sans riches, parce que des fonctions essentielles au progrès commun ne peuvent être remplies que par des personnes qui ont à la fois de l'initiative et des disponibilités. Ce n'est pas une société sans riches mais c'est une société avec le moins de pauvres possible, une société avec des riches qui fassent vraiment leur métier de riches : être les pionniers d'un progrès dont d'autres, de plus en plus nombreux, bénéficieront eux-aussi. Nous préciserons.

Si nous avons tous autant de ces possibilités que donne l'argent et la liberté d'en user à notre guise, cette égalité ne durerait pas longtemps. Il est des paniers percés et des tempéraments économes. Quand nous achetons, que ce soit des légumes ou une place de concert, nous voulons pouvoir choisir, donc donner notre argent à l'un plutôt qu'à l'autre.

L'inégalité est l'un des prix à payer pour la liberté. La liberté de faire ce que nous voulons de l'argent gagné par notre travail ou celui de ceux qui nous l'ont librement donné, par les services que nous avons rendus et les risques que nous avons choisis et acceptés. Certains le dépenseront immédiatement, s'endetteront même pour réaliser tout de suite leurs désirs. D'autres choisiront d'épargner, d'investir pour préparer leur retraite ou de meilleures bases de départ. A l'arrivée, les uns et les autres ne seront pas à égalité.

Que nous soyons tous égaux au départ dans la vie ? Oui, mais, dans ce cas, les parents ne pourraient plus rien faire d'utile pour leurs enfants. Serions-nous plus heureux ?

Si l'on redistribuait les cartes fréquemment, comment serait-il possible de financer les biens qui exigent un capital important : maisons, usines, etc. ?

Ce qui permet le progrès, c'est en grande partie le capital accumulé qui nous a légué l'équipement sur lequel nous vivons. L'épargne cumulée par des familles est irremplaçable.

Une certaine inégalité est la contrepartie de valeurs auxquelles nous sommes légitimement attachés. Oui, une certaine inégalité, mais celles que nous connaissons entre les familles, entre les fonctions, entre les peuples est vraiment excessive, génératrice d'amertumes, de haine, de conduites agressives ou défensives néfastes.

Il est fréquent que des vies de pauvres soient réussies, fécondes, passionnantes et que celles de riches soit ennuyeuses, stériles, décevantes.

Je ne pense pas qu'on puisse abolir les inégalités mais il faut les passer au crible et distinguer ce qui est la contrepartie de valeurs authentiques, qui joue un rôle utile à l'intérêt général, de ce qui est abusif et réellement injuste. Vaste et difficile question sur laquelle il faudrait beaucoup travailler.

Certes, disait à peu près Coluche, il y aura toujours des pauvres et des riches, des grands et des petits, des plus doués et des moins doués, des blancs et des noirs mais pour ceux qui seront à la fois pauvres, petits et noirs, ce sera très, très dur.

Jean Monnet attachait beaucoup d'importance au fait de traiter les uns et les autres sur un pied d'égalité et combattait les pratiques discriminatoires. La relation entre égaux différents est la plus saine et la plus durable.

La juste mesure n'est jamais facile à trouver et à maintenir !

La répartition de la plus value est un problème qu'il faut résoudre par de bons contrats mais vouloir supprimer l'inégalité des fortunes n'est pas un objectif à choisir. Le type de société efficace sans riches n'est pas encore inventé.

Il est très naturel de rechercher les moyens de réduire les inégalités à un niveau acceptable et justifié par les services rendus, mais faut-il vouloir les supprimer. Sans inégalité, il serait impossible d'accumuler le capital nécessaire au progrès, quand il suppose l'effort persévérant, cumulé, de plusieurs générations. Tous ceux qui le souhaitent ne pourraient pas jouer dans l'équipe de France. Tous ceux qui le voudraient ne peuvent pas être des vedettes ou des chefs d'entreprise.

Certes, disposer d'un avantage au départ est très appréciable, très souvent apprécié. Pas toujours : ne sont-ils pas nombreux ceux qui préféreraient qu'on dise d'eux « Il a fait mieux que ses parents », plutôt que « Il ne vaut pas son père ou sa mère » ?

N'est-il pas préférable d'être initiateur plutôt qu'héritier ? Ils ne sont pas rares ceux qui voudraient « ne rien devoir à personne ».

L'inégalité, c'est la contrepartie de la liberté, du libre choix auquel nous sommes attachés. On ne peut exiger le droit de choisir sans admettre le droit des autres de ne pas vous choisir. Si certains chanteurs font des fortunes alors que d'autres végètent et crèvent la faim, souhaitez-vous

être obligés de payer une place pour écouter ceux qui ne vous plaisent pas ?

Le jeu d'échecs est le symbole de l'égalité au départ, mais l'un gagne et l'autre perd.

Les inégalités sont un fait. Les réduire à un niveau acceptable en conservant celles qui jouent un rôle dynamique est un problème. Quels objectifs choisir ? Supprimer les riches ? Définir des droits et les faire respecter ?

Supprimer ou faire payer
les riches, les rentiers ?

A quoi servent les riches ? Ne pourrions-nous pas, comme dans une course, partir, tous partir à égalité ?

Les riches ne servent à rien. Ils gagnent leur vie et gonflent leur magot sans rien faire, et autant quand ils dorment que quand ils veillent.

Beaucoup ont trouvé la fortune dans leur berceau. Ils la gaspillent et la flambent sans profit pour personne, tandis que tant d'autres vivent dans la misère. Il faut redistribuer leurs richesses. Les chances de chacun doivent être égales.

Cela, c'est ce que pensent beaucoup de gens.

Vrai ou faux ?

« Ce n'est pas en appauvrissant les riches qu'on enrichira les pauvres », disait Lincoln.

Vrai ou faux ?

Entendons-nous - ou essayons de nous entendre - sur les termes, même si nous devons nous contenter de définitions souples et discutables.

J'appelle riches ceux qui disposent de nettement plus de biens et de ressources que nécessaire pour vivre correctement, eux et leur famille.

Et pauvres ? Ceux qui doivent se priver d'une part du nécessaire ou qui doivent, pour l'obtenir, consentir plus d'efforts qu'il n'est normal.

Peut-on appeler plutôt inadaptés ceux qui refusent le travail ou les adaptations normalement nécessaires pour obtenir ce qu'il leur faut et ne l'attendent que de la solidarité ?

Rentier est devenu un mot péjoratif pour désigner celui qui gagne de l'argent sans rien faire, qui amasse quand il faudrait consommer pour animer l'économie, celui qu'il est naturel de déposséder au profit des gens dynamiques qui eux, travaillent.

C'est évident.

C'est une fausse évidence.

Le rentier est celui qui renonce, pour un temps, à dépenser lui-même l'argent qu'il a gagné ou dont il dispose pour le mettre au service de ceux

qui en ont besoin, soit pour investir, soit pour résoudre une difficulté. C'est un vrai service. Essayons de préciser.

Investir. S'ils sont entreprenants, entrepreneurs, ils montent des entreprises, achètent des machines, créent de l'emploi. Les machines permettent à ceux qu'ils embauchent et dirigent, d'être plus productifs, donc mieux payés.

Le rentier pourrait acheter et ne le fait pas mais grâce à lui, son emprunteur s'empresse d'utiliser cet argent, souvent pour investir, ce qui est fécond. L'épargnant, le rentier est celui qui constitue un capital, élément indispensable à une production efficace.

Enfin, il n'y a ni épargne, ni prêt sans risque de perte. Il est normal que ce risque, bien réel, soit compensé par un intérêt ou par un risque de gagner, ce qui est le prix d'un investissement bien choisi.

L'avoir des riches se développe sans qu'ils ne fassent aucun travail, et même quand ils le gaspillent dans le style jet set que la télévision aime nous illustrer.

Vraiment ? Sauf dans les cas aberrants, leur fortune se développe, non pas quand ils la dépensent en futilités, mais quand ils l'investissent, quand ils l'investissent bien. Il est rare que les fortunes qu'on flambe résistent très longtemps.

Quelle est, dans la vie économique, la fonction, l'apport des riches ? Que font-ils de nécessaire que les pauvres ne pourraient pas faire ?

Réponse : investir, épargner, puis prêter à ceux qui veulent investir sans attendre d'avoir tout épargné eux-mêmes, prendre des risques et constituer les réserves nécessaires pour assumer ces risques, être l'avant-garde du progrès du niveau de vie.

« L'argent ne fait pas de petits » disait Marx. Or, l'argent attire l'argent. C'est évident. On ne touche d'intérêts ou de dividendes que si l'on a déjà un capital.

Oui, mais ne faut-il pas nuancer, compléter ? L'argent n'attire l'argent que quand il n'a pas été dépensé, quand il a été mis, moyennant intérêt, à la disposition de quelqu'un qui en avait besoin ou encore quand il a été risqué, par exemple pour entreprendre, ce qui aboutit trop souvent à le perdre. L'argent n'attire l'argent que quand on vit au dessous de ses moyens.

Quand il est bien investi, il permet de créer plus de biens et pour cela, il est presque toujours indispensable. Le pauvre homme qui doit transporter des pierres sans outils peine beaucoup et a fort peu de chances de gagner sa vie correctement. Ce n'est pas l'ouvrier qui va pouvoir dégager l'argent nécessaire à l'achat des machines sur lesquelles il travaille. C'est le rôle de plus riches que lui.

Si celui qui le peut construit des maisons, par exemple, après lui, elles serviront à d'autres.

Tous les riches ne sont pas entrepreneurs. Sont-ils inutiles ? Non, dans la mesure où ils prêtent leur argent, moyennant intérêt ou une part du bénéfice, à d'autres qui achèteront des équipements productifs. C'est un service important, nécessaire. Ceux qui ont des projets ont besoin d'argent pour les réaliser. S'ils doivent attendre pour cela d'avoir pu eux-mêmes épargner assez, très peu de projets se réaliseront. S'ils peuvent emprunter l'argent nécessaire en promettant une part du bénéfice, ils peuvent travailler immédiatement. Et si leur projet est bon, tout le monde y gagnera.

Oui, mais s'il est mauvais, décevant, mal géré, ou si les circonstances l'empêchent de se réaliser correctement ? Le prêteur perdra tout ou une partie de ce qu'il a engagé.

Investir, mais aussi risquer. Tout achat d'équipement, toute création ou gestion d'entreprise, tout prêt, comporte des risques très sérieux pour celui qui s'y hasarde. Construire des maisons semblait sans risque. Le blocage des loyers en a fait un très mauvais placement.

La vie économique est pleine de risques. Qui va les assumer ?

Les pauvres gens ou ceux qui sont incapables d'avoir de l'argent sans le dépenser ne peuvent ni investir, ni risquer. C'est la fonction des riches ou de ceux qui épargnent, que ce soit afin de préparer leur retraite, pour pouvoir un jour réaliser un projet ou faciliter la vie de leurs enfants.

La différence entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas encore, c'est, en grande part, les équipements et les entreprises dont les premiers disposent. C'est un capital accumulé, en très très large partie par des plus ou moins riches qui ont investi, bien investi, qui ont risqué et bien risqué, tandis que ceux qui ont mal risqué ou qui n'ont pas eu de chance l'ont payé très cher.

Sus aux spéculateurs ?

Les spéculateurs, des joueurs qui gagnent de l'argent sans rien produire, donc au détriment de ceux qui travaillent, ce sont eux qu'il faut éliminer.

Ils perturbent les marchés sans profit pour personne. Ceux qu'on a appelés « les gnomes de Zurich » qui confondent les monnaies avec des jouets, ce sont ceux dont il faut se débarrasser.

Les gouvernants sont bien d'accord, car, quand ils prennent des mesures hardies, les spéculateurs jouent contre eux.

On ne les aime pas, les spéculateurs.

Mais est-ce si simple ?

Robert Buron aimait faire deviner le nom du premier spéculateur connu de l'histoire. C'était Joseph. Pharaon, nous dit la Bible, avait vu en rêve sept vaches grasses, puis sept vaches maigres qui les ont dévorées.

Joseph avait compris le sens du rêve qui annonçait 7 années

d'abondance suivies de 7 années de disette. Pour le compte de pharaon, il sut amasser, pendant les 7 années des vaches grasses ; le blé qui nourrit le peuple pendant celles de vaches maigres.

Ce blé surabondant, il l'avait eu à bon marché. Il a valu cher, la disette venue. Joseph était-il un sage ou un spéculateur ? L'un et l'autre, indissociablement.

Il a tiré de son succès une grande gloire, mais s'il s'était trompé, il aurait payé son erreur de sa vie.

L'assurance est indispensable pour limiter les risques multiples de la vie. Mais l'assurance est une spéculation. Elle consiste à faire assumer les risques, moyennant rétribution, par ceux qui peuvent le mieux les prévoir et les mesurer, les mutualiser, ceux qui constituent des réserves nécessaires pour y faire face. Ne pas s'assurer, c'est une autre façon de spéculer.

Même s'il faut combattre les spéculations frauduleuses et abusives, retenons que la spéculation est l'indispensable contrepartie des risques de la vie économique, et que la meilleure manière de neutraliser les spéculateurs abusifs, c'est de mener une politique saine et d'avoir de bonnes informations.

Toute spéculation est un pari qui suppose qu'un autre parieur ait pris l'option contraire et ait, en cas de conjoncture différente, gagné ce que le spéculateur aurait perdu.

Quand elle n'est pas faussée par des pratiques déloyales, de fausses informations ou des coalitions par exemple, la spéculation qui permet de partager le risque qu'on ne veut pas assumer soi-même est un mécanisme essentiel. C'est le cas des marchés à terme qui permettent à celui qui agit sur une certaine durée de savoir sur quel cours il peut compter. C'est le cas de l'actionnaire. Qui accepte de partager les risques de l'entreprise ?

Quel est le métier des riches
et celui des pauvres ?

Le métier des plus riches, c'est d'entreprendre, d'investir, d'épargner pour qu'il soit possible d'emprunter pour entreprendre ; c'est de prendre des risques et donc de constituer les réserves nécessaires pour y faire face, d'offrir à leurs descendants les meilleures bases possible de départ vers la vie, d'explorer, ce qui ne va pas sans risques, les possibilités de vie plus confortable et meilleure, de chercher, d'éduquer, de financer les arts...

Et le rôle des plus pauvres ? C'est d'essayer de mieux vivre sans que ce soit au détriment des autres, sans plomber la croissance. C'est de s'efforcer, eux-aussi, d'assurer à leurs enfants de meilleures bases de

départ, puis, quand ils le pourront, de contribuer, eux-aussi, au progrès commun.

C'est aussi de gérer au mieux leurs intérêts en tenant suffisamment compte, avec le concours de syndicats constructifs, de leurs intérêts à moyen et long terme, tout en laissant travailler efficacement ceux des riches qui font vraiment leur métier. C'est le cas de beaucoup, pas de tous. Laisser travailler ceux qui contribuent vraiment au progrès commun, mais sans admettre des comportements abusifs, frauduleux et néfastes.

Ils peuvent participer activement à définir et à réaliser une société meilleure où les biens et possibilités seront mieux répartis.

Oui, il est essentiel, lui-aussi, le rôle des plus pauvres.

Où se trouve, concrètement, la richesse des riches, ou au moins celle de la multitude des riches qui font leur métier de riches ? Dans les banques ? A la bourse ? Ce ne sont que des relais. Leur vraie richesse, ce sont les maisons, les usines, les outils de production qui contribuent à nous permettre à tous de gagner notre vie et de nous procurer à des prix acceptables, ce dont nous avons besoin.

C'est aussi, à travers l'impôt et les emprunts, la part prise au financement des services communs, des écoles, des routes, des services publics. C'est, redisons-le, ce qui fait la différence entre les pays développés et les autres.

Autre fonction des riches : être à l'avant-garde d'un progrès dont, s'il se révèle positif, des couches de plus en plus larges pourront bénéficier. S'il avait fallu attendre, pour lancer l'automobile, les salles de bain ou les réfrigérateurs que tous puissent en avoir, personne n'en aurait. Les premières automobiles, des riches les ont payées très cher et elles marchaient terriblement mal. Ils ont essuyé les plâtres et ouvert la voie qui permet aujourd'hui à une très large part des familles même modestes, d'avoir une voiture.

Et si les pauvres devaient seuls faire face aux dépenses publiques et aux dépenses de solidarité, que pourraient-elles être ?

Oui, les nombreux riches qui emploient bien leur argent jouent un rôle positif, irremplaçable dans la vie économique. Ils peuvent y accroître leurs avoirs car les services qu'ils rendent comportent, quand tout se passe bien, une rémunération, mais celle-ci, la plupart du temps, n'est qu'une part de ce qu'apportent ces services, le reste profitant à d'autres, et le plus souvent, à de plus modestes, contribuant au progrès social. Il existe de l'argent mal gagné, c'est vrai. Il est normal que la loi s'oppose aux abus de confiance ou de position dominante, les délits d'initiés, les violences, les fausses nouvelles qui perturbent les marchés. Il faut combattre les abus mais même si, là comme ailleurs, les meilleures limites sont difficiles à préciser, il faut combattre les abus sans entraver

le fonctionnement des mécanismes essentiels, ceux qui nous permettent de gagner notre vie et de progresser en entreprenant, en investissant, en épargnant pour faire crédit, en assumant des risques.

Mais que penser de la télévision qui nous montre la vie dorée et irresponsable ? Ce n'est pas si simple. Lisez « L'enfer des riches » de B. Peyrani et C. Tissier. Le titre est ironique mais la documentation solide : menaces d'enlèvement, cambriolages, héritages qui, disent-elles, font toujours des drames, et elles citent nombre de grands noms. Quant aux rallyes aux prix démentiels, hôtels, « espaces » et châteaux ne veulent plus des « sales gosses » qui se droguent et qui cassent. C'est un phénomène marginal, un des moyens de résorber les fortunes égarées. Y a-t-il des issues saines à la richesse ? Certainement. Fonder des entreprises qui assurent le gagne-pain de ceux qui, directement ou non, en profitent, en est une.

Beaucoup de fortunes, sont divisées par les héritages...

Une des issues les plus saines, c'est de financer de grands desseins, généralement par l'intermédiaire de fondations. Les Américains, sur ce point, nous montrent souvent le chemin. Ils admettent bien plus que nous que ceux qui le peuvent doivent donner du temps et quand ils en ont, de l'argent, pour des tâches d'intérêt commun.

Il est souhaitable que les fondations entretiennent activement le souvenir de ceux qui les ont financées. Pour celui qui a gagné de l'argent en rendant des services appréciés, n'est-ce pas une ambition saine que de laisser un grand souvenir attaché à une noble tâche ? N'est-ce pas la plus belle consécration d'une réussite ?

Quel rôle pour les syndicats ?

Les syndicats sont absolument nécessaires. Les intérêts des moins bien préparés à les mettre en valeur doivent être gérés, présentés, négociés par des personnes qui ont le temps, la compétence de le faire sans se laisser endormir par des raisonnements qui ne sont pas toujours sincères, et la confiance de leurs mandants.

C'est un rôle constructif. Le but est de faire progresser au mieux le niveau de vie de chacun.

Cultiver une atmosphère de lutte sociale, de défiance, voire de haine, refuser de comprendre les nécessités de la vie des entreprises, se permettre des gestes et des actions qui nuisent à l'efficacité des entreprises qui donnent du travail à ceux qu'ils croient défendre, imaginer que la grève et les nuisances sont les meilleurs moyens de contribuer au progrès du niveau de vie, c'est une conception à la fois fautive et néfaste de la vie syndicale.

Une attitude syndicale agressive, cultivant la révolte ou le mécontentement est incontestablement un facteur de chômage. Elle

dissuade ceux qui pourraient embaucher, incite à préférer les machines aux hommes et utiliser tout ce qui peut être occasion de licencier.

Le rôle syndical sain est de participer de façon continue, compétente, ouverte, responsable au dialogue avec les dirigeants d'entreprises. Les syndicalistes ont le droit et le devoir d'obtenir que les négociations se fassent sur des chiffres clairs et vrais.

Il leur faut admettre et faire comprendre à ceux qui les suivent :

- que l'emploi, le gagne-pain des ouvriers exige d'abord que l'entreprise puisse vivre et s'équiper. Donc priorité à un niveau raisonnable d'investissement.

- que toute entreprise comporte des risques, ce qui exige des réserves suffisantes.

- que le financement de l'investissement et des risques, s'il incombe aux patrons, les oblige à prélever une part importante du revenu de l'entreprise. Cette part sera moins importante si des actionnaires acceptent de confier leur épargne, mais il faut, pour cela, qu'ils soient correctement traités.

Ces priorités nécessaires à la survie de l'entreprise donc de l'emploi, étant respectées dans une mesure discutable mais suffisante, le problème de la répartition des gains et des risques pourra se négocier en traitant les vrais problèmes, en un vrai dialogue. Aboutira-t-il à des accords ? C'est souhaitable, pas toujours possible. Sinon, l'autorité responsable devra décider mais en tenant compte le plus largement possible de ce qu'aura montré le dialogue.

Faut-il supprimer ou encadrer les patrons ?

Le patron, celui qui ne pense qu'à tirer profit du travail d'ouvriers qu'il paie le moins possible, n'est-ce pas l'ennemi de classe, celui qu'il faut supprimer ou au moins solidement surveiller et encadrer ?

Pas si simple.

Le patron traditionnel, c'est l'entrepreneur, celui qui a eu l'idée d'une activité rentable possible, qui a apporté ou pris la responsabilité d'emprunter à des épargnants le capital, d'embaucher les collaborateurs nécessaires et de les payer régulièrement, donc de créer de l'emploi, qui prend les risques et assume les responsabilités, paie les impôts, qui décide, qui gagne ou qui perd.

Le profit, en fin de compte, est la mesure du succès ou de l'échec de l'entreprise la contrepartie des risques assumés.

Toutes ces fonctions sont indispensables. Elles ne sont plus toujours l'apanage d'un seul homme, mais souvent d'un collègue, d'un conseil d'administration, émanation des actionnaires qui engagent et risquent leur capital, mais aussi de personnalités utiles. Il ne semble pas que les

Allemands regrettent d'y avoir réservé une place aux représentants du personnel.

Le patron, actuellement, est très souvent le PDG, subordonné à une structure collégiale.

Et quand l'entreprise est nationalisée, il est subordonné à des décisions politiques ou administratives qui devraient être inspirées non pas du profit, mais de l'intérêt général. Qui devraient, mais que devient-il après l'interférence des luttes pour le pouvoir, des querelles de personnes, des ambitions, des copinages et des positions idéologiques ?

Le profit est une mesure imparfaite du service rendu et apprécié, mais en existe-t-il de meilleure ? C'est fort douteux.

Le profit des uns est prélevé sur le pouvoir d'achat des autres.

A court terme, oui mais si l'on regarde un peu plus loin ? L'entreprise n'est-elle pas plus productive si ses salariés sont bien traités, donc motivés, si les clients sont satisfaits par un bon rapport qualité-prix, si les actionnaires sont prêts à financer les investissements, donc bien traités eux-aussi ?

N'est-elle pas plus productive pour tous quand le patron dispose d'une liberté de manœuvre suffisante, sans être étouffé par les règlements, la paperasse, les contrôles, les procès et la jurisprudence ? Quand les décisions nécessaires peuvent être prises rapidement dans de bonnes conditions ?

Supprimer ou encadrer trop les patrons, du point de vue social, est contre-productif. Ce n'est pas un bon objectif.

Respecter les droits ?

Quels sont nos droits ?

Les droits de l'homme et du citoyen, les droits acquis, le droit au travail, le droit au logement, etc...

Depuis la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, on parle beaucoup de droits, surtout dans le dialogue social. Ils jouent un grand rôle dans le débat, dans les affrontements. La défense des droits est l'un des meilleurs motifs pour mobiliser les troupes. Mais que sont ces droits ? Quelle est leur origine ? Leurs conditions, leurs limites ?

Un droit est une exigence qu'on peut opposer aux autres : les droits de la personne humaine.

Un principe, pour être valable, ne doit pas être la généralisation hâtive d'un cas particulier et plus ou moins marginal, qui se situe à la limite. Il doit pouvoir s'appliquer correctement à des cas très divers, et surtout à ceux qui sont fréquents. On doit en évaluer les conséquences, les corollaires...

Par exemple, le respect des droits acquis. Si le progrès était régulier comme le niveau d'une baignoire qui se remplit et qu'il faut empêcher de se vider, on pourrait y souscrire. En fait, le progrès est comme les vagues de la mer. Même quand la marée monte, les reculs sont fréquents, inévitables.

Quel est le corollaire du maintien des droits acquis ? C'est qu'il est impossible de faire participer les bénéficiaires aux fruits du progrès tant qu'il n'est pas définitivement acquis. C'est un principe qui maintient les salaires et avantages sociaux au niveau des certitudes, c'est-à-dire au plus bas niveau. Le progrès social, pour être efficace, doit être souple.

Ne faut-il pas distinguer les droits qu'il faut respecter, qui imposent une limite à ce que peuvent faire les autres, des droits qu'on revendique, qui sont censés obliger les autres à vous donner ce à quoi on assure avoir droit ? Dans le premier cas, tous doivent respecter le droit qui limite leur liberté d'agir. Dans le second, il impose une action. Mais il faut savoir qui doit agir, comment et dans quelles conditions.

Le respect des droits est une approche qui a ses lettres de noblesse, qui a aidé à de grands progrès, même s'il faut en admettre la relativité. Les hommes naissent égaux en droits, certes, mais certains sont plus égaux que les autres, précise-t-on avec un sourire.

Sur la lancée, on a multiplié les droits sans réussir souvent à les faire respecter. Est-ce une bonne approche, un bon objectif de la politique sociale ? Regardons ce que recouvrent le droit au travail, au maintien des avantages acquis et le droit au logement.

Aucun droit ne peut être effectif, si l'on ne précise pas qui a le devoir de le respecter, de fournir les avantages qu'il doit garantir à ses bénéficiaires et à quelles conditions.

Droit au travail ? Qui a le devoir d'employer qui, et à quelles conditions ? Bien difficile de répondre. N'est-ce pas une question mal posée ? Le travail résulte d'un contrat plus ou moins librement négocié entre les parties. Ce contrat est souvent faussé par des réglementations et des limites destinées à avantager le travailleur, mais qui dissuadent souvent celui qui pourrait employer de s'y résoudre.

Le principe du maintien des avantages acquis est, en matière sociale, contre-productif. Il oblige en effet l'employeur à n'accorder que ce qu'il est certain de pouvoir garantir dans la suite incertaine.

De même, si le salarié veut obtenir la pleine garantie de son salaire quelle que soit la conjoncture, il faut que l'entrepreneur se réserve des marges de sécurité importantes qui financeront éventuellement les pertes mais lui resteront acquises en cas de succès. Pour progresser mieux, il faut partager un certain risque.

Que peut-on faire ?

En matière sociale, il existe, hélas, une multitude de « fausses bonnes idées » inspirées par une authentique générosité insuffisamment informée ou réfléchie, ou par une démagogie souvent rentable pour ceux qui l'utilisent car elle attire les électeurs qui sont la source du pouvoir et des avantages qu'il apporte.

Est-il possible de lutter efficacement contre la pauvreté par des mesures générales, administratives, par des lois et des redistributions ?

Je vous le demande. La question est ouverte. Ceux qui pensent à gauche répondront plus souvent oui que ceux qui pensent à droite parce qu'ils associent plus souvent leur désir de progrès à ce genre de mesures et que ce sont elles qu'attendent leurs électeurs.

A ceux qui le pensent, puis-je demander d'affiner leur recherche compte tenu des effets pervers qu'ont fréquemment ces mesures, ces contraintes, et de proposer des méthodes et des expériences plus convaincantes ?

La pauvreté est une maladie aux multiples aspects. Celle d'un malade est fort différente de celle d'un endetté, d'un jeune qui ne parvient pas à trouver un emploi, d'un vieux dont on ne veut plus, des victimes de la chute d'entreprises ou de délocalisations, de ceux qui se heurtent à la défiance, justifiée ou non, de celle du « bon à rien » dont on n'attend pas des services valant le salaire minimum, du râleur dont on craint qu'il mette une mauvaise atmosphère dans l'entreprise qui l'emploierait, de celui qui est victime du « délit de sale gueule », etc.

Attribuer le chômage et la misère à la paresse ou à l'insociabilité est très souvent injuste, même si la solution du problème exige, entre autres conditions, un travail efficace et un effort de sociabilité.

Le rôle du minimum vital ?

Nous serions libres si nous n'avions besoin de personne.

Mises à part les exigences morales, ce qui limite notre liberté, c'est le besoin que, pour vivre, nous avons des autres qui sont libres eux-aussi.

Nous sommes libres d'acheter ou de ne pas acheter, de choisir nos fournisseurs et nous tenons à cette liberté. Mais elle a une double contrepartie : c'est que les autres aussi sont libres de recourir ou pas à ce que nous voudrions leur vendre. Il n'y a pas d'emploi obligatoire. De plus, les autres sont libres d'offrir à ceux que nous voudrions convaincre, clients ou patrons, des services concurrents des nôtres.

Curieusement, ce sont ceux qui sont le plus attachés à proclamer totalement libres qui ont le plus de mal à admettre la liberté des autres, à proclamer qu'ils ont des droits à lui opposer, à réclamer qu'on les contraigne à leur fournir sans contrepartie, ce dont ils ont besoin.

Le point de rencontre entre deux libertés, c'est un contrat. Si nous voulons obtenir des autres soit un prix, s'ils sont nos clients, soit un salaire s'il s'agit d'un patron, il faut lui proposer quelque chose qui l'intéresse, qui l'intéresse plus que ce que d'autres lui offrent.

La vie économique est une sorte de jeu qui consiste à essayer d'obtenir les contrats qui nous conviennent ou au moins nous semblent acceptables, mais aussi qui conviennent ou sont acceptables aux partenaires du contrat. Si la qualité de ce qu'offrent d'autres producteurs ou les prix qu'ils demandent sont plus avantageux, il faudra chercher un autre contrat ou modifier notre offre.

Le droit au logement.

On en parle beaucoup. En quoi consiste-t-il ? Le droit d'être logé, éclairé, gratuitement si l'on n'a pas de quoi payer ? Même si l'on a organisé son insolvabilité ? Et être logé comment ? Qu'est-ce qu'un logement décent ?

Qui a le devoir de loger ? De payer le coût du logement ? Et quand il n'y en a plus de disponibles ? Les SDF et ceux qui doivent payer hors de prix des logements où ils s'entassent sont les exclus des HLM....

Quand on y réfléchit, l'approche par les droits ne tient pas la route.

Par quoi la remplacer ? Par des objectifs bien choisis, assez généreux mais réalisables, et par une politique bien étudiée pour les atteindre. Par exemple, pour le logement, je partage, c'est évident, l'intense désir de voir les pauvres gens logés le plus vite et le plus correctement possible, de les voir échapper à la rue et aux exigences des « marchands de sommeil » quand elles sont abusives. Emploie-t-on une bonne méthode ?

Quand on réquisitionne les logements vacants et qu'on réglemente surabondamment les conditions imposées aux constructeurs, l'expulsion de ceux qui ne respectent pas le droit ou leurs engagements, on dissuade ceux qui pourraient investir dans le logement social.

Les risques d'ennuis, quand on loue ou laisse squatter, sont tels que beaucoup de propriétaires, personnes ou sociétés, préfèrent laisser des appartements vides.

Les files d'attente sans espoir des exclus des HLM, tandis que beaucoup de logements sociaux sont occupés par des locataires mieux pourvus, prouvent que l'Etat résout mal ce problème. Les « marchands de sommeil » restent le dernier recours des plus démunis et peuvent leur imposer leur loi.

La solution saine serait que le logement modeste redevienne le placement des « pères de famille » qui ne cherchent ni à spéculer, ni à exploiter les pauvres gens, mais qui veulent, paisiblement et sans

histoires, préserver leur réserve, préparer leur retraite et celle de leur épouse.

A ces pères de famille, vous-même conseilleriez-vous aujourd'hui d'investir dans le logement social ?

Le logement est un bien coûteux qu'il faut trouver le moyen de financer correctement.

Je propose qu'on fasse une étude sérieuse sur ce que pourrait être une politique efficace du logement social. Elle s'efforcerait de répondre à plusieurs questions.

- Comment abaisser le coût réel du logement : prix du terrain, de la construction compte tenu des multiples contraintes légales ou autres, de l'intérêt des emprunts, de l'entretien, de l'amortissement, des assurances, de la gestion, compte tenu des formalités et contraintes, du recouvrement des loyers, des impôts, du contentieux compte tenu des résistances et manifestations, des frais de mutation si l'on était amené à vendre le logement...

- Comment mettre au point un contrat qui assure dans les meilleures conditions, tant pour le propriétaire que pour le locataire, le financement de ces coûts avec une rémunération modeste mais sûre des investissements ?

- Peut-on envisager des loyers indexés sur le prix de revient du logement ?

- Une instance qui observerait le fonctionnement du marché du logement social et, en cas de déséquilibre dans un sens ou un autre, pourrait-elle proposer efficacement des correctifs ?

- Une révision régulière du contrat des bénéficiaires de logements sociaux compte tenu des revenus qu'ils déclarent, pour les inciter soit à laisser la place, soit à acheter leur logement à un prix correct qui contribuerait à financer d'autres logements, soit à payer un supplément de loyer pour contribuer au financement du logement social ?

- Des associations de locataires et candidats au logement qui, solidairement, se porteraient garants de l'exécution par leurs membres de contrats bien étudiés et inspireraient confiance. On pourrait leur trouver un capital de garantie. Dans les cas dramatiques, elles assisteraient l'intéressé dans la recherche des aides nécessaires.

- Comment organiser et financer une aide efficace à ceux qui ne peuvent vraiment pas assumer la charge d'un loyer qui couvre le prix de revient du logement ? Part de l'impôt ? De la solidarité volontaire ?

Que suggèreriez-vous ?

Quels objectifs retenir ?

L'égalité, le respect des droits, l'élimination des riches pour doter les pauvres ne m'ont pas semblé des objectifs constructifs parce qu'ils rendraient caducs des libertés auxquelles nous tenons, des mécanismes indispensables à des progrès dont tous profitent.

En conclure que la réflexion autour de ces buts plus ou moins utopiques est sans valeur ? Sans intérêt ? Certes non.

Ne pas remettre en cause celles des inégalités qui sont justifiées, utiles, c'est poser la question : inégalité jusqu'où ? Ou mieux, jusqu'où peut-on élargir le domaine de l'égalité ?

Des progrès ont été obtenus dans ce sens. Le nombre des personnes qui progressent, qui, avec des efforts acceptables, gagnent correctement leur vie et vivent de façon acceptable, voire confortable, a beaucoup augmenté. L'un des objectifs que nous retiendrons est que ce nombre aille croissant aussi vite que possible et que les chemins qui permettent de parvenir par son travail, par la confiance obtenue et par de bons choix, à un niveau de vie correct, voire satisfaisant, soit débarrassé des obstacles et aussi largement ouvert que possible.

Quand un handicap rend trop pénible voire irréalisable la possibilité d'atteindre ces objectifs, la solidarité doit jouer. Il est souhaitable qu'elle soit conçue de façon à mettre en valeur les efforts personnels, plutôt que l'art de démontrer qu'on ne peut rien faire soi-même. Difficile !

Même s'il n'est pas possible d'éliminer la pauvreté, on peut s'efforcer d'en diminuer, d'en éliminer les causes quand elles ne sont pas dues au refus de contraintes nécessaires à un bon fonctionnement de la vie sociale.

Les droits ? Même si les revendiquer sans conditions ne conduit qu'à des tensions, à des querelles, à des haines sans issue, il reste que trouver, à des conditions acceptables, un logement, du travail et ce qui fait l'objet de la plupart des droits revendiqués correspond à de véritables besoins et nécessités.

C'est normalement par des contrats et le travail qu'on parvient à les satisfaire, mais ce sont, pour une société qui veut être à la fois plus dynamique et plus juste, des objectifs importants.

Ce ne sont pas des droits à opposer aux autres, des moyens de contraindre les autres. Ce sont des objectifs qu'il faut viser et atteindre d'un commun accord.

Même si l'élimination des riches n'est pas souhaitable parce qu'ils jouent, dans le progrès commun, des rôles essentiels, même si très nombreux sont ceux qui jouent correctement ce rôle, il y a tout à fait place pour une politique d'incitation à faire de son argent un usage constructif à la fois pour celui qui le possède et pour la société.

Une société moins pyramidale est-elle possible ? Il faudrait l'inventer, la mettre en place, la réussir. Nous aimerions y contribuer...

Ces objectifs ne sont-ils pas flous ? Oui. Ils comportent, c'est normal, une marge d'appréciation et sont modulés de façon différente par les uns et les autres. Ils n'en marquent pas moins une direction ; ils n'en délimitent pas moins une cible. N'y a-t-il pas là de quoi lancer un débat à la recherche d'un consensus ?

Ce ne sont que des vœux pieux ? Les objectifs le sont souvent. Il faut trouver, évaluer les moyens de les atteindre.

Que tous puissent à la fois vivre des fruits d'un travail raisonnable sert à progresser sans que ce soit au détriment des autres.

Essayer de donner à chacun des chances de progresser, de récolter le fruit de ses efforts, de vivre correctement de son travail, au besoin, dans les cas de difficultés sérieuses, avec l'aide des autres.

Pour ceux qui veulent progresser, des voies sont ouvertes. Elles passent par l'étude, par l'acquisition de compétences. Elle passe aussi par l'aptitude à entraîner, à animer une équipe. Elle passe par l'aptitude à obtenir la confiance de ceux qui ont des moyens d'agir, de financer.

Cette confiance n'est pas gratuite. Faire confiance, c'est toujours risquer. Mais que sont, pour vous, les meilleurs objectifs de progrès social ?

Chapitre VII

Les moteurs du progrès social

Quels sont les vrais moteurs du progrès social ? Peut-on y contribuer quand on souhaite réduire les affrontements destructeurs : non seulement guerres, mais aussi concurrences acharnées, lutte des classes, grèves, culture du mécontentement, violences... ? Quels en sont les vrais outils ?

Le vrai moteur ce n'est pas la redistribution des ressources. Ce sont les projets, les initiatives, les entreprises qui mettent en valeur l'action du plus grand nombre possible de travailleurs. Mais ce stimulant peut prendre des formes très diverses.

Certains disent que les dépenses sociales devraient être financées en taxant la valeur ajoutée plutôt que les salaires. Cela en ferait supporter une part aux revenus tirés des machines et abaisserait le coût du travail. Cela paraît sain.

Recherche et animation
essentiels mais négligés ?

Le plus authentique moyen de contribuer au progrès social, c'est la recherche des moyens de permettre à tous, mais en particulier aux plus démunis, de produire efficacement des biens utilisés, donc de mieux gagner leur vie, de trouver une meilleure place dans le jeu des échanges.

C'est à la fois un problème de recherche et d'animation.

La recherche technique contribue à faire progresser l'efficacité des personnes qui en bénéficient, mais c'est très souvent au détriment d'autres personnes dans la mesure où elle conduit à remplacer des hommes par des machines de plus en plus performantes. Cela conduit à des croissances qui font progresser le pouvoir d'achat moyen mais accroissent un chômage qu'il faut indemniser.

La recherche pourrait fort bien porter sur les moyens de mieux employer les personnes disponibles, donc de réduire le chômage, de susciter une croissance riche en emplois, mais cette forme de recherche, essentielle, semble fort peu attirante. Elle serait pourtant rentable non seulement d'un point de vue social mais aussi d'un point de vue économique parce que le chômage coûte cher.

Comment la mener ? Pas facile.

On pourrait approfondir l'histoire du chômage et de l'emploi ? Voir quelles évolutions techniques mais aussi monétaires et économiques ont conduit aux crises de chômage, mais aussi aux développements de l'emploi ? De même la géographie, la sociologie de l'emploi pourraient déboucher sur des suggestions intéressantes qui, correctement diffusées, seraient constructives. Qui sont les chômeurs ? Qui sont ceux qui embauchent ? A quelles conditions ? Que font-ils ? Je ne pense pas qu'on soit allé très loin dans ce sens.

C'est surtout au niveau local et régional que cette recherche et cette animation pourraient, ce me semble, être profitables.

Pourrait-on constituer une multitude de groupes d'études du progrès social ? Ils rassembleraient des représentants des pouvoirs publics et notamment des services de l'emploi, des industriels et autres employeurs, des enseignants, des étudiants, des représentants d'associations, des journalistes, des épargnants et peut-être des banquiers, des retraités disposant de temps, etc.

Ils s'efforceraient de trouver des solutions aux problèmes des chômeurs en voyant si des activités nouvelles peuvent être proposées, si des projets peuvent être accueillis, soutenus ou, à défaut, recherchés.

Les représentants des supermarchés pourraient y jouer un rôle actif en facilitant quand c'est possible, la commercialisation de productions locales, en les recommandant auprès de centrales d'achat, peut-être en passant des commandes à plus ou moins long terme, en aidant à l'évaluation des débouchés. Ils auraient intérêt à le faire parce qu'un supermarché qui prospère, c'est celui dont les clients gagnent bien leur vie.

Toute cette activité s'intégrerait très naturellement dans les plans locaux de développement de l'emploi et du bien-être dont nous avons parlé.

Une intense recherche du type études de marchés pourrait porter sur les débouchés possibles et finançables au travail de ceux qui ont le plus de peine à gagner leur vie. S'intéresser notamment aux produits dont le commerce international se développe, à ceux dont les prix augmentent, aux possibilités d'échanges entre ceux qui consommeraient davantage s'ils pouvaient gagner le nécessaire. Chercher les expériences intéressantes d'emploi de ceux qui, ailleurs, seraient chômeurs. Lancer des concours de projets permettant d'utiliser des chômeurs, etc.

Les études de marché sont nombreuses, mais presque toujours axées sur les possibilités de gain, rarement sur celles d'emploi. Celles-ci ont besoin d'un financement public, mais il a pour contrepartie une réduction des dépenses d'aide aux chômeurs.

Combattre la pauvreté, la misère, en aidant les plus dépourvus à produire et à vendre quelque chose d'utilisable, d'utilisé, en accueillant ce qu'ils peuvent apporter, ce n'est pas seulement un devoir de

solidarité, c'est contribuer efficacement au développement, à la croissance.

En effet, les plus riches, les mieux adaptés, ont, grâce à leurs machines, la possibilité de produire plus de biens. Ce qui les limite, c'est le débouché, le pouvoir d'achat des clients.

En contrepartie, les plus pauvres ont de grands besoins, mais pas de ressources. Dès qu'ils ont un peu d'argent, ils le dépensent en achetant les produits les plus tentants et les moins chers, presque toujours produits par de plus fortunés. Et le jeu s'arrête là. Le pouvoir d'achat stagne chez les plus riches.

En revanche, si les plus riches utilisent et paient ce que peuvent offrir les pauvres, le circuit va se boucler et le jeu pourra continuer. Si les pauvres parviennent à vendre, soit à de plus riches, soit à d'autres pauvres, plus de biens ou de services, ils ouvriront la voie à la croissance.

Traditionnellement, les riches employaient beaucoup de pauvres à leur service, dans leurs maisons, leurs domaines ou leurs armées. Le salariat dans les entreprises est une forme d'emploi plus moderne. Les ouvriers de Ford achetaient des automobiles. Ce n'est pas tout à fait aussi simple, mais, dans une économie prodigieusement diversifiée, cela donne une idée de ce qui se passe.

Embaucher quelqu'un qui, autrement, ne produirait rien d'échangeable, d'utilisable, est-ce contribuer à la croissance ? Oui, à condition que cette personne permette de produire davantage.

Et que se passe-t-il quand on remplace des hommes par des machines ? Si la personne éliminée trouve une autre façon de gagner sa vie, cela conduit à une production accrue, à une productivité meilleure de ceux qui restent employés.

Donc à la croissance ? Oui, si à travers la chaîne des transactions, ce surcroît de production s'échange contre un autre surcroît de production, mais est-ce souvent le cas ? Le licenciement avec remplacement par des machines réduit, avec le pouvoir d'achat, le total des productions échangées et utilisées, accroît le chômage et pèse sur la croissance, même s'il peut permettre à une entreprise de gagner des parts de marché au détriment d'autres entreprises.

La véritable productivité ne se contente pas de permettre à ceux qui disposent de machines de produire avec moins de personnel, ceux qui sont éliminés étant réduits au chômage. Elle comporte un second volet complémentaire : la recherche, pour ceux qui ont été rendus disponibles, d'emplois vraiment productifs.

La pression sociale ? Le pouvoir politique ?

Le moyen le plus fréquemment considéré comme le seul vrai moteur du progrès social, c'est la pression sociale et la conquête du pouvoir politique qui permet de contraindre, de redistribuer.

Historiquement, il est indéniable que ce furent des occasions de reposer les problèmes, de faire évoluer les mentalités. En contrepartie, comment ne pas reconnaître l'intense gaspillage de biens, de possibilités de mieux vivre que représentent les luttes sociales et politiques, les grèves, les mesures contre-productives qui veulent redistribuer la richesse, les luttes pour le pouvoir.

On confond souvent le progrès social avec ce qui permet aux uns de progresser au détriment des autres.

La subvention est de ce type. Elle aide les uns à mieux gagner leur vie mais c'est au détriment des autres, des concurrents non subventionnés. Et je crains bien que le salaire minimum ne soit, souvent, de ce type. Il favorise ceux qui ont un emploi mais rend plus coûteuse l'embauche de ceux qui n'en ont pas et qui ne trouveront pas de travail. Il favorise ceux qui ont un emploi, mais c'est au détriment des jeunes qui ne parviennent pas à démarrer dans la vie professionnelle. Plus le train est cher et plus nombreux sont ceux qui ne pourront pas y monter.

Beaucoup de lois sociales rencontrent les mêmes difficultés...

Les vrais moteurs du progrès social, c'est tout ce qui met en valeur le travail des travailleurs, ce qui leur permet de choisir une activité plus rentable, leur employeur et d'en trouver un autre quand ils ne sont pas satisfaits.

Quand, dans une région, une seule entreprise offre le moyen de gagner sa vie, elle impose fatalement ses conditions.

Les défilés et les grèves pourront infléchir un moment les conditions de la négociation mais, en fin de compte, surtout si l'entreprise a la possibilité de se délocaliser, les salariés pâtiront des pertes causées par l'agitation sociale. Et si des licenciements se produisent, ce sera, faute d'emplois de remplacement, la catastrophe.

Toute création d'activité correspondant à une demande réelle, donc rentable, accroît les possibilités de choisir leur travail, donc améliore la position des travailleurs dans la négociation.

Mais qu'est-ce qui permet ces créations d'activités ? Citons en désordre, la liberté d'entreprendre, souvent limitée par de multiples règlements qui protègent ceux qui ont un emploi mais pénalisent ceux qui en cherchent un, la formation, notamment aux techniques de gestion, la recherche, les études de marché, le crédit, donc l'épargne...

Les conditions d'un dialogue efficace ?

Le dialogue est à la mode. Passer en force, c'est l'horreur. Manifester, violer la loi, casser, cela fait partie du dialogue. Si l'adversaire refuse de céder sur un point qui lui semble essentiel, c'est qu'il refuse de dialoguer, qu'il a décidé de passer en force.

D'accord ? Pas tout à fait.

Il y a deux types de discussion : le dialogue constructif et le combat à coups d'arguments.

Est constructif le dialogue qui permet à chacun d'apporter ce qu'il sait, de le voir accueilli et confronté avec d'autres apports, de faire la synthèse de ce qu'apportent les uns et les autres et de progresser vers un but commun.

La discussion-combat tend les efforts de chacun pour démontrer que l'autre a tort, ne mérite pas confiance ou au moins que son point de vue est moins bon que le vôtre. Une part essentielle de la discussion consiste à contrer, à déprécier, à faire tenir pour négligeable ou néfaste ce que l'autre s'efforce d'apporter.

On confond très souvent l'un avec l'autre. On les désigne par les mêmes termes alors que la distinction est essentielle. Entre les deux se situe la frontière entre une société constructive, conviviale et une société d'affrontement.

La nôtre, est très largement fondée sur la discussion combat, censée apporter les solutions les meilleures et éliminer les moins bonnes.

La discussion politique est évidemment de ce type, avec comme enjeu, le pouvoir d'agir et de contraindre.

Le débat judiciaire, lui aussi, est de ce type, que l'avocat s'efforçant de neutraliser les arguments de l'adversaire.

Le débat économique, concurrentiel, la conquête des parts de marché relève de la même logique. C'est toujours essayer de supplanter les autres.

L'élection du Président de la République par un duel limité aux deux candidats les mieux placés illustre jusqu'à la caricature cette logique de la discussion de combat, de l'idée que la meilleure solution ne vient pas d'une synthèse des apports mais de la victoire d'une thèse sur l'autre, quitte à tout inverser lors de l'élection suivante.

La discussion-combat n'a pas que des inconvénients. Elle sélectionne les meilleurs. Les meilleurs ? Voire, elle oblige à des efforts intenses qui peuvent se révéler constructifs.

Qui peuvent, oui, mais au prix de quelles destructions ? De quelles paralysies ? De quelles dépréciations ? De quels gaspillages ? De quelles pauvretés ?

La discussion-combat est tentante. Elle est à la base de presque tous les jeux...

Le dialogue constructif demande souvent, quand des divergences d'intérêts immédiats masquent les intérêts communs à plus long terme, l'intervention d'un... disons, d'un animateur, qui va poser les problèmes en termes constructifs, montrer qu'il existe d'autres solutions que l'affrontement et qu'elles sont préférables.

Si les institutions européennes ont réussi à surmonter des conflits séculaires, à faire travailler ensemble des pays aux fortes personnalités férus d'indépendance, c'est qu'un organe, la Commission, a reçu mission de rechercher, de proposer, de mettre en valeur des solutions d'intérêt commun, de montrer qu'il y a mieux à faire que de s'affronter, de se nuire les uns aux autres.

Commencer par établir les faits

Quelles sont les conditions d'un vrai dialogue ?

Pour dialoguer, il faut réunir et écouter ensemble ceux qui ont des intérêts opposés pour pouvoir, après le dialogue de sourds, décider à son idée.

Il y a du vrai. Du vrai et du faux. Mieux vaut, quand on peut obtenir un résultat acceptable, négocier que passer en force, mais comment dialoguer efficacement pour préparer un consensus ou, quand ce n'est pas possible, pour rendre acceptable ce qui est nécessaire ?

Souvent, on prépare soigneusement un projet. On le soumet à la critique des partenaires qui le démolissent, réclament des concessions qui le dénaturent. On en fait quelques unes ou beaucoup. La rue ou les pressions tentent d'en imposer davantage. Finalement, quand il faut décider, il faut passer en force tandis que les partenaires se vantent d'avoir évité le pire.

Ne faudrait-il pas commencer par poser clairement les vraies questions et les faire connaître à tous les intéressés, qu'ils soient ou non « compétents » au sens juridique et administratif du terme ?

Dire où l'on peut adresser efficacement des propositions. Recevoir ceux qui ont probablement un avis.

Tous ensemble ? Je ne le crois plus. La discussion risque de s'enliser très vite dans les griefs, les mauvais souvenirs, les défiances, de conduire à des propos qui blessent durablement et empoisonneront le débat.

Mieux vaut commencer par recevoir un à un les partenaires, partis, syndicats, mouvements, personnalités engagées, et les laisser exprimer ce qu'ils ont sur le cœur. Ils en viendront, si on le leur demande, à traiter le problème. Parmi leurs suggestions, il y aura quelque chose à prendre. Dresser un procès verbal de la discussion axé sur ce qui fait avancer le débat et le faire connaître aux autres partenaires. Le moment devrait

venir, avant que ne soit proposé un projet, où un dialogue constructif sera devenu possible.

Puis établir et publier une synthèse des apports des uns et des autres. Les pétitions et les compte-rendus de réunions paisibles, de prises de position, y seront mentionnés et leurs arguments pris en compte.

C'est alors le moment de proposer un projet. Il reprendra ce qui est acceptable dans les propositions. Il faudra sans doute montrer que ces apports ne suffisent pas à résoudre le problème et, dans un projet, proposer des solutions.

Ce projet sera discuté, mais si l'on a pris soin, en le présentant, de remercier ceux qui ont apporté des éléments positifs, il aura beaucoup moins de chances d'être démolé et il deviendra plus facile de décider sans faire trop de remous.

Certes, cette méthode laisse aux opposants disons, un beau rôle tandis que celui qui décide a un rôle plus ingrat, mais il a l'avantage d'avoir fait travailler les uns et les autres dans une atmosphère satisfaisante, de leur avoir permis d'agir, et d'avoir résolu le problème qu'il a posé dans des conditions qu'il juge correctes.

Gouverner, ce n'est pas prétendre au monopole des bonnes idées et imposer son seul point de vue, c'est bien poser les problèmes et faire en sorte qu'ils soient résolus dans une bonne atmosphère.

Chapitre VIII

Comment répartir, correctement, paisiblement,

Au cœur du problème social, la question des salaires, des dividendes et des profits est l'une des plus difficiles, la cause des conflits les plus nombreux. C'est là que les oppositions d'intérêts semblent les plus évidentes, les plus inévitables.

Et pourtant, quand on réfléchit aux pertes qu'occasionnent pour les uns comme pour les autres, un mauvais climat et des conflits sociaux, ne faut-il pas chercher s'il peut exister des moyens de miser sur les convergences d'intérêts, de faire profiter réellement tous les partenaires des fruits d'une bonne entente, d'une bonne répartition des tâches, d'une bonne coordination des efforts ?

Des notes
à l'usage des négociateurs ?

Serait-il impossible de négocier entre partenaires sociaux, à l'échelle nationale, une sorte de guide à l'usage des négociateurs ?

Le but serait de rendre les négociations sociales aussi efficaces et détendues que possible, de parvenir à un meilleur climat social, à une meilleure répartition des fruits de l'activité économique en évitant les faux problèmes et les malentendus, en centrant les débats sur les véritables problèmes, sur les points où des progrès sont possibles. Ce texte aurait besoin d'être régulièrement repris et amélioré compte tenu des négociations qui s'en sont inspirées. Il ne devra pas éluder les points contestés mais mettre en lumière les expériences positives. Il devrait permettre de situer les négociations sur les salaires et les conditions de travail à leur véritable place. Elles sont très importantes mais elles sont subordonnées à ce qui conditionne l'existence même de l'entreprise, dont de l'emploi qu'elle offre, et, dans une large mesure, ses conditions de progrès : la nécessité de disposer d'un capital et de compétences et d'assumer des risques importants. Sur ces différents points, on devrait pouvoir aboutir, au delà des divergences légitimes, par approches successives, à définir quelques réalités admises de part et d'autre, que les polémiques et affrontements idéologiques ont souvent masqués.

Voici quelques jalons de recherche.

.

Logique de comptable contre volonté politique ?

Le travail, création, fabrication ou service, crée de la valeur. Si le profit que tirent les acteurs de l'opération valait moins à leurs yeux que l'effort qui leur est demandé, ils le refuseraient. L'ouvrier maçon estime que le salaire qu'il recevra a plus de valeur pour lui que la liberté de se reposer ou de faire autre chose.

L'échange et le travail ne sont pas des jeux à somme nulle où l'un perd autant que l'autre gagne. Ils sont créateurs de valeur.

Il en va autrement de la distribution, de la répartition. Là, ce qu'on attribue aux uns est prélevé sur la part des autres. Il s'agit de jeux à somme nulle. Tout ce qui est distribué doit avoir été produit. On ne peut consommer que ce qui existe.

« Le gouvernement ou le patron n'a jamais d'argent, mais, quand on fait une pression un peu forte, il en trouve », disait une syndicaliste.

Vrai ou faux ?

C'est vrai dans la mesure où existent des ressources cachées qu'on doit « débloquer ». Ce n'est pas vrai quand on négocie franchement, sur de vrais chiffres.

Certes, il est possible d'avoir recours à une réserve quand elle existe et qu'on ne court pas, en la liquidant, de trop grands risques. Cette réserve, on peut la posséder ou l'emprunter, mais on ne peut distribuer ou consommer que ce qui existe.

Est-ce cela qu'on appelle une logique de comptable ? « Avec un peu de volonté politique, on pourrait trouver l'argent nécessaire », disent les partisans du dialogue musclé.

Et cela s'est souvent révélé vrai. Le partenaire a trouvé le moyen de « débloquer » l'argent nécessaire dont il avait caché l'existence ou dont il ne dit pas au détriment de quel autre usage il l'a prélevé. S'il s'agit d'une réserve occultée, ce prélèvement augmente le risque qu'elle est destinée à pallier et qui peut être l'insolvabilité, la mort de l'entreprise ou au moins la nécessité de licencier.

Miser sur les miracles produits par la volonté politique, c'est supposer que le partenaire n'est pas sincère, cache les vrais chiffres, ou qu'on veut obtenir un avantage au détriment d'autres ou en prenant des risques.

La logique de comptable est la seule vraie quand elle est sincère, quand on discute sur les vrais chiffres, sur les vraies réalités qu'ils recouvrent. Elle seule permet de vrais dialogues, la recherche des bonnes solutions. Est-ce souvent le cas ? Une confiance mutuelle justifiée est la seule bonne méthode.

La légitimité du profit

Le profit est la contrepartie d'un service rendu à d'autres. Il est légitime dans la mesure où ce service est authentique.

Ce service peut-être rendu à des clients. Il peut l'être à des collaborateurs auxquels on procure un emploi ou un meilleur emploi. Ce peut être, c'est le cas des actionnaires ou du propriétaire de l'entreprise, en leur procurant un capital, des machines, une organisation. Ce peut être en assumant une part des risques que comporte toute entreprise. Ce peut être en apportant des compétences qui permettent de mieux valoriser leur travail : compétences techniques des ingénieurs, des commerciaux, aptitude à la direction et à la prise de responsabilité, apport de brevets, d'informations utiles.

Le profit est légitime, mais sa répartition peut, très légitimement, être l'objet de discussions pour aboutir à des accords ou à des décisions imparfaits mais aussi acceptables que possible. De multiples facteurs peuvent y trouver place, outre la nécessité de maintenir ou de constituer les réserves qui garantissent la stabilité de l'entreprise et des emplois qu'elle procure. La fréquence ou la rareté sur le marché du service offert, son rôle pour l'entreprise, se conjuguent avec les contrats en cours, les us et coutumes de l'entreprise, de la profession, la durée et la qualité des services antérieurs, les réactions psychologiques, les problèmes d'autorité, etc.

Il est souhaitable d'aboutir, avant le début de l'exercice, à une sorte de grille de répartition des résultats, un contrat d'entreprise tel que toutes les parties prenantes profitent de concert d'une bonne marche mais pâtissent de ses revers au moins sous forme d'une moins grande sécurité des emplois qu'elle offre.

Quek est le rôle du capital de l'entreprise ?

Toute entreprise suppose un capital : locaux, machines, connaissances, techniques et expérience coûteuses à acquérir, réseau commercial, etc. Ce capital suppose que ce qui en fait la valeur a été gagné, hérité ou emprunté, qu'on s'est abstenu de le dépenser pour mieux vivre, mais qu'on a pris le risque de l'investir afin de le conserver et d'en tirer un revenu.

Capital est devenu un mot péjoratif. Cela mérite réflexion, non?

Regardons autour de nous. Notre logement, nos meubles, mais aussi la route où nous marchons, la ville, le train, c'est du capital. L'électricité et les équipements dont nous nous servons, c'est le fruit du capital, de même que la plupart des produits que nous consommons.

Le fruit du mariage entre le capital et le travail, c'est le bien-être et le développement. Le travail sans capital, c'est le sous-développement. Le capital, ce n'est que du travail. C'est en tant que travail de ceux qui fabriquent les machines qu'il mérite rétribution affirmant, en gros, les marxistes.

Le capital, c'est en effet du travail, mais du travail accumulé dont le fruit n'a pas été directement consommé mais qui a été investi afin de rendre le travail ultérieur plus productif ou de procurer un service durable. Ce capital a été librement engagé, alors qu'on aurait pu en faire un autre usage, parce que les risques positifs et négatifs offerts par cette entreprise ont paru préférables à ce qu'ont apporté d'autres placements. Il y a un marché du capital qui permet à ceux qui veulent investir de comparer les différentes offres. Pour disposer du capital nécessaire, l'entreprise doit lui offrir des perspectives de rentabilité au moins comparables à ce qu'offrent les concurrentes.

Les intérêts des salariés et ces possesseurs du capital sont-ils opposés ? A court terme et à première vue, oui. Les uns et les autres sont rétribués sur une part du gain de l'entreprise. Ce qui va aux uns ne va pas aux autres.

La perspective change quand on tient compte du fait que, la plupart du temps, une entreprise est obligée d'investir, au moins pour maintenir son équipement à niveau et, si possible, pour progresser. Elle va donc devoir financer ces investissements soit en y consacrant une part de ses gains, part qui pèse à la fois sur les salaires et la rémunération du capital, soit en empruntant, ce qui permet de distribuer une plus large part du gain. Oui, mais pour emprunter, il faut que les prêteurs puissent compter sur un revenu correct de leur apport. Pour cela, il faut que le capital antérieurement engagé soit convenablement traité.

La solution la plus avantageuse est généralement de faire profiter de concert salaires et rémunération du capital, ce qui permet de financer l'investissement nécessaire sans en faire peser tout le poids sur les gains à distribuer.

Les intérêts des travailleurs et ceux des apporteurs du capital ne sont pas opposés, au moins si l'on dépasse le court terme. En revanche, il est normal de discuter les parts respectives à accorder au capital et au travail.

Différents équilibres sont possibles.

On peut privilégier le revenu immédiat sur la rémunération du capital. Dans ce cas, il ne faudra pas compter sur celui-ci pour financer les investissements nécessaires. C'est une attitude tentante dans les activités en fin de course, mais elle risque d'être à courte vue.

Privilégier la rémunération du capital pour en obtenir davantage sans avoir à le prélever sur les gains courants peut être, dans une mesure

raisonnable, une attitude plus dynamique, plus prometteuse. Encore faut-il se demander comment et dans quelle mesure les travailleurs pourront tirer profit des résultats de ce surcroît d'investissement. Il peut y avoir place pour des accords à moyen ou long terme.

Donc ce me semble, pas d'opposition d'intérêt entre capital et travail, mais un équilibre à trouver, à discuter, à choisir par accord quand c'est possible, sinon, par décision responsable compte tenu des apports d'un vrai dialogue.

La valeur des compétences

Une entreprise, c'est aussi un ensemble de compétences plus ou moins rares, plus ou moins coûteuses à acquérir, plus ou moins recherchées.

Elles pourraient s'employer ailleurs, notamment chez les concurrents.

Ceux qui les possèdent participent au travail de l'entreprise parce qu'ils y trouvent une rétribution préférable, tous comptes faits, à ce qu'ils

pourraient trouver ailleurs. C'est aussi le cas du patron qui pourrait, s'il trouvait mieux, préférer un emploi salarié ou une autre activité.

C'est le motif de l'inégalité, de la hiérarchie des rémunérations. Est-elle opposée à l'intérêt des travailleurs ? Dans la mesure où les

compétences les mieux rétribuées sont authentiques et conformes à l'offre et à la demande de cadres qualifiés. Une entreprise dont

l'encadrement technique est médiocre, où l'on ne peut se payer des cadres de qualité à toutes chances d'être peu rentable, donc de mal payer, de devoir licencier ou disparaître.

Ceux dont la compétence est peu recherchée, qu'on pourrait facilement remplacer parce que, sur le marché du travail, nombreux sont ceux qui

sont prêts à prendre leur place, sont naturellement moins bien payés mais il ne faut pas sous-estimer la valeur de leur travail et du temps

qu'ils consacrent à l'entreprise.

Ces différences de revenu admises, et elles peuvent être fort

importantes, il n'est pas anormal d'en discuter le bien fondé et l'ampleur, compte tenu des contrats en cours, des dispositions légales ou

coutumières, des services réellement rendus, de l'investissement

qu'exige l'acquisition de ces compétences, des risques encourus car une compétence chèrement acquise peut se révéler inutile, compte tenu de

l'offre et de la demande sur les marchés de ce type de compétence, de la possibilité ou non de trouver mieux ailleurs.

Ce type de discussion est toujours difficile et doit être abordée avec

beaucoup de courtoisie, un véritable respect de l'apport des autres, mais elle est légitime et porte sur de vrais problèmes. L'une des manières de

l'aborder est de ne pas discuter au cas par cas, mais de proposer

différentes grilles de répartition des rémunérations du travail.

Le grand problème des risques

La rémunération du travail n'est pas seule en cause dans la répartition des gains de l'entreprise. Nous avons vu qu'il faut faire sa place à celle du capital qui permet à l'entreprise de disposer des outils de toutes sortes qui lui permettent de fonctionner. Une autre partie prenante, et elle est importante, c'est la prise en compte des risques.

Il n'y pas d'entreprise, pas de travail sans risques positifs, on l'espère, mais aussi négatifs ; méventes, mécomptes, hausse du prix des fournitures, alourdissement des impôts, des lois sociales, procès et contentieux qui peuvent imposer de lourdes charges, grèves dans l'entreprise ou dans celles qui lui sont liées, intempéries, etc. etc.

Les mauvais risques peuvent, selon les contrats en cours, diminuer les gains tirés de l'entreprise, l'obliger à s'endetter, à licencier, à disparaître. Ils comportent donc des menaces graves et il est nécessaire de les prévoir, de prévoir comment les assumer.

Il y a, en gros, trois manières d'assumer les mauvais risques : les contrats souples, les réserves et les possibilités d'obtenir du crédit. C'est d'abord les contrats liés au résultat de l'entreprise. Le salariat traditionnel comporte, en contrepartie du lien de subordination, la garantie d'un salaire indépendant du résultat. En revanche, les patrons traditionnels et les actionnaires participent aux risques bons ou mauvais. De même ceux dont la rétribution, par contrat ou non, comporte une participation au bénéfice.

Que penser de la spéculation qui permet à certains de gagner des fortunes sans rien faire, « sur le dos des travailleurs » ?

Sans rien faire ? Voire. Le spéculateur rend aux producteurs le service d'assumer les risques qu'ils ne veulent pas assumer. Le spéculateur revend cher ce qu'il a acheté bon marché, mais si c'était bon marché c'est que personne n'en voulait, parce qu'on estimait que le prix avait plus de chances de baisser que de monter. Et il est devenu possible de revendre cher parce qu'à ce moment nombreux étaient ceux qui voulaient acheter et pensaient que le prix allait encore monter.

Symbolique me semble l'attitude du père Ledanois qui est devenu riche et fier d'avoir fait une bonne affaire après avoir vendu, pour 0,80 francs le mètre carré, des terrains qui ne les valaient pas. Quand ces terres, valorisées par un plan de développement, un casino, une habile promotion devinrent Houlgate, quand le mètre carré s'y vendit 3, 4 ou 5 francs, le père Ledanois hurla qu'on l'avait volé. Qu'en pensez-vous ? Le spéculateur qui gagne irrite parce qu'il a eu raison alors que les autres se trompaient. Quand, au contraire, les autres ont raison de vendre à bas prix et d'acheter cher, le spéculateur perd et souvent très lourdement. On n'en parle généralement pas et il ne s'en vante pas.

Le vrai spéculateur régularise les marchés en offrant contrepartie tant à l'offre qu'à la demande. Sans lui les prix qui baissent baisseraient davantage et ceux qui augmentent augmenteraient davantage.

Certes, la spéculation est un jeu où certains trichent, fausses nouvelles, manœuvres concertées pour tromper les non initiés. C'est condamnable, interdit, combattu, mais cela ne peut faire condamner toute l'activité spéculative saine qui, telle l'assurance, permet de travailler en assumant les risques qu'on a choisis, pas les autres. Y a-t-il opposition d'intérêt entre les salaires et la spéculation loyale ?

Certes, ce qui est gagné par les spéculateurs est une partie du gain indisponible pour les salaires, mais en contrepartie, les pertes des spéculateurs qui ont mal misé sont pour eux sans affecter les gains à distribuer.

L'entreprise qui a vendu trop bon marché cherchait des acheteurs et s'est félicitée de les avoir trouvés. Elle ne souhaitait pas assumer le risque d'une baisse des prix encore plus profonde, d'une immobilisation prolongée de son capital. Le fait de trouver quelqu'un qui accepte d'assumer à sa place le risque qu'elle n'était pas prête à assumer lui a permis de continuer à travailler, à faire son métier, à payer ses salariés. Les intérêts des vrais spéculateurs ne s'opposent pas à ceux des membres de l'entreprise. Ils sont complémentaires.

Ils sont exaspérants, les spéculateurs qui gagnent. Ceux qui perdent sont discrets et paient souvent cher leurs erreurs, mais l'argent qu'encaissent ceux qui gagnent, c'est celui qu'on aurait pu gagner si l'on avait raisonné comme eux. Leurs succès soulignent nos erreurs, nos refus de croire à une réalité qui nous déplaît, nos raisonnements faux, notre tendance à croire ce que nous désirons, nos mensonges parfois. Quand Georges Soros fait une fortune pour n'avoir pas cru un chancelier de l'échiquier qui affirmait qu'il ne dévaluerait jamais la livre alors qu'il allait s'y résigner, certains l'eussent mis volontiers en prison... Il avait vendu des livres à découvert, s'était engagé à les racheter plus tard. Si le ministre avait eu raison, ces achats eussent été les bienvenus pour soutenir la livre et Soros eût perdu gros.

Accuser les spéculateurs - ceux qui jouent loyalement et ils sont nombreux - de ses déceptions est une attitude qui ne conduit à rien. Il faut observer leurs raisonnements et y réfléchir pour éviter de leur donner prise car ils n'ont pas sur nous d'autre pouvoir que celui que nous leur offrons par nos achats et par nos ventes.

L'assurance n'est chère qu'avant l'accident, disent les assureurs. Après des années passées sans une accroche, on a envie de se dire qu'on aurait pu faire l'économie des primes. Quand on vit vieux tous les deux, le coût de l'assurance sur la vie paraît excessif, mais en cas de drame, la perspective change.

C'est avant l'évènement qu'il faut évaluer le risque et le prix qu'il fait payer à ceux qui acceptent de l'assumer à votre place. Ce prix doit être suffisant pour que celui qui doit l'accepter estime avoir plus de chances de gagner que de perdre. Plus le risque de perdre est important, plus ce prix doit, légitimement, être élevé. Ce prix est payé, quand c'est possible, avant l'évènement sous forme de prime d'assurances. Dans le cas de l'entreprise, c'est souvent impossible, car ce prix sera une part du gain à venir. Ce prix est donc inclus dans les contrats passés avant l'exercice et réalisés après. Or ces contrats risquent fort, quand le risque s'est révélé positif, de sembler excessifs, déséquilibrés. Il faut l'accepter parce que, quand le résultat est négatif, la situation est inverse.

Parmi les risques dont il faut tenir compte, il en est un particulièrement sensible, c'est le risque de grève, dans l'entreprise d'abord, mais aussi chez les fournisseurs ou les clients.

Une grève représente une perte qui peut être fort importante et qui doit être financée sous peine de voir l'entreprise cesser d'exister ou de devoir licencier. Dire : « Les patrons et les actionnaires peuvent et doivent payer », c'est un raisonnement de myopes. En fait, si l'on réussit à prélever les sommes nécessaires sur les réserves soit du patron, soit de l'entreprise, cela prouvera qu'il est urgent, si l'on ne veut pas être obligé de licencier, de reconstituer la réserve et même de l'augmenter car le risque social, après un conflit, doit normalement être révisé à la hausse. Or, cette reconstitution des réserves opérera fatalement sur les revenus des parties prenantes de l'entreprise. En fin de compte, une grève est toujours payée, en large mesure, sur les possibilités de progrès des salaires ou par des licenciements.

Qui assume les risques élevés que comporte toute entreprise ?

Pour y faire face, il est de bonne gestion d'avoir une réserve, de garder en réserve une part des bénéfices des bonnes années. Les mauvaises, on puise sur cette ressource, mais il faut la reconstituer dès que possible, ou l'augmenter si elle s'est révélée insuffisante, ce qui repose évidemment sur les gains à distribuer. La nécessité d'une réserve est indiscutable, mais son montant peut se négocier selon la façon dont on évalue les risques. Dans l'entreprise personnelle traditionnelle, la réserve est incluse dans le patrimoine du patron.

Une autre part des risques est supportée par des contrats qui font varier les gains selon les bénéfices. Ils permettent à leurs titulaires de profiter des bonnes conjonctures, mais ils pâtissent des mauvaises. Le salaire traditionnel est un fixe indépendant des résultats. C'est intéressant les mauvaises années mais le licenciement devient alors le seul moyen de réduire la masse salariale. De plus, les contrats de salaire sont nécessairement conclus au niveau qu'on s'estime sûr de pouvoir tenir, même en cas de mauvaise conjoncture. Ils sont nécessairement, dans

une entreprise qui progresse normalement, plus serrés que ce qui serait possible en admettant une certaine souplesse.

Enfin, quand les réserves et les contrats souples ne suffisent pas à absorber les pertes, c'est le capital qui pâtit. Non seulement on cesse d'investir, mais il faut liquider une part des actifs, souvent à vil prix et il est fréquent que les pertes dépassent les possibilités de mobiliser des ressources. C'est la faillite qui réduit à zéro le capital engagé par le patron ou les actionnaires.

Et c'est ce risque de pertes qui sont souvent très coûteuses et parfois dramatiques qui justifie, quand le risque répond aux espérances et peut les dépasser largement, des gains spectaculaires.

Certaines rétributions, certains profits s'expliquent mal par les services rendus. Cela dit, que des patrons, des managers ou des spécialistes recherchés puissent, dans les bonnes années, gagner des sommes impressionnantes n'est pas anormal. Quand certains sont rétribués à la fois pour les capitaux investis et risqués dans l'entreprise, pour une compétence recherchée qui pourrait trouver ailleurs un autre usage, pour un travail très intense et pour des risques qui se sont révélés bien choisis, le total peut surprendre, mais, pour le juger, il faut tenir compte des risques bien réels encourus. De nombreux patrons, au moins les mauvaises années, ne gagnent pas leur vie. Nombreux sont ceux dont le travail débouche sur des faillites, des lourdes dettes, parfois sur la misère.

La question qu'il faut se poser c'est, non pas gagne-t-il trop, mais, en gagnant, entraîne-t-il les autres à gagner davantage qu'ils ne le feraient sans lui ? Celui qui investit doit normalement aider ceux qui se serviront des machines qu'il a permis d'acquérir à être plus productifs et mieux payés. De même ceux qui prêtent à d'autres des fonds pour investir. Des cadres de qualité doivent permettre à ceux qu'ils encadrent de mieux gagner leur vie. De même, celui qui assume des risques qui menacent ceux qui travaillent les aide à mieux gagner leur vie.

Ce qui justifie le gain, c'est le service rendu au client ou à d'autres producteurs ; fournir du travail, des outils, le concours de compétences qui permettent de produire plus et mieux, de mieux gagner sa vie. C'est aussi de renoncer pour un temps à profiter de son argent et de le confier à d'autres qui en ont besoin pour s'équiper et pour produire. C'est aussi d'accepter des risques à la fois positifs ou négatifs, pour permettre, tels les assureurs, à d'autres de travailler sans prendre plus de risques qu'ils ne le souhaitent.

Ce n'est pas l'inégalité des gains qu'il faut combattre, c'est le gain acquis au détriment des autres, celui qui correspond non à de vrais services rendus mais qui gêne et handicape les autres.

L'autorité dans l'entreprise ? Jusqu'où ?

Une autorité en mesure d'organiser le travail, de définir un ordre et de le faire respecter est nécessaire à l'efficacité de l'entreprise, à sa capacité de gagner et de répartir du pouvoir d'achat, et doit être respectée. Elle est la contrepartie de la responsabilité. C'est une des conditions de sa survie.

Son pouvoir comporte des limites que ses détenteurs doivent, eux-aussi respecter.

Les rapports entre ceux qui exercent une autorité et ceux qui ont accepté de s'y soumettre en acceptant un emploi présentent, de part et d'autre, des difficultés dont il faut être conscient. Ces rapports doivent s'exercer dans le respect mutuel et la courtoisie, ce qui exclut, de part et d'autre, les propos blessants et les harcèlements de toutes sortes.

Les ordres doivent être clairs, délimités et respectés, mais il faut que soit clairement précisé qui peut les donner et dans quelle mesure. Sauf urgence, ceux qui les reçoivent doivent pouvoir efficacement faire connaître leurs objections, leurs suggestions. Un vrai dialogue doit être possible dans la mesure où il ne prend pas trop de temps et permet de décider à temps, sans équivoque, même si la juste mesure est difficile à trouver.

Si des sanctions sont nécessaires pour conduites nuisibles ou non respect des ordres ou comportements agressifs, elles doivent, dans la mesure du possible, s'exercer dans un cadre connu d'avance qui réduit autant que possible la part de l'arbitraire.

Rien de tout cela n'est facile à délimiter, mais il est, ce me semble, possible et avantageux de part et d'autre de travailler ensemble dans une atmosphère de respect mutuel des personnes et des fonctions, à la fois courtoise et efficace. N'est-il pas possible de négocier, entre partenaires sociaux, notamment sur ces thèmes, un livret qui aiderait à mieux situer et à mieux conduire les négociations ? Qu'en pensez-vous ?

Comment négocier ?

La première condition, c'est de parler vrai, clairement, d'une façon qui conquiert la confiance, une confiance méritée.

Tout au long de la négociation, on montrera que les véritables intérêts des différentes parties prenantes ne sont opposés qu'à courte vue. Dès qu'on regarde plus loin, les intérêts convergent.

Tout le monde a intérêt non seulement à la paix mais à l'efficacité des entreprises, à une meilleure répartition des fruits de la croissance dans

une atmosphère de concorde et de détente. Et si c'est possible à montrer et à faire comprendre que c'est parce que c'est vrai. Il faut pour cela se résigner de part et d'autre à ne plus manœuvrer à coups de secrets, d'astuces et de non dits. Ils seront découverts un jour ou l'autre. Dès que les partenaires en soupçonnent l'existence, ils essaient de les deviner, de traduire les propos entendus au lieu de les écouter. Cela empêche de comprendre vraiment ce que disent les autres et mine la confiance.

Renoncer à ce qui empêche de s'entendre, non seulement au sens figuré mais déjà au sens propre du mot. Il faut qu'on soit, de part et d'autre et à juste titre, en confiance, qu'on ne cherche pas à prendre avantage sur le partenaire mais à gagner ensemble.

Il faut que, de part et d'autre, on soit persuadé que c'est possible et que c'est vrai, ce qui suppose une culture économique différente de celle qui est actuellement, à tort, admise et enseignée.

Donc, accepter de parler vrai. Ensuite, fixer une règle du jeu. Les décisions essentielles pour l'entreprise doivent être prises à temps, clairement, et respectées de part et d'autre. Il est souhaitable que les plus sensibles de ces décisions soient l'objet d'un franc débat dans lequel les représentants du personnel et les
de l'entreprise pourront contribuer à les préparer. Un délai raisonnable doit être prévu pour ce débat. S'il aboutit à un accord, à une décision prise de concert, c'est le mieux, mais faute d'accord, l'autorité responsable tranchera en tenant le meilleur compte possible des apports du débat et en expliquant pourquoi ces choix paraissent utiles à l'entreprise.

Tout cela demande du temps et des efforts, mais moins que la méfiance et l'incompréhension.

Le but, c'est d'établir, avant le début de l'exercice, une règle du jeu claire qui permette aux différentes composantes de l'entreprise d'être sûres de gagner en même temps qu'elle, de savoir ce qui se passerait en cas de mécomptes.

Une bonne manière d'aborder la question peut être de présenter aux parties intéressées un résumé clair, intéressant, objectif, de ce qui s'est passé dans les dernières années connues. Montrer comment se posaient les problèmes, quels étaient les risques, comment les difficultés ont été financées et comment les gains ont été répartis entre les investissements, les réserves, et l'augmentation des revenus des différentes parties prenantes. Essayer de faire admettre cette situation comme le point de départ de la négociation.

Choisir un ensemble d'années comportant à la fois de bonnes et de mauvaises années pour que soit pris en compte le rôle des risques.

Quand cet historique montre des répartitions anormales, en discuter, admettre les erreurs et retenir parmi les objectifs d'avenir, de les corriger.

Voir comment ont fonctionné les accords précédents s'il y en avait. Pour aborder celle-ci de façon constructive, la première chose à faire, c'est, ensemble, avec les différentes parties prenantes ou leurs représentants, de rechercher un accord sur une méthode de travail, et sur quelques principes.

Méthode de travail : d'abord, c'est au niveau du budget prévisionnel qu'il faut discuter et décider, c'est-à-dire au moment où tous les partenaires ignorent l'avenir, les événements, bons ou mauvais, qui auront une influence sur le résultat. La discussion après coup des décisions prises dans l'incertitude est faussée. Il est trop facile de savoir ce qu'il fallait faire quand on a vu les jeux, comme disent les bridgeurs. Examiner comment les accords passés ont été exécutés.

Se mettre d'accord pour déterminer quelques décisions à prendre, l'ordre dans lesquelles on les prendra et, si possible, le temps qu'on envisage de consacrer à une discussion pour éviter qu'elle ne s'éternise car l'indécision est l'une des grandes ennemies de l'action.

La discussion sur chaque point commence par l'examen des faits passés, acquis, qui le concernent. Ensuite choisir ensemble quelques questions à examiner.

Ceux qui prennent part au débat, les parties prenantes ou leurs représentants présentent leur point de vue et discutent de celui des autres. Quand elle est possible, la discussion par échange de notes écrites paraît préférable car elle laisse à chacun le temps de peser ce qu'il dit et en garde la trace.

On s'efforce d'aboutir à un accord, mais, de toute façon, un compte-rendu assez détaillé du débat sera rédigé et signé par les parties.

Après accord, on passe au point suivant, mais si l'on constate l'absence d'accord, point sensible mais essentiel, le responsable décide et précise sa décision.

Cette possibilité de conclure le débat, d'imposer son point de vue après l'avoir enrichi, nuancé, fait mûrir par la discussion, est la contrepartie de sa responsabilité.

Après avoir évoqué le passé, chacun sera invité à proposer des objectifs pour le prochain exercice, compte tenu des risques qu'il faut prendre en compte.

Il me semble préférable que ces objectifs ne soient pas, d'entrée de jeu, proposés par la direction puis discutés par les autres. Mieux vaut que chacun s'exprime en même temps ou même que la direction attende d'avoir connaissance des propositions du personnel pour exprimer les siennes. Et effet, cela permet aux propositions les plus consensuelles

d'être exprimées d'abord par les uns et les autres, qui auront ainsi plus facilement conscience d'avoir participé réellement à la décision finale, d'avoir une attitude positive.

Après discussion puis accord ou, si c'est impossible, décision sur les objectifs, la direction proposera un projet pour l'exercice à venir. Il comprendra la prise en compte des contrats acquis avec maintien des dividendes et des réserves à un niveau correct, puis une grille de répartition des gains ou des pertes éventuelles. Cette grille devra montrer clairement et de façon vérifiable l'intérêt que tous auront à la bonne marche de l'entreprise, ainsi que la perte ou le manque à gagner que représenteraient des mécomptes.

Comment traiter les différentes hypothèses ?

Puisqu'on négocie avant l'exercice, il faut prévoir ce qui se passerait dans plusieurs hypothèses, par exemple, si le résultat brut se situait entre le niveau du dernier exercice connu et 15% en dessous, ou 15% au dessus, ou si, dans les deux sens, l'écart était supérieur à 15%. Cela permettrait de choisir une règle du jeu dans différentes hypothèses. Le but est de définir une règle du jeu telle que tous gagnent quand l'entreprise gagne, que tous pâtissent, fut-ce sous forme de manque à gagner, si elle perd. Chacun serait donc sûr de pouvoir profiter d'un effort pour progresser, saurait dans quelle mesure il pâtirait de résultats décevants.

Et cela éviterait bien des débats ultérieurs.

La répartition des revenus espérés sera, c'est normal, très délicate. Un marchandage de bon aloi est alors naturel, mais le fait d'en discuter ensemble pose bien le problème. Il s'agit sur ce point d'un jeu à somme nulle. Quand on donne à l'un, il faut savoir que c'est autant de moins pour un autre.

Toutes sortes d'arguments auront leur place. Il est normal de se demander ce que chacun pourrait gagner s'il quittait l'entreprise pour aller ailleurs. C'est difficile à évaluer, mais on peut en discuter et même, si l'on n'est pas content, décider de changer d'entreprise. Il est logique que celui qui est difficile à remplacer soit mieux traité que celui qui le serait facilement. Le chômage pèse sur les salaires tandis qu'une spécialité recherchée est un atout.

Difficile d'évaluer les services rendus par chacun à l'entreprise mais il n'est pas malsain d'en discuter.

Les risques assumés se paient. C'est normal, sinon, pourquoi les assumerait-on ? Ils peuvent coûter fort cher, à l'entreprise en cas de succès, à celui qui les assume en cas de pertes.

Si le débat est bien mené, il peut être fort constructif, fournir à chacun l'occasion de souligner son apport à l'intérêt commun. C'est l'occasion de mettre en valeur ceux qu'on apprécie. En revanche, éviter les reproches, même s'il est inévitable qu'ils apparaissent parfois en filigrane.

Le fait d'avoir, une fois par an, l'occasion de montrer ce qu'on fait de bien est stimulante. C'est un problème bien posé.

Il est probable que, sur ce point, on aboutisse à une décision plutôt qu'à un accord, mais ce n'est pas malsain si cette décision est clairement, intelligemment motivée, et si elle tient un compte suffisant des apports de la discussion.

Une telle négociation demande évidemment du temps, de l'intelligence et de la diplomatie mais elle doit pouvoir être menée et conclue dans des délais raisonnables, courtoisement et sans tensions excessives. Elle serait nettement préférable à une atmosphère conflictuelle.

Il serait préférable de faire organiser ces discussions par un animateur professionnel extérieur à l'entreprise. Ce n'est pas un arbitre ? Il reconnaît et contribue à faire accepter l'autorité de la direction responsable, son droit et son devoir de décider quand la discussion correctement menée n'a pas permis d'accord, mais il contribue à rechercher les formes dans lesquelles cette autorité sera la mieux acceptée.

Il s'efforcera de faire respecter de part et d'autre les règles du jeu, d'un débat loyal, d'empêcher les discussions de dériver vers des propos malveillants ou de mauvaise foi, de la maintenir à un haut niveau.

Il s'efforcera de préparer, dans les délais prévus, les accords possibles. Quand ils ne le seront pas, il le constatera après avoir résumé les apports de la discussion et demandera à l'autorité responsable de décider, l'aidera à formuler sa décision dans une forme acceptable.

Elle doit déboucher sur une règle du jeu qui fasse vraiment converger les intérêts des uns et des autres, et pas seulement sur des broutilles.

L'intéressement aux bénéficiaires peut porter sur des sommes considérables. « Les salariés d'Auchan qui ont investi depuis 20 ans leur intéressement au bénéfice en actions de l'entreprise se trouvent à la tête d'un capital représentant 22 années de salaire », disait Arnaud Milliez, fils du fondateur d'Auchan. Toutes les entreprises ne peuvent en faire autant mais beaucoup pourraient offrir des perspectives tentantes. Ainsi menée, la discussion du projet pour le prochain exercice pourrait être, pour l'ensemble des partenaires, un moment d'intense recherche, de convergence des efforts, un moment passionnant.

Il est souhaitable que chaque mois soit publié un chiffre de résultats, fût-il provisoire et mis au point plus tard, qui permette à chacun de savoir ce qu'il a gagné ou non. La vie de l'entreprise deviendra alors un jeu d'équipe qui peut être passionnant.

Pour conclure ce chapitre, reprenons la question : peut-on contribuer au progrès social quand on souhaite réduire les affrontements destructeurs ; non seulement guerres, mais aussi concurrences acharnées, lutte des classes, grèves, culture du mécontentement, violences...? Quels en sont les vrais outils ?

Le progrès social est un objectif essentiel, mais en quoi consiste-t-il ? Ce n'est pas évident. C'est un domaine où les meilleures intentions dérapent facilement vers de fausses bonnes idées et des effets pervers qui bénéficient à certains mais aggravent les problèmes des plus démunis.

Gardons à l'esprit l'exemple typique de la politique du logement que nous avons évoquée. On a voulu protéger les pauvres locataires contre les riches propriétaires. On a en fait faussé le contrat entre les propriétaires dont beaucoup avaient épargné et investi dans le logement pour préparer leur retraite. Conclusion : ceux qui veulent placer leur argent correctement se sont détournés de la construction de logements accessibles aux gens modestes, ceux d'entre les pauvres qui ne parviennent pas à trouver à se loger restent sans domicile fixe.

Quel remède a-t-on trouvé ? Bâtir avec des fonds plus ou moins publics, des habitations à loyer modéré. Oui, mais l'Etat ne peut pas prendre en charge tous ceux qui veulent être logés à bon compte. De plus en plus de crédits n'empêchent ni que les listes d'attente s'allongent, ni qu'une multitude de pauvres gens doivent payer hors de prix des « marchands de sommeil » ou vivre dans la rue.

La protection des salariés : salaires minimum, reconnaissance de droits, difficultés, indemnités de licenciement, etc. conduit à des situations analogues dans la mesure où ceux qui ont un emploi en profitent tandis qu'il est de plus en plus difficile d'en trouver un, que le chômage semble sans remède tandis que se multiplie le nombre de ceux qui doivent se résigner à un emploi payé au minimum puisque des chômeurs sont prêts à le prendre à leur place.

Une vraie politique sociale, à la fois efficace et possible pour être durable doit résulter, non d'affrontements et de rapports de forces, mais de négociations bien conduites. Il faut prendre conscience des exigences qui conditionnent la survie des entreprises, mais aussi de la convergence des intérêts bien compris. Il faut élaborer et respecter des règles du jeu telles que tous les participants de l'entreprise gagnent ensemble et pâtissent ensemble, même si ce n'est pas dans les mêmes

proportions compte tenu des risques acceptés, des capitaux et des compétences acquis et mis à la disposition de l'entreprise.
Rien de tout cela n'est très facile, mais je crois que c'est possible.
Et vous, qu'en pensez-vous ?

Chapitre IX

Comment traiter la pauvreté ?

N'avoir plus de pauvres, ce serait bien, mais est-ce possible sans appauvrir tout le monde, sans empêcher de fonctionner des mécanismes indispensables au progrès de tous ?

La pauvreté, quand elle n'est pas le fruit d'une convergence de malchances, est le risque que prennent ceux qui ne veulent pas jouer le jeu, accepter les contraintes indispensables à la vie sociale, telles que payer un loyer, contrepartie de l'investissement nécessaire pour construire un logement, qui veulent exiger sans rien concéder, pouvoir mépriser ou injurier plutôt que négocier, pour lesquelles quêter, faire pitié, est la seule issue alors que c'est une impasse.

Eviter la pauvreté exigera toujours un effort. Il y aura probablement toujours des personnes qui le refuseront, mais on peut espérer qu'elles soient très peu nombreuses. Ces pauvres pour lesquels on ne peut pas grand chose ne doivent pas servir de prétexte pour ne pas explorer les causes de pauvreté qui peuvent être réduites ou éliminées, celles qu'un effort de solidarité pourrait éviter ? Il faut écouter ceux qui sont frappés par la pauvreté, s'efforcer de les comprendre, de les aider.

Eliminer complètement la pauvreté ? Qui sait le faire ? En réduire le domaine le plus possible est un objectif qui mérite qu'on s'y attache.

Bien des questions devraient être approfondies. C'est le cas de la mendicité qui peut être un dernier recours dans la détresse mais qui, presque toujours, est une voie sans issue qui incite celui qui demande à vouloir montrer qu'il ne peut rien faire et les autres pauvres à en faire autant au lieu d'utiliser les moyens de progresser.

De même, l'assistance qui doit appuyer les efforts de ceux qui s'efforcent de résoudre leur problème, mais ne pas conduire les demandeurs à exagérer leurs difficultés, à prouver qu'ils ne peuvent rien faire.

De même les protestations, défilés et autres qui peuvent montrer de véritables difficultés, permettre de mieux cerner les sensibilités, être des formes de dialogue, mais sont trop souvent des refus de vrai dialogue, de choix des rapports de force et d'usage des moyens de nuire, qui sont trop souvent suscités par des agitateurs irresponsables qui cultivent le mécontentement, levier de leur pouvoir, s'opposent à la recherche de véritables solutions.

Comment distinguer les recherches de véritables progrès des théories qui refusent les faits, ne veulent pas tenir compte des coûts, préconisent

des acrobaties comptables comme si tout était possible et font obstacle aux véritables progrès, aux vrais dialogues ?

Comment distinguer les difficultés très fréquentes qui appellent des mesures générales de celles qui résultent d'un concours malheureux de circonstances, qu'il faut tenter d'aider à résoudre au cas par cas, non par des règles générales qui font plus de mal que de bien ?

Comment distinguer les vrais amis des pauvres de ceux qui prétendent abusivement les représenter et agir en leur nom ?

Il existe de larges possibilités d'agir efficacement pour le progrès social. La formation est l'un des moyens les plus efficaces d'accroître la valeur du travail, donc sa rentabilité.

Encore faut-il qu'elle soit adaptée aux possibilités d'emploi, d'échanges, donc diversifiée et conduite à des activités complémentaires les unes des autres, à de vrais échanges pour gagner sa vie. Former en trop grand nombre des chanteurs de charme ou des joueurs professionnels de football, même excellents, ne conduit qu'au chômage et à l'amertume.

Une bonne formation peut aider les handicapés à tirer parti de ce qui leur reste, développer l'économie avec de bons contrats présentant un intérêt commun.

Les contrats qui permettent de progresser ne sont pas forcément équilibrés. Il existe d'excellents contrats dans lesquels l'un accepte de donner plus qu'il ne demande à l'autre, des contrats de bienveillance, mais les bons contrats exigent un effort partagé. Il reste beaucoup à chercher sur les objectifs et les méthodes de la lutte contre la pauvreté. Avez-vous des pistes ?

Quels objectifs retenir ?

De remarquables efforts sont consacrés à l'accueil des SDF. On voit bien la difficulté de la tâche et le savoir-faire de ceux qui s'y dévouent. Ce que je vois mal, ai-je tort, c'est la suite donnée à cet accueil, la voie proposée pour sortir de leur condition. Peut-on en faire quelque chose d'utile et comment ?

Après un accueil, quelques-uns, en un premier temps, pourraient-ils repartir avec une invitation à un repas, disons une semaine plus tard. Ce repas rassemblerait 8 à 10 SDF ou personnes en difficulté dont un, si possible, décidé à en sortir et un animateur. Si l'on pouvait les réunir dans une petite salle fermée, l'ambiance se créerait plus facilement, car le but est de former une équipe de recherche amicale de moyens d'en sortir.

On demanderait à chacun d'expliquer sa situation et la manière dont il essaie de faire face aux difficultés, de les dépasser.

Point essentiel, sur les problèmes ainsi posés ; l'avis et les conseils des autres seraient sollicités. Ils ont souvent fait preuve d'astuces, de connaissances. Qu'on leur demande leur avis les valoriserait et les conseils qu'ils donneraient aux autres pourraient leur servir à eux-aussi. On pourrait conclure par un programme de démarches à tenter, de renseignements à trouver, et par un rendez vous pour faire équipe. Quand l'un ou l'autre réussirait quelque chose, faire que ce soit un succès pour l'équipe, un stimulant pour tous.

Pour aller plus loin il faudrait mettre au point la méthode, former les animateurs, trouver des moyens.

Qu'en pensez-vous ?

L'importance du micro financement offert aux pauvres a été fort bien mis en lumière par l'organe du Fond monétaire « Finance et développement » (juin 2004).

Des expériences de terrain ont montré qu'une bonne organisation pouvait aider les pauvres à échapper à la ruineuse dictature des usuriers.

Les institutions qui s'efforcent de répondre à leurs besoins remplacent les garanties classiques par des garanties de groupes. L'une des expériences les plus remarquables en matière de micro crédit c'est, en France, l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) de Maria Nowak.

Ces institutions analysent les flux d'argent du bénéficiaire, commencent par des prêts minimes pour le tester et aboutissent à des taux de remboursement très remarquables, même compte tenu des frais. Les prêts sont liés à un effort de formation des emprunteurs. On voit parfois des guichets itinérants, des camionnettes devant lesquels des paysans font des queues, car ils ont besoin d'un large éventail de services financiers, notamment les dépôts, assurances, transferts de fonds à des parents. Or, ces facilités de crédit conjugués avec l'énergie et l'imagination de ceux qui veulent « s'en sortir » sont un puissant levier de développement.

L'immigration ?

« Laisserons nous à notre table
Un peu de place à l'étranger ?
Trouvera-t-il quand il viendra
Un peu de pain et d'amitié ? »

Chantions-nous un matin.

Pas anodin. Dans le plateau de la quête, quelqu'un a renvoyé le texte avec un commentaire plutôt fielleux. Quelle place ? C'est un vrai problème.

Il est inévitable que les différences de niveau de vie provoquent une pression de personnes qui souhaitent immigrer. Or des migrations trop intenses ou mal contrôlées risquent d'aboutir à des chutes de niveau de vie qui ne seraient pas acceptées.

L'accueil pur et simple, pour des raisons humanitaires, risquerait de multiplier les chômeurs, les sans-abri, et de multiplier le nombre des candidats, de faire le jeu des passeurs...

Or ceux qui émigrent sont souvent des gens de valeur, décidés à travailler dur, surmonter des obstacles, à accepter des conditions difficiles.

Entre l'accueil pur et simple et le refus brutal qui crée souvent des situations humainement intolérables, des solutions plus constructives ne peuvent-elles pas être cherchées ?

Entre le permis de séjour et de travail illimité et le refus, on peut trouver bien des possibilités de contrats.

Il existe partout des zones qui se dépeuplent ou qui sont trop peu peuplées. C'est vrai par exemple pour le grand nord canadien ou norvégien, pour les zones qu'on peut progressivement arracher au désert. C'est vrai dans des pays comme les Etats-Unis ou la France qui disposent de vastes espaces trop peu mis en valeur. Peut-on proposer à des candidats à l'immigration un contrat temporaire avec obligation de participer à un projet constructif ? Le permis de séjour pourrait être prononcé après examen de la façon dont le contrat a été respecté. On s'efforcerait de panacher les nationalités pour éviter de constituer des noyaux étrangers inassimilables, pour que la langue du pays devienne le lien naturel.

De même pour les secteurs professionnels nécessaires mais délaissés. Rappelez-vous la chanson de Pierre Perret :

« Dans un bateau plein d'immigrés
Qui s'en venaient de leur plein gré
Vider les poubelles à Paris »

Bien des intégrations réussies ont commencé ainsi par l'exercice de métiers ingrats, mineur, par exemple.

Dans les demandes d'accueil, il faudrait examiner sympathiquement les projets professionnels et privilégier ceux qui veulent se former, se préparer à développer dans leur pays des activités utiles. De même, organiser des formations à des activités de développement qu'ils se prépareraient à retourner exercer dans leur pays.

Il devrait être possible de négocier avec les pays qui veulent se développer l'accueil de réfugiés ou d'émigrés moyennant une aide au développement. Il serait possible d'y organiser des formations à des techniques utiles telles que l'agriculture en milieu difficile, l'irrigation ou

les services de santé, puis de chercher dans quels pays ces compétences pourraient être utiles et accueillies.

On peut imaginer aussi des bateaux ou des réfugiés ou les candidats à l'immigration iraient de pays en pays chercher une terre d'accueil. Reçus pour deux ou trois jours, ils se présenteraient en spectacles sympathiques pendant que les mieux préparés tenteraient de négocier avec les autorités responsables du développement. On s'engagerait à revenir six mois plus tard réembarquer ceux qui auraient été indésirables.

Réfugiés et émigrés sont des éléments dynamiques. Ils peuvent et doivent devenir des ferments de développement.

Que faire des bidonvilles qui se développent autour des villes ?

Le mieux serait de pouvoir développer les campagnes sans espoir que fuient ceux qui essaient d'approcher de la ville. Le risque existe, si l'on améliore le sort des habitants des bidonvilles, de les rendre plus attirants et de les développer.

Une autre approche consisterait à chercher les moyens de faire évoluer les bidonvilles vers des villes normales. Ce devrait être possible compte tenu du fait que ceux qui ont migré vers les villes ont fait preuve d'un dynamisme, d'une volonté d'adaptation, d'un désir de progresser.

Je crois que c'est possible mais comment faire ? Ma réponse ne peut être qu'une ébauche, un jalon de recherche.

C'est, largement, un problème d'animation. Il faudrait former, encadrer, soutenir des animateurs qui sauraient ce qu'on peut savoir de la question, pour le reste, participeraient par leurs expériences à la recherche de solutions efficaces. En cas de succès, ils formeraient naturellement, parmi ceux qu'ils aideraient, d'autres animateurs qui feraient tâche d'huile.

Le premier stade pourrait être de multiplier les échanges entre habitants du bidonville. Une monnaie interne, selon la méthode des systèmes d'échanges locaux, les S.E.L. Cette monnaie, dont chacun recevrait une fois pour toutes une réserve, se gagnerait en vendant des objets ou en rendant des services à d'autres membres du groupe, ne pourrait servir qu'à acheter des biens ou services à d'autres membres du groupe.

Chacun serait incité à maintenir stable, à moyen terme, le niveau de sa réserve, donc à équilibrer ce qu'il apporte et ce qu'il reçoit. Les échanges se feraient sur un marché local. C'est le mécanisme type qui amorce un développement, une division et une complémentarité des tâches.

L'animateur devrait stimuler la recherche d'idées d'activité de développement. Il devrait être possible d'obtenir, pour réaliser ceux qui semblent pouvoir tenir la route, des crédits de montants réduits assortis d'une assistance technique. L'exemple, parti du Bangladesh mais très largement répandue, a montré que de tels crédits avaient des taux de

remboursement très satisfaisants et étaient économiquement vivables. Le prix Nobel de la paix a été fort justement attribué à l'initiateur de ces micro crédits.

Il faudrait, si possible, lancer des activités de main-d'œuvre. Là, nous butons sur un des problèmes majeurs de notre temps.

En effet, aujourd'hui, la machine fait, dans des conditions souvent très avantageuses, la plupart des tâches dont vivaient les pauvres gens.

D'autre part, la politique sociale, pour essayer de les faire mieux vivre, ne cesse d'accroître le coût du travail, le niveau en deçà duquel il est désavantageux d'employer quelqu'un.

Ces deux forces complémentaires réduisent au chômage et excluent du jeu des échanges un nombre croissant de pauvres gens.

Comment résoudre cette contradiction ? Je n'ai pas la solution mais il est possible de la chercher. C'est beaucoup plus urgent que de savoir s'il y a de l'eau sur Mars ou ce qui s'est passé il y a quinze milliards d'années, questions pour lesquelles on déploie d'énormes efforts. Or, si des études ont été consacrées à ce problème crucial, elles sont beaucoup trop discrètes.

La question sur laquelle il faut lancer les chercheurs et ceux qui expérimentent, c'est : que devient la place des moins formés, de ceux qui subissent de plein fouet la concurrence des machines ? Quelles activités peuvent leur permettre de gagner décemment leur vie ? Quelle politique peut efficacement faciliter leur intégration ?

Et vous, comment croyez-vous possible de combattre la pauvreté ?

Chapitre X

Et le Tiers-monde ?

N'y aurait-il pas quelques idées à revoir dans notre approche du développement

Le problème crucial du développement du tiers monde ne relève pas d'une économie foncièrement différente de celle des pays plus développés. Ici comme là, la valeur économique d'une personne égale, en gros celle de ce qu'elle produit et échange contre des biens qu'elle désire. Progresser, c'est accroître à la fois ce qu'on produit et ce qu'on vend.

Mais il se pourrait que les conséquences fâcheuses d'idées fausses ou pas très vraies, aggravées par des interprétations discutables, soient porteuses de grandes souffrances. En effet, les idées ont souvent une façade qu'on soigne et qu'on montre, et une arrière-boutique, des pratiques, des conséquences plus ou moins tolérées, sur lesquelles on reste discret.

Le libéralisme, sur un marché aussi large que possible, toutes les offres et les demandes de biens. Les plus avantageuses seront choisies. Ceux qui les ont produites en tireront profit. Ils pourront s'équiper et produire davantage jusqu'à saturer les besoins dans les meilleures conditions possibles.

Les offres qui ne sont pas concurrentielles iront au rebut et leurs auteurs souffriront, certes, mais ils seront incités à progresser, à s'adapter, à trouver leur place, assez souvent au service des mieux placés qui leur confieront des machines et leur permettront d'être plus efficaces.

L'ensemble sera tiré vers le haut et progressera rapidement.

Ce n'est pas faux. De nombreuses expériences le prouvent, mais c'est une approche aristocratique. Elle impose un rythme de progrès intenable pour une large part de la population et la marginalise.

Faites vivre ensemble des enfants d'âges différents. Parmi les plus jeunes, quelques-uns, entraînés par leurs aînés, vont progresser à un rythme prodigieux. Oui, les plus doués, les plus souples, les plus vifs et ils seront montrés en exemple pour prouver que c'est une bonne formule.

Hélas, la plupart des plus jeunes ne pourront pas suivre un rythme qui n'est pas fait pour eux. Les plus grands prendront toute la place, ne leur laisseront rien faire ou presque rien, se serviront les premiers et ne laisseront que les miettes.

Les éducateurs savent bien que le meilleur moyen de faire progresser une classe, c'est de mettre les jeunes en concurrence entre eux, leur poser des problèmes à leur mesure. Certes, ces problèmes devront être de plus en plus difficiles et des occasions de se mesurer aux plus grands sont stimulantes à condition d'être bien dosées.

Il en va de même pour le développement économique. Les clients naturels des plus pauvres sont les autres pauvres. C'est entre eux que les échanges doivent se nouer, permettre à tous de produire et d'échanger, de développer une valeur économique.

Si les plus riches et les plus efficaces, avec leurs machines, leurs techniques et leurs capitaux, imposent aux producteurs pauvres des concurrences intenable, ils ne pourront pas vendre, donc pas produire ni acheter. C'est le cas d'une large part du Tiers-monde.

Les plus jeunes, les moins forts ont le droit, ont besoin pour se développer harmonieusement, de pouvoir jouer entre eux sans être bousculés par les plus forts. Ils en ont besoin le temps nécessaire pour pouvoir à leur tour grandir et trouver leur place.

On parle parfois du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, sans être paralysés par la concurrence non seulement de productions issues de machines très efficaces mais qu'ils ne peuvent acheter, mais aussi de surplus subventionnés vendus à trop bas prix, voire distribués dans d'excellentes intentions. L'homme n'a pas seulement besoin de manger mais aussi de pouvoir gagner sa vie.

Les subventions de toutes sortes sont devenues la panacée, le grand outil de la politique économique, une part très importante des budgets publics. On estime que c'est le moyen de faire participer l'Etat au financement de toute tâche considérée, à tort ou à raison, comme d'intérêt général.

C'est une méthode pleine d'inconvénients. Alourdissant les impôts, elle pèse sur les autres activités. En même temps, elle fausse les marchés, pénalisant les concurrents de ceux qui sont subventionnés jusqu'à les réduire au chômage, à faire disparaître l'activité financée par des contrats normaux. L'emploi subventionné tue l'emploi normal. De plus, la subvention est régie par une règle qui doit être générale, très souvent définie de façon discutable, arbitraire, financièrement irresponsable et politiquement, très, très peu responsable, dans de lointains bureaux. La subvention culturelle aboutit à imposer au public des choix artistiques dont la qualité... Il faut définir des critères d'attribution et des limites, très souvent arbitraires. Il faut des fonctionnaires pour examiner les demandes, tandis que les candidats à la subvention passent énormément de temps qu'ils auraient pu passer à produire utilement, pour essayer de l'obtenir, d'être préférés à d'autres

candidats. Quand, dans une réunion, il y a une possibilité de subvention, il n'y a plus moyen de parler d'autre chose.

Qui dit subvention dit possibilité de fraude, de corruption, de copinages, de parentés idéologiques, de détournements pour financer des activités inavouées, de pressions. Donc nécessité de contrôles, donc de fonctionnaires, de paperasses, souvent mal supportés, toujours délicats, de sanctions qui éveillent des polémiques, des indignations...

La subvention n'est vraiment qu'un pis aller. Il faut trouver d'autres moyens de mettre en valeur et de promouvoir les intérêts communs. Se pose aussi le problème de la protection douanière. Elle a très mauvaise presse dans les organisations internationales où l'on assure qu'aucun pays n'a réussi à s'en sortir à l'abri d'une politique protectionniste.

C'est vrai qu'elle est souvent la solution de paresse de ceux qui ne veulent pas faire le nécessaire pour affronter la concurrence. Pourtant, correctement gérée, une protection suffisante est souvent nécessaire dans un pays qui veut démarrer.

« La liberté, c'est l'accélérateur. La protection c'est le frein. » disent certains. Ils ajoutent, malicieux : « On avance beaucoup plus vite quand la voiture a des freins que quand elle n'en a pas ». C'est fort bien dit. La bonne solution, c'est une dose de protection suffisante pour permettre le démarrage et la consolidation d'activités qui peuvent assurer le gagne-pain et la possibilité de progresser à ceux qui en ont besoin. Mais cette protection ne doit pas être un droit inaliénable. Elle doit être dégressive selon un calendrier, des modalités bien étudiées, bien négociées. La libéralisation des échanges en Europe dans le cadre de l'O.E.C.E. puis des institutions européennes a été de ce type. Elle a été un vrai succès.

Elle comprenait des clauses de sauvegarde permettant de rétablir les protections pour un temps en cas de mouvements brutaux. Par exemple, les réfrigérateurs italiens ont brusquement mis en péril leurs concurrents français. Les constructeurs de ceux-ci ont obtenu des mesures douanières mais pour moins d'un an. Ce délai passé, l'industrie française avait évolué et des déceptions avaient nuancé la vogue des réfrigérateurs italiens et la frontière fut ouverte sans drames.

Au Tiers-monde, le problème de la croissance n'est pas fondamentalement différent de ce qu'il est dans les pays plus développés. Il faut certes qu'une part de l'activité soit compétitive sur le marché international pour permettre d'y acquérir ce qui est nécessaire sans qu'on puisse le trouver ailleurs, mais l'essentiel de la croissance et de l'emploi devrait être cherché dans le développement local. Apprendre à travailler de plus en plus les uns pour les autres, à mieux échanger, à

trouver de nouvelles possibilités de produire ce qui peut être utile, de nouveaux besoins qui puissent être satisfaits.

Il faut rechercher et mettre en valeur les atouts locaux. Nous avons déjà rencontré tout cela.

Il faudrait former des animateurs qui sachent comment entraîner les autres vers le progrès. Donner une formation économique aux instituteurs serait fécond.

Le développement, c'est la multiplication, la diversification des métiers et des fonctions de sorte que chacune puisse s'exercer par des personnes mieux préparées, mieux équipées, donc plus productives et que les échanges se multiplient.

Mais ces métiers n'apparaissent pas au hasard. La culture de la terre et le commerce primitif sont à l'origine des villages. Le boulanger, les artisans apparaîtront plus tard, d'abord associés à la culture, comme compléments de ressources. Le médecin, l'instituteur nécessitent des sociétés plus aisées, plus complexes. L'oculiste, le journaliste, le professeur d'université viendront...

Existe-t-il des études de l'ordre très approximatif d'apparition des fonctions et professions, des conditions qui les rendent possibles ? Ce pourrait être, pour l'économie du développement, pour la formation des animateurs, des instituteurs, de précieux indices pour chercher, dans quel cas, quels progrès sont possibles, tout progrès rendant à son tour possible d'autres progrès.

Voici quelques réflexions sur deux thèmes essentiels : ce qui contribue à la croissance et le rôle de l'aide, de la solidarité internationale.

Existe-t-il une étude objectivement critique de la politique internationale d'aide au développement ? Tâche difficile mais qui pourrait être féconde. Comment en sortirait l'idée reçue que c'est la liberté des échanges et l'immersion dans le marché mondial, quoi qu'il en coûte du point de vue social, qui est la seule méthode efficace pour s'en sortir comme les fameux « dragons », l'Indonésie, Hong Kong, Taïwan, la Corée du sud ? Ces exemples sont impressionnants mais quel est leur passif et surtout, sont-ils généralisables ? Ne sont-ils pas comme les premiers de la course qui, pour éviter qu'on leur impose un handicap, conseillent à tous les autres de faire comme eux pour être comme eux les premiers. Ce n'est pas possible.

D'autres pays ont misé sur des modèles plus ou moins marxistes ou dirigistes, tel le fameux « socialisme africain » qui s'est révélé fort décevant.

Qu'est devenue l'aide internationale au développement ? Comment a-t-elle été attribuée ? Quelle part est allée à des projets grandioses et inadaptés qui ont surtout servi les vendeurs d'équipements ? Quelle part est allée au soutien de gouvernants corrompus qui méprisaient les droits

de l'homme ? Quelle part a vraiment stimulé le progrès des foules désireuses de progresser et les a efficacement aidées à se mettre au travail ?

Le modèle historique d'une aide efficace au développement, c'est le plan Marshall qui, au lendemain de la guerre 1939-45 a aidé l'Europe a redémarrer.

Ce furent des dons généreux, mais les conditions en furent remarquables. Des aides massives furent offertes tant aux vainqueurs qu'aux vaincus, mais à une condition : qu'ils s'entendent pour se les répartir. La réponse fut la fondation de l'Organisation Européenne de Coopération Economique. Elle ne se contenta pas de trouver des accords pour répartir l'aide mais organisa le dialogue sur les plans de reconstruction et de modernisation, chaque pays choisissant sa voie : alors qu'en France le plan Monnet misait sur les activités de base, énergie, ciment, ,acier, l'Allemagne centrait son effort sur les industries d'exportation. L'O.E.C.E. obtint entre ses membres un abaissement progressif des obstacles aux échanges. Elle prépara le terrain pour l'Europe unie.

Cela, c'est de l'aide efficace.

Une part très importante de l'aide au Tiers-monde est consacrée à des projets plus ou moins spectaculaires, à des techniques parfois d'avant-garde susceptibles d'être concurrentielles sur le marché mondial. Elles utilisent peu de main d'œuvre et ont besoin de techniciens, de capitaux, d'une direction venue d'ailleurs, les habitants du pays ne fournissant qu'une main d'œuvre peu qualifiée.

Est-ce la bonne approche ?

La méthode de développement de l'Association de la sœur Emmanuelle, ASMAE, 26 Bd de Strasbourg à Paris, est de très grande portée. Elle a, je pense, le record du rapport entre efficacité et sommes dépensées. Je l'ai découverte presque par hasard. On ne m'a rien demandé mais j'aimerais pouvoir faire connaître et imiter son modèle de développement.

La méthode est née sur le terrain avec les chiffonniers du Caire et pratiquement sans argent. Elle mise sur la résilience chère à B. Cyrulnik, c'est-à-dire la faculté qu'a l'individu traumatisé de trouver en lui les ressources nécessaires pour s'en sortir.

Un slogan : « chaque enfant à l'école est une victoire ». Les envoyés de l'association en Egypte, au Soudan, au Burkina Faso, à Madagascar, au Liban, en Inde, aux Philippines, mais aussi en France, s'efforcent de décider les parents à scolariser les enfants, de les y aider, de les intéresser à l'hygiène. Ils suscitent la multiplication des associations d'entraide et de développement, les aident à les bien gérer. La formation professionnelle prépare la recherche et le soutien, avec des crédits très

modestes, des projets d'activités à ras de terre : construction, menuiserie, électricité, premiers soins et prévention sanitaire, couture, cordonnerie, réparation de bicyclettes, réfrigération, etc. Dans des camps de réfugiés, 785 jeunes ont reçu ce genre de formation et 80% d'entre eux ont trouvé une activité, indépendante ou salariée. Des échanges d'expérience, des formations d'animateurs permettent de faire tâche d'huile. Le but : faire jaillir des initiatives locales et les accompagner.

30 professionnels, 200 bénévoles, un budget de 2,7 millions d'euros financé par 90% de dons privés ont permis de participer activement à des programmes qui touchent 70 000 enfants démunis.

Qui dit mieux ?

Comment animer le développement du Tiers-monde ?

Les drames du tiers monde, la misère, la faim sont des défis qu'il faut relever.

Ce n'est pas simple, car ces pays où la main d'œuvre abonde, où l'emploi est rare, sont des concurrents redoutés. Ils ne sont pas, la plupart du temps, des techniciens de haute qualité, des plus productifs et des mieux rétribués. Ils le sont avant tout des plus pauvres, des plus vulnérables.

Le développement du Tiers-monde, c'est, en contrepartie, la délocalisation des activités de main d'œuvre, des industries textiles entre autres. L'atout de ces pauvres gens, c'est qu'ils peuvent produire moins cher parce qu'ils se contentent, faute de mieux, de salaires de misère.

Quand nos ouvriers ou nos syndicalistes redoutent « le dumping social » une pression sur leurs salaires, ils soulèvent un véritable problème.

On veut bien, à grand peine, aider par des dons ou des prêts qui ont bien des chances, un jour ou l'autre, de se transformer en dons parce que la dette est devenue insupportable. En revanche, ouvrir nos marchés à leurs produits, à leur concurrence, ce qu'ils réclament depuis longtemps (Trade, not aid), c'est une autre histoire.

Est-ce insoluble ? Non. Une des meilleures approches, et il y a en ces domaines des expériences qui semblent positives même si l'étude de leurs effets a besoin d'être approfondie, c'est l'ouverture progressive. On ouvre les portes en se réservant le droit, en cas d'invasion, de les refermer pour un temps. C'est le mécanisme des « clauses de sauvegarde » qui a facilité, notamment dans la Communauté européenne, une ouverture sans drames de marchés très sensibles.

Comment a fonctionné, en fait, l'accord multifibre ? Il semble qu'il ait contribué au développement de nombre de pays. Il a exercé une pression progressive sur les industries textiles des pays développés et

provoqué la fermeture de nombreuses entreprises mais à un rythme tel que des reconversions nécessaires ont été possibles. Ont-elle eu lieu ? Des occasions ont-elles été manquées ? Pourquoi ? A-t-on des études précises ?

Si, par exemple, on se met d'accord pour permettre la libre importation d'un produit sensible à condition que les importations ne progressent pas de plus de 10% par an, on doit arriver, au bout de peu d'années à une liberté des échanges, mais on évitera des invasions brutales obligeant à fermer immédiatement des pans de l'industrie, en mettant au chômage de nombreux ouvriers.

Si le progrès des importations est contenu à un rythme acceptable, eux qui subiront la concurrence, sachant qu'elle va continuer, auront le temps de rechercher, de mettre en place des moyens de se reconvertir, de trouver, pour le personnel menacé de chômage, d'autres activités. Et il arrivera assez souvent qu'obligés de remplacer des activités trop faciles par d'autres plus sophistiquées, tout le monde y gagne.

La concurrence brutale qui bouscule, déséquilibre et fait des dégâts, modérée, contenue, raisonnablement étalée, c'est l'un des meilleurs stimulants du progrès.

Limiter, espacer le progrès des importations, n'est pas que le moyen d'éviter des difficultés graves ; c'est aussi une invitation à rechercher des solutions plus satisfaisantes.

Il faut alors, par une politique de recherche et d'animation, explorer les possibilités de solutions constructives qui peuvent se situer à la fois dans le pays qui exporte et dans celui qui importe.

Un pays qui exporte peut s'efforcer de diversifier son activité, son progrès pour prendre sa place progressivement sans poser aux concurrents des problèmes insolubles donc sans essuyer de blocages.

Un pays dynamique peut travailler davantage pour son marché intérieur afin d'y faire progresser le niveau de vie. Il peut adopter une politique commerciale moins agressive en relevant ses prix et si possible le salaire de ses ouvriers. Si ces prix sont bien calculés, ils seront assez bas pour élargir le débouché, stimuler les exportations ; mais assez hauts pour que leur offre ne provoque pas chez les concurrents du pays importateur une déroute, un désordre mais un repli en bon ordre, une reconversion. Le pays importateur protégé par la clause de sauvegarde contre une concurrence trop brutale mais sachant qu'elle va diminuer et qu'il faut s'adapter, va chercher soit comment améliorer sa qualité et sa commercialisation, soit comment explorer les marchés pour y trouver d'autres activités.

C'est ainsi par exemple, si je me souviens bien, qu'ont agi les fabricants de toile de jute quand les producteurs du Bangladesh se sont mis à tisser eux-mêmes. Ils ont cherché des productions plus sophistiquées,

moins concurrencées, notamment du côté des fils, et en ont trouvé, chez leurs clients connus, notamment les pêcheurs. Le développement fait l'objet d'efforts intenses mais, semble-t-il, mal coordonnés, pas assez étudiés, concurrents les uns des autres.

Ne serait-il pas utile de créer un carrefour mondial du développement qui permettrait à ceux qui y travaillent de mieux coordonner leurs efforts, de cultiver des complémentarités fécondes ?

Pour l'observateur intéressé, il semble que les idées, les méthodes actuelles qui doivent conduire à mieux équilibrer l'économie mondiale aient besoin de beaucoup évoluer.

Les méthodes actuelles de recherche du développement ont besoin d'être passées au crible. Le Fond monétaire s'efforce à juste titre de détourner les pays qui veulent de développer d'un recours déraisonnable à l'inflation et au crédit international, mais il ne semble pas qu'il associe ses pressions pour une politique plus stricte une aide qui suscite des protestations véhémentes et d'incontestables souffrances, des techniques pour aider à rééquilibrer les budgets de façon saine et acceptable dont on n'entend guère parler. S'il le fa Les clauses de sauvegarde doivent être acceptées de part et d'autre.

Les plus pauvres sont-ils condamnés à le rester ? Non. Ils ont des atouts précieux. Alors que ceux qui sont à l'avant-garde du progrès doivent défricher le chemin, découvrir des voies nouvelles sans y être aidés, ceux qui rattrapent ont sous les yeux des modèles, des instructeurs qui peuvent les former, des aides qui ont les moyens de leur faciliter la tâche. Même s'il n'ont pas envie de copier intégralement ce qu'ont fait les autres, rattraper un retard est plus facile qu'innover.

Il est éloquent, le prodigieux exemple du Japon qui s'est ouvert aux techniques occidentales, qui a beaucoup appris et qui a su, sur bien des points, dépassés ses maîtres.

Les plus riches ont eux-aussi bien des occasions de perdre. Les risques d'entreprise ou de bourse qu'ils assument, et sans lesquels il est souvent impossible de garder un avoir, conduisent souvent à l'insolvabilité, à la faillite qui fait vendre les biens à vil prix, les héritiers abusifs qui « flambent » les ressources reçues ou sont incapables de les gérer, laminent les fortunes. Il est des fortunes qui franchissent les générations, mais combien d'autres s'évanouissent discrètement ! On parle des nouveaux riches. Rarement des anciens riches.

Lieu de synthèse, il aurait de multiples antennes. La recherche des meilleures méthodes, des meilleures expériences de développement et leurs incidences sur les autres pays. Diagnostic et leçons des échecs. Confrontation des plans de développement des différents pays et analyse de leurs incidences les uns sur les autres pour éviter des

concurrences excessives, rechercher les complémentarités qui sont la clé du progrès, faire profiter les uns des idées des autres. « Si tu me donnes un dollar et que je te donne un dollar, disent les Américains, nous aurons chacun un dollar ». Si tu me donnes une idée et que je te donne une idée, nous aurons chacun deux idées. Ce devrait être un lieu plaisant, incitant à la fois à l'optimisme et au travail, une sorte de terre féconde où mûriraient les plans et les projets.

Ce serait aussi un lieu où l'on négocierait des contrats, des répartitions de tâches, des échanges équilibrés, des crédits, des compétences, etc. Ce serait un centre d'information où s'élaboreraient et d'où se diffuseraient des informations susceptibles d'intéresser profondément à la grande tâche du développement, d'en faire l'un des objectifs majeurs des politiques. Il faudrait pour cela bien situer les difficultés, les efforts entrepris, les incertitudes, les succès et les échecs, mettre en valeur les initiatives, les personnes et les gouvernements qui contribuent à des succès.

Vaste tâche qui exigera des équipes nombreuses et coûteuses de fonctionnaires internationaux ? Pas forcément. Une très large part de ces tâches sont du ressort d'institutions existantes dont on pourrait mieux utiliser, infléchir l'action. Elles pourraient prêter des fonctionnaires. Une partie importante du travail pourrait être faite par des personnes prêtées par des institutions, par les pays concernés, par des entreprises et associations. Elles y trouveraient l'occasion de mettre en valeur l'action de ceux qui les auraient envoyées, de la mieux situer dans l'ensemble des actions de développement, de préparer des coopérations efficaces, etc.

De cette manière ou d'une autre, la synthèse, la coordination des efforts vers un développement équilibré du monde est une tâche essentielle, urgente, et reste à faire.

Il en va de même des peuples. L'histoire évoque l'aventure de ceux qui, tour à tour, ont été les plus forts, puis ont connu le déclin et cédé la vedette.

En revanche, tout ce qui attise l'hostilité, l'incommunicabilité, l'affrontement entre les uns et les autres rend plus difficile le progrès de ceux qui ont un retard à combler.

L'ombrageuse souveraineté des habitants sur les ressources naturelles ne conduit-elle pas trop souvent à des abus de souveraineté ?

Il faudrait étudier une charte les définissant, justifiant une contrainte internationale. Un tribunal pourrait-il être habilité à recevoir les plaintes et le cas échéant, à définir le contenu et les limites d'un mandat d'intervention.

Il n'est pas facile de préciser dans quels cas le contrôle des richesses naturelles conduit à des pratiques abusives mais les déportations et

purifications ethniques, certaines persécutions entreraient dans ce cadre.

Le problème des réfugiés est l'un des plus dramatiques du Tiers-monde. Ils s'entassent dans des camps et l'on ne semble pas apercevoir le moyen de leur offrir une issue. Une autre piste serait d'essayer de faire évoluer ces camps pour en faire des villes équilibrées, un peu à la manière que j'ai évoquée à propos des bidonvilles.

Comment offrir à tous les peuples la possibilité de progresser à un rythme raisonnable ? De construire une économie efficace et correctement répartie ? C'est un défi de notre temps. Il n'y a pas si longtemps qu'on en a pris conscience, qu'on cherche d'autres solutions que la colonisation. N'y a-t-il pas en ce domaine encore beaucoup à chercher ? Qu'en pensez-vous ?

Sur le progrès social, que conclure ?

Comment concluriez-vous cette seconde partie consacrée à des questions sur le progrès social ?

Peut-on admettre que la clé du progrès social durable, c'est la valorisation du travail des moins bien pourvus, que les lois sur le minimum de salaires sont une solution qui améliore la situation de ceux qui ont un emploi, mais qu'elles comportent des effets pervers : elles conduisent à l'exclusion des moins productifs.

Le progrès social exige une recherche sur les initiatives qui utilisent le mieux le travail et les possibilités des moins bien pourvus. Cette recherche doit être relayée par une animation pour que leur apport soit utilisé, conduise à des initiatives fécondes, non seulement en matière de production, d'organisation du travail, mais aussi de formation. Cette animation doit aider à mieux apprécier, donc à mieux payer, l'apport des moins bien placés.

Le progrès social est-il condamné à être un terrain d'affrontements, une conquête plus ou moins violente et qui passe par la contrainte ? Qu'en pensez-vous ?

L'essentiel n'est-il pas d'en bien choisir les objectifs : non pas l'égalité ni le respect de droits inconditionnels à une redistribution des biens, mais une répartition plus correcte, mieux négociée des fruits de l'activité économique. Il comporte une aide aussi efficace que possible à ceux qui, malgré les difficultés, essaient de progresser non pas au détriment des autres mais en coopérant au progrès d'ensemble. C'est vrai pour ceux qui travaillent, vrai pour les plus pauvres et c'est vrai pour le Tiers-monde, c'est vrai pour tout le monde.

Troisième partie

QU'EST-CE QUI PEUT CONTRIBUER A UN VRAI PROGRES ECONOMIQUE ?

L'économie n'est pas isolée. Notre troisième partie débordera son domaine, posera quelques vastes questions, offrira des thèmes de recherche. Nous tenterons de les situer tout en sachant qu'ils dépassent très largement nos possibilités.

N'est-t-il pas nécessaire de revoir la façon dont on enseigne l'économie, dont on prépare les jeunes à la vie ?

Peut-elle être paisible et constructive quand la démocratie s'est égarée dans des formes où l'affrontement prime la construction ?

La justice civile qui assure le respect des règles du jeu peut-elle être plus rapide et moins coûteuse ? La justice pénale pourrait-elle donner plus de place aux sanctions qui incitent à construire, à s'adapter ?

La culture, y compris la morale, peut-elle, sans inconvénients, dire n'importe quoi ?

Comment la recherche et l'information peuvent-elles efficacement jouer leur rôle dans la construction d'une économie qui apporte plus largement le bonheur ?

Essayons... J'introduirai le sujet, esquisserai des réponses et puis...à vous de jouer.

Chapitre XII

Faut-il enseigner autrement l'économie ?

Les deux premières parties nous ont offert de multiples occasions de remettre en question les doctrines économiques telles qu'on les enseigne, telles qu'on les pratique. Une réflexion d'ensemble est nécessaire pour améliorer l'enseignement et la recherche.

La décrire serait trop audacieux. Nous nous contenterons de regrouper autour de quelques termes sensibles des remarques plus ou moins disparates et qui, souvent, insisteront sur des thèmes déjà rencontrés.

AGRESSIVITE. Dans les écoles où l'on veut préparer l'excellence, le dynamisme, la combativité est enseignée comme une valeur essentielle et la place qu'elle tient dans l'enseignement des économistes est excessive.

Quand on entend dire au 20 heures (4.21.04) non seulement que notre monde n'est pas gentil, mais que la nouvelle guerre mondiale est économique et qu'on s'y prépare dans une « Ecole de guerre économique », qu'il y est question d'espionnage, portant sur les procédés mais aussi sur les personnes, on frémit. Coups tordus, corruptions, agitation des groupes ethniques, guerres civiles...

Peut-on efficacement s'opposer à ces dérives, à ces obsessions, à ces pratiques odieuses ou criminelles ?

Sans aller jusque là, nombreux sont ceux qui se servent de leurs opinions comme d'une arme pour exclure, pour vilipender, pour diviser, pour se réserver ou réserver à leurs amis le pouvoir de contraindre. Ce peut être, c'est souvent au début, et c'est trop souvent en fin de compte, afin de réaliser leur idéal. Ce peut être afin de se réserver et de conserver les avantages du pouvoir, de trouver le chemin d'ascensions sociales vertigineuses. Il arrive trop souvent que l'idéal du début dérape progressivement...

ARGENT. Il est important d'avoir de l'argent une idée saine. Autour du « fric » se sont développés toutes sortes de schémas négatifs, péjoratifs, qui empêchent d'utiliser sainement le remarquable outil de progrès qu'est l'argent.

L'argent, quand on n'en a pas, est un problème essentiel : comment gagner sa vie ?

Quand on en a, c'est une facilité mais c'est aussi un problème même s'il se pose en des termes différents.

Il est peu fréquent qu'on en ait assez pour n'avoir pas à gagner sa vie. Il peut aider à la gagner mais ce n'est pas facile.

Le garder non plus. On peut certes le faire fructifier en le plaçant bien, ce qui semble facile après coup, mais avant, c'est aléatoire. On écrit parfois l'histoire des fortunes qui se sont développées au fil des temps, jamais celle des fortunes, bien plus nombreuses, qui ont disparu, victimes de l'inflation, de l'érosion fiscale, des faillites, des mutations technologiques, des placements décevants, des accidents et maladies, des escroqueries, des disputes et procès... La fable du savetier et du financier n'est pas un vain sermon.

Pour ceux qui en ont reçu en héritage ou gagné, l'argent est certes une facilité mais c'est aussi une responsabilité : qu'en avons-nous fait ? Responsabilité envers ceux qui ont travaillé et épargné pour nous le transmettre, envers nos enfants, envers l'estime que nous avons de nous-mêmes.

L'argent a la valeur de ce qu'on en fait.

CONCURRENCE. Parmi les causes de l'essor de nos économies, il ne faut pas oublier l'apport ancestral des solutions de bon sens. Le commerce, les contrats, la volonté et la nécessité de nourrir sa famille, ce sont des mécanismes essentiels qui n'ont pas attendu les dissertations des économistes pour se mettre en place. Allez sur les marchés. L'échange s'y fait paisiblement, dans la bonne humeur. La concurrence est paisible, arbitrée, sans débat ni problème, par les clients. Dans une multitude d'usines et d'ateliers, l'atmosphère est sympathique et l'efficacité s'en ressent.

Certes, mais les semeurs d'agressivité sont très actifs et c'est sur eux que se dirigent les projecteurs de l'actualité. Ce sont eux qui tiennent la vedette.

CONVERGENCES. Ne voir parmi ceux qui s'efforcent de trouver les voies du progrès que ceux qui poussent leur recherche, leur volonté de faire triompher leur point de vue, d'obtenir le pouvoir, jusqu'à l'excès, jusqu'à la violence, est néfaste. Ils existent, hélas, mais, heureusement, ils ne sont pas les plus nombreux. On peut réprocher, empêcher de nuire les obsédés de l'affrontement, et apprécier ce qu'apporte les modérés des différentes tendances. Les libéraux ont montré les services que peuvent apporter la liberté d'entreprendre, la responsabilité personnelle, concrète, financière, en gain et en perte, le marché et la concurrence loyale. Les socialistes ont montré les dangers d'une liberté illimitée, la nécessité d'aider les plus mal placés à acquérir le nécessaire, la possibilité de redistributions modérées, les responsabilités de l'Etat et ses moyens d'agir.

Oui, mais ces recherches raisonnables, fécondes, ne sont pas incompatibles entre elles comme les prises de position radicales, doctrinaires, passionnelles. Elles peuvent, sans renier les valeurs dont elles sont porteuses, s'ouvrir au vrai dialogue, à la recherche de solutions équilibrées, à l'accord pour confier des possibilités d'agir à des personnes qui ont prouvé leur volonté et leur capacité d'en faire bon usage, d'unir au lieu de diviser, de faire converger les efforts pour un progrès aussi correctement réparti que possible.

Et savoir faire travailler ensemble des personnes de sensibilité, d'expérience et de relations différentes, c'est l'art de l'animateur.

Jean Monnet y excellait et c'est à ce talent que nous devons l'Europe unie.

CONCURRENCE ET CONVERGENCE

La concurrence remplace. La convergence conjugue. C'est la différence entre addition et soustraction .

La concurrence fait progresser de la différence entre ce qui existait et ce qui le remplace. Elle risque de mettre au chômage le vaincu. Certes, celui ci peut réagir, trouver une autre manière de gagner sa vie, ce qui rétablira la cohérence, mais c'est loin d'être toujours le cas.

La cohérence existe quand tout ce qui est produit est utilisé dans des conditions raisonnablement satisfaisante tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Une entreprise nouvelle peut être concurrente ou innovante, ou encore se situer entre les deux. La concurrente est celle qui remplace une autre activité. Normalement, elle apporte un progrès, mais il n'est que la différence entre ce qu'elle offre et ce qu'offrait la concurrence éliminée.

L'entreprise innovante, c'est celle qui offre des produits ou des services nouveaux, et trouve des clients qui, pour se les procurer, travaillent davantage ou mieux. Elle contribue beaucoup plus efficacement au progrès, à la croissance, dans une atmosphère plus paisible.

Le culte de la concurrence, hérité des purs libéraux et qui est devenu la règle des organisations internationales et notamment de l'Union européenne, a besoin d'être sérieusement recadré

CROISSANCE. Le vrai moyen de créer durablement de l'emploi et de la croissance, c'est

- susciter des initiatives qui conduisent, à tous les niveaux, à la fois à produire plus ce qui est demandé, ce qui n'est pas toujours ce qu'on a envie de produire,

- consommer davantage ce qui est offert, ou qui peut l'être si l'on s'entend.

DEVELOPPEMENT LOCAL. Il y aurait, c'est évident, beaucoup de possibilités à redécouvrir, et surtout des possibilités d'emploi et de développement au niveau local et régional, mais le bon sens, vraiment, à notre époque, c'est dépassé !

Quand on veut politiquement quelque chose, plus besoin de savoir à quelles conditions c'est possible. Tout est question de rapport de forces, de pouvoir obtenu pas toujours en disant le vrai.

Autrefois les bons ouvriers ajustaient les mécanismes au centième de millimètre. Le rapport de forces, c'est la mécanique à coups de marteau. Et le reste, on ne veut pas le savoir.

CAPITALISME. C'est la doctrine qui donne dans l'entreprise la totalité du pouvoir de décider aux détenteurs du capital, à ceux qui assument les risques financiers, bons ou mauvais.

Ce pouvoir a pour contrepartie la nécessité de garder dans l'entreprise des relations qui ne soient pas incompatibles avec la production et de produire à des conditions acceptables pour les clients.

Cette concentration du pouvoir aux mains des détenteurs du capital est considérée par les marxistes comme une aliénation, la production n'étant que le fruit du travail. « Telle est la constitution économique de toute notre société actuelle. C'est la classe laborieuse seule qui produit toutes les richesses » écrivait Friedrich Engels et l'Humanité inscrivait encore cette affirmation en tête de l'un de ses numéros (16.12.2004).

DETTES. « Les dettes ne sont pas faites pour être remboursées », disent certains. Ce n'est pas faux à 100%. Quand Bismarck a utilisé une partie de 5 milliards-or de l'indemnité de guerre française à rembourser les rentiers, ceux-ci, désorientés, achetèrent des titres spéculatifs et ce fut l'une des causes de la crise de 1873.

Une part importante des prêteurs ne veut pas être remboursée mais veut garder sa créance sous forme de titres à la fois rentables et négociables, qu'il s'agisse de rentes, d'actions ou d'obligations, de dettes consolidées.

Les gigantesques dettes des USA sont parfaitement insolvables. Les rembourser supposerait un énorme excédent de la balance des paiements américaine avec, pour contrepartie un déficit intolérable de celle des autres pays. La contrepartie de cette dette, c'est le prodigieux équipement de l'économie U.S. Il serait logique que cela conduise à la prise de contrôle par les Japonais, les Chinois, les Taiwanais, de larges

pas de l'économie américaine, associée à une hausse de la Wall Street et à une chute drastique du dollar. La situation actuelle est fort dangereuse...

DIRIGISME. Le dirigisme a conduit à explorer l'efficacité d'une certaine redistribution, de la socialisation de certains risques, à corriger certains caprices de marchés trop sensibles aux variations de l'optimisme ou du désespoir, à briser certains cercles vicieux. Avec ses plans, il a retrouvé la vieille notion scolastique de bien commun qui était étrangère tant aux marxistes qu'aux libéraux. Il l'a malheureusement trop souvent conçue avec les œillères des intérêts politiques, ce qui a, par exemple, entraîné l'URSS à donner une priorité absolue aux dépenses militaires.

ECONOMIE CONTEMPORAINE. N'exagérons rien. Malgré ses inégalités et ses insuffisances, les misères, l'économie actuelle, au moins dans les pays raisonnablement développés, est très remarquable. Elle permet à une multitude de gens dont nous sommes, une vie très enviable, très enviée. Il suffit de voir ce qu'en pense la multitude des candidats à l'immigration.

EPARGNER OU CONSOMMER ?

Pour relancer la machine économique, il faut consommer au lieu d'épargner.

C'est simple, clair, admis par tous. Qui n'est pas d'accord ? Pardon. Moi.

La quasi-totalité de l'épargne est placée, que ce soit à la caisse d'épargne, en actions, en obligations ou en titres d'état. Non ? Et qu'en font les emprunteurs ? Ils la dépensent. C'est pour cela qu'on emprunte. Celui qui casse sa tirelire ne fait que déplacer la demande. Il ne crée pas d'activité.

La France épargne trop ? Vous croyez ? Comment financer sainement les investissements nécessaires à un pays qui veut progresser, quelquefois investir à l'extérieur, et contribuer un peu au développement, sinon par l'épargne ? 16% du P.I.B., est ce un chiffre déraisonnable ? Vaudrait-il mieux comme les Etats-Unis, épargner moins de 2% et ponctionner une large part de l'épargne mondiale, compter sur des acrobaties monétaires ?

ECONOMIE DE BON SENS. Si la bonne entente et la convergence des efforts ne semblent pas des thèmes chers aux théoriciens de l'économie, Dieu merci, le bon sens y supplée assez souvent. Nombreux sont les entreprises, les chantiers où l'on s'entend bien, où l'on progresse ensemble. Sur beaucoup de marchés, la concurrence réelle, efficace est parfaitement acceptée dans la bonne humeur.

EMPLOI. L'emploi, le développement ne figurent pas dans les préoccupations des purs libéraux. Ils pensent qu'il résultera du libre jeu, de la libre recherche du profit, de l'égoïsme sacré des acteurs économiques, que l'intérêt commun n'est que la somme des intérêts particuliers. Ce n'est pas vrai parce que, dans cette perspective, la majorité des intérêts n'a pratiquement pas de moyens de se faire valoir, sinon en bloquant la machine par des grèves, par son pouvoir de nuire.

Le libéralisme s'est radicalisé en capitalisme qui ne reconnaît comme pouvoir que celui des détenteurs du capital. Il a eu pour contrepartie la lutte des classes.

FAUX DIALOGUE. Les vertus du dialogue, de la diplomatie, on nous en rabat les oreilles. Les entreprises apprécient les bons négociateurs et les notaires élaborent et pérennisent des multitudes de contrats basés sur l'intérêt commun.

Oui mais quelle est la part des faux dialogues, de ceux où l'on cherche à faire l'économie d'un conflit coûteux tout en s'efforçant de contraindre l'autre à accepter ce qu'il ne veut pas.

Bergson disait à juste titre que le progrès technique appelait « un supplément d'âme ». La peur de la bombe atomique, le développement d'un terrorisme dont la pauvreté et les inégalités sont des causes importantes sinon les seules obligent à repenser l'économie en même temps que la politique, à rechercher les moyens d'éliminer les causes de tensions et de guerres.

INFLATION. Les monétaristes, qui insistent sur le rapport entre la masse monétaire et la hausse des prix, ont souvent mal prévu ce qui allait arriver. Une débauche de liquidités absorbait les dollars en excédent.

L'excès de liquidité jouait sur le prix des actifs, provoquant, selon les modes et les fluctuations de la confiance, des liquidités créées par une politique très souple des banques centrales, des cours de bourse élevés, capricieux, inquiétants. Cette situation s'est révélée, vers la fin du 2e millénaire et au début du troisième, compatible avec une relative stabilité des prix.

Christian de Boissieu (Figaro 18.4.05) montrait à juste titre que bien d'autres éléments avaient assoupli cette relation. La remarquable hausse de la productivité réduisait les coûts et donnait confiance, alors qu'un chômage tenace pesait sur les salaires et qu'une concurrence intense pesait sur les prix. Le Japon et la Chine compensaient les déficits américains en amassant des dollars.

L'inflation porte sur le prix des actifs, formant, au gré des modes, des « bulles » qui éclatent périodiquement sur les marchés boursiers ou sur l'immobilier. Jusqu'ici, elles ont été absorbées sans drame planétaire.

Dans quelle mesure cela peut-il durer ? L'un des plus célèbres et des plus efficaces monétaristes, Jacques Rueff, à qui l'on doit le spectaculaire et durable redressement du franc en 1958, prévoyait, dans des articles publiés en 1961, une terrible crise. Elle s'est, en effet, déclenchée en 1973, mais, entre temps, on avait vécu les remarquables années d'or, les « golden sixties ».

Que sera la suite ? Jusqu'où les pays du sud est asiatique continueront-ils à soutenir le dollar en accumulant des créances qui semblent promises à une gigantesque faillite plus ou moins déguisée ? Quand les banques centrales, sentant les monnaies menacées, augmenteront les taux d'intérêt prenant à la gorge les débiteurs imprudents ? Qui le sait ?

JUSTE MESURE. Un thème qui pourrait être fécond serait la recherche, avec exemples et expériences, des critères de la juste mesure entre des excès opposés.

Et d'abord entre la concurrence comparative, saine, stimulante, et celle qui est agressive, hostile, destructrice.

Juste mesure entre l'autorité nécessaire qui décide à temps, prend et assume les responsabilités, et assure la sécurité de ceux qui la respectent et, d'autre part, le dialogue qui prend en compte les différents points de vue, qui négocie, prend le temps de chercher les meilleures solutions et de les faire accepter.

Juste mesure entre le laisser faire et l'étatisme, entre la discrétion utile dans certaines circonstances et l'information qui permet de se comprendre, de négocier vraiment et de prendre de meilleures décisions, entre la contrainte et l'incitation, entre l'aide efficace et la résignation à l'assistanat qui dissuade de travailler, de s'adapter, de s'entendre, qui pousse à la mendicité directe ou déguisée, etc.

KEYNES. La nébuleuse qui s'inspire de Keynes et de toutes sortes de dirigisme a remis en question les règles trop rigides de la vie économique, de la gestion monétaire, montré des possibilités nouvelles et permis d'incontestables progrès.

Les recherches inspirées de Keynes ont montré que, dans une certaine mesure, on pouvait jouer de la monnaie pour régulariser la conjoncture, que les dettes n'étaient pas toujours faites pour être remboursées mais qu'une part raisonnable avait vocation de devenir des investissements stables, des valeurs de portefeuille.

Elles ont assoupli les limites du possible, du permis mais, c'est très souvent le cas, quand on relative une limite, on n'arrive pas à en définir une meilleure. Les abus de la gestion keynésienne ont gravement fragilisé nos économies.

L'apport du libéralisme au progrès économique a été énorme. Quand vous dites à la cantonade : « Enrichissez-vous et pour cela, soyez les meilleurs, les plus forts » vous mobilisez de puissantes énergies qui contribuent au progrès. Ceux qui cherchent à s'enrichir, ceux qui ont gagné de l'argent ont besoin des autres et leur donnent du travail soit dans leurs entreprises, soit comme domestiques. L'effort pour dominer la concurrence par l'innovation, par la productivité est souvent fécond. Le libéralisme a, en prônant justement la liberté des échanges, débarrassé les obstacles qui s'y opposaient. Cet effort a ses dérives mais il a beaucoup apporté à ceux qui ont su, qui ont pu en jouer le jeu... Ce sont les autres qui posent problème.

Du libéralisme, il faut retenir : que la concurrence est un remarquable stimulant, que le marché est un excellent régulateur de la vie économique, un moyen de sélectionner ceux qui produisent le mieux au meilleur prix pour le plus grand profit des acheteurs, que la liberté est nécessaire au progrès, que le profit est probablement la meilleure mesure connue du service rendu, qu'il faut laisser le maximum de possibilités de décision à celui qui prend le risque pécuniaire, que l'accumulation du capital grâce à l'épargne est ce qui permet d'investir et que l'investissement, en rendant plus productif le travail, profite aux travailleurs en même temps qu'aux investisseurs. Ce sont de précieuses leçons et ceux qui en ont profité font la course en tête.

Pourquoi, alors, faut-il dépasser le libéralisme ?

Parce que la liberté ne suffit pas à construire une société acceptable pour tous. Elle donne libre cours aux plus forts mais ne cesse d'accroître les inégalités. Le libéralisme pur ne conduit pas vers une société cohérente.

Exaltant la concurrence, il conduit à l'agressivité. Les nations libres guidées par leurs seuls intérêts se sont fait des guerres de plus en plus atroces. Quand on a trouvé le moyen de charger un organe de situer leurs intérêts communs, de mettre en valeur ceux de leurs intérêts qui convergent – c'est le rôle de la Commission européenne – la voie de la paix a été trouvée et un formidable essor s'en est suivi.

LOGIQUE DE COMPTABLE. Beaucoup de revendications supposent qu'il ne faut pas se préoccuper d'« une logique de comptable », qu'il y a quelque part de l'argent que pourraient « débloquer » ceux qui ont le pouvoir, qu'il suffirait de faire preuve de volonté politique, d'exprimer "un signal fort", de donner priorité à ce qui les intéresse. Priorité sur quoi ?

Elles sont prodigieusement variées, les périphrases de ceux qui réclament de l'argent sans vouloir employer ce mot barbare, sans chercher au détriment de qui ils veulent le faire prendre !

Toute consommation ou tout équipement doit être payé par quelqu'un de précis. Toute dépense doit être financée par une recette ou prélevée sur le pouvoir d'achat d'autrui, mais ce sont des idées qui semblent s'être égarées.

Au temps où l'on n'avait pas encore inventé « la croissance » venue d'ailleurs, fruit d'acrobaties monétaires et de grandioses programmes mal financés, on savait que, pour vivre mieux, il fallait produire davantage de ce que les gens venaient acheter sur le marché, qu'il fallait offrir ce qui est demandé et demander ce qui est offert. C'est encore vrai, bien sûr, mais on ne le sait plus.

Croire qu'il suffit de consommer davantage pour susciter la production correspondante, c'est prendre ses désirs pour des réalités. Il est fréquent que ce soient les exportateurs étrangers qui profitent de la relance. Nombreux sont ceux qui prétendent qu'il suffit de produire ce qui les arrange, ce qu'ils savent faire, au prix qui leur convient, et de couvrir la dépense par des subventions. Ce n'est pas vrai.

LUTTE DES CLASSES. Pour la plupart des marxistes, la lutte des classes est et doit être le moteur du progrès social. Mais cette idée n'était pas celle de Marx qui déclarait à la fin de sa vie : « Je ne suis pas marxiste ». Pour lui, sociologue de l'histoire, le capitalisme, par sa seule logique, conduirait à la multiplication de pauvres de plus en plus pauvres qui, tout naturellement, très largement majoritaires, prendraient le pouvoir et construiraient une société sans classe.

C'est Lénine qui a préconisé la prise de pouvoir, au besoin violente, par une minorité, la dictature du prolétariat, fruit de la lutte des classes.

LUTTE POUR LA VIE. Dans un livre remarquable « La solidarité chez les plantes, les animaux, les humains » (Fayard 2004), Jean Marie Pelt nous a raconté comment les libéraux anglais, qui étaient alors les plus forts et cherchaient à justifier la concurrence sauvage dont ils tiraient profit ont lu à leur manière les oeuvres de Darwin. Ils y ont négligé tout ce qui évoquait les solidarités, les complémentarités, l'altruisme, les conduites sociales des animaux.

Les services échangés par les abeilles et les papillons qui fécondent les plantes et se nourrissent de leur suc ne sont qu'un des multiples exemples de ces coopérations.

Les libéraux, eux, n'ont retenu que les affrontements, la sélection naturelle, la prétendue loi de la jungle dont ils ont fait, à tort, le moteur

essentiel du progrès. Ils justifiaient ainsi l'élimination des plus faibles « promptement confondus, dans la ligne de pensée de Max Weber, protestant puritain, avec les moins méritants »

Le marxisme a dû admettre qu'une part importante des inégalités n'était pas fatale et qu'il fallait rééquilibrer la place du travail et celle du capital.

MACHINE. La machine, concurrente de l'homme, fait-elle baisser les salaires ? C'est logique dans la mesure où elle le rend moins nécessaire.

Certes, lors de l'heureux temps des O.S, des « ouvriers spécialisés », la machine valorisait le travail d'ouvriers vite formés.

Dans un village, un propriétaire faisait travailler 20 hommes dans ses champs. Si une machine permet de faire le travail avec 5, que va-t-il se passer ?

Peut-être les autres vont-ils défricher, trouver d'autres moyens de gagner leur vie en rendant d'autres services au propriétaire ou à ceux qui ont gardé leur travail, peut-être en échangeant les uns avec les autres.

Mais s'il est généreux et s'ils sont un peu paresseux, persuadés qu'il n'y a rien à faire, ne seront-ils pas des chômeurs et s'ils peuvent l'obtenir, des assistés ?

L'agriculture est un domaine révolutionné par les machines. Les effectifs employés y ont chuté. Des reconversions souvent douloureuses ont été nécessaires et pas toujours réussies, hélas.

Etudie-t-on assez les possibilités de reconversion ? Elles demandent des recherches, une animation qui, bien souvent, ne sont pas à la portée de ceux que concurrencent ou qu'éliminent les machines.

MATURITE. Non. Je n'ose pas écrire que les doctrines économiques qu'on enseigne à grand renfort d'équations et de courbes compliquées ont un aspect infantile, dans la mesure où elles donnent à l'affrontement une place démesurée. Le terme est, bien sûr, très exagéré, très injuste mais je suis sûr que vous me trouverez, vous, un terme mieux adapté. En attendant, celui-ci peut aider à comprendre mon propos.

Les enfants ne savent pas négocier. Quand ils n'ont pas ce qu'ils veulent, ils font des colères, crient ou pleurent. Ils ne savent pas construire, conjuguer leurs efforts avec ceux des autres. Ils veulent qu'on leur donne ce qu'ils veulent, au besoin en le prenant aux autres, en se battant. Ils ne savent pas respecter un accord quand les circonstances ont changé. Quand ils ont perdu, ils prétendent modifier la règle du jeu.

Longtemps la plupart des enfants ne connaîtront que les jeux à somme nulle, ceux dans lesquels, pour gagner, il faut que d'autres perdent, où ce qu'on gagne, il faut que d'autres le perdent.

C'est à mesure qu'on approche de la maturité, une maturité qu'on éveille par l'éducation, quand apparaît la possibilité de vraies discussions où chacun apporte mais aussi concède quelque chose, le sens du travail d'équipe, l'aptitude à écouter, à comprendre le point de vue des autres, à chercher où se situent les intérêts communs, à négocier, puis à respecter des accords.

Et ce progrès vers une vie sociale plus riche et plus harmonieuse passe souvent par l'intervention d'animateurs qui vont aider les partenaires à dépasser leur petit point de vue, proposer des solutions, des jeux mutuellement avantageux, des coopérations fécondes.

L'adolescence est normalement le moment où, progressivement et avec des avancées coupées de reculs, on sort de l'enfance et l'on dégage les aptitudes de la maturité.

Nombreux sont hélas, ceux qui n'accéderont jamais à la maturité. Ce ne sont pas toujours les moins intelligents. Bien des immatures déploient pour assouvir leurs désirs, une force, une persévérance, un courage qui seraient dignes de meilleures causes. Les mafias en sont de brillants exemples. Pourtant, les prises de positions passionnées, obstinées de personnalités débordant d'intelligence et de talent sont parfois très immatures. Penser à la lutte passionnée de tant d'intellectuels pour des bouchers comme Staline et Mao. Pensez entre bien d'autres, à Jean-Paul Sartre qui disait à Raymond Aron, son condisciple : « Toi, tu as trop peur de déconner. » Lui, cela ne lui faisait pas peur.

PESSIMISME. Ils sont pessimistes, nos économistes. Prêcher l'affrontement comme la vraie manière de progresser, est-ce soutenable ? Les plus optimistes d'entre eux sont les libéraux qui prétendent qu'une main invisible transforme en bien commun la somme des égoïsmes. Vous le croyez ?

Heureusement que, souvent, sinon assez souvent, le bon sens prend le dessus, que beaucoup réussissent à conjuguer leurs efforts, à se partager les rôles et à se répartir les gains paisiblement, de façon imparfaite certes mais acceptable, acceptée et féconde, à éviter les conflits ravageurs et à progresser paisiblement.

PLANS LOCAUX DE DEVELOPPEMENT. La politique d'animation déplace les foules en matière culturelle. Elle pourrait, redisons-le, c'est essentiel, être plus efficace en matière économique, si elle était à la fois plus active et mieux ciblée.

On pourrait susciter la mise à l'étude d'une multitude de plans locaux de développement de l'emploi et du bien-être. Ce serait

l'occasion de faire travailler ensemble toutes sortes de « forces vives ». Il ne s'agirait pas, comme d'habitude, de faire la quête aux subventions, aux entreprises subventionnées, d'obtenir et disputer à d'autres des subsides. Il s'agirait d'explorer les atouts locaux disponibles : compétences et main d'œuvre, équipements, traditions et savoir-faire, relations, épargnes, recherches, possibilités de formation, etc. On accueillerait ou susciterait des idées d'activités.

Certes accueillir n'est pas toujours adopter. Parmi ceux qui proposent des idées et surtout, cherchent des aides, il est des aigrefins plus ou moins honnêtes et des rêveurs dont les calculs sont fantaisistes.

Certains peuvent être guidés vers des solutions utiles, d'autres pas.

On chercherait comment aider ceux qui veulent entreprendre, qui ont un bon projet ou une idée à creuser. Il pourrait en résulter un dynamisme, une croissance qui n'attendraient plus la conjoncture internationale.

Il faudrait former des animateurs. Des formations pourraient être proposées à ceux qui ont des responsabilités politiques ou administratives en matière de développement, à leurs collaborateurs et aux personnes intéressées. Formation courte, mais prolongée par des informations - formations - échanges d'expériences réguliers.

PROTECTION. C'est l'un des grands débats de la politique économique. La liberté des échanges procure aux consommateurs les qualités et les prix les plus avantageux. La protection douanière ou plus ou moins déguisée est censée protéger les travailleurs contre la concurrence de ceux qui n'ont pas les mêmes charges, ne respectent pas les mêmes normes. En fait, elle permet à des entreprises peu efficaces de survivre dans la médiocrité. Ceux qui progressent vraiment, tant du point de vue économique que social, sont ceux qui acceptent la concurrence, qui ouvrent leur marché.

Tel est le raisonnement des libéraux, des champions de la croissance et, dans une large mesure, celui des organisations internationales.

De multiples expériences réussies ont montré que ce n'est pas faux. Une étude approfondie des causes de la pauvreté, du chômage, du sous-développement persistant obligerait probablement à nuancer cette approche.

La protection permanente est, sauf dans des cas limites, une mauvaise solution. Provisoire, bien dosée, elle peut avoir un rôle positif dans la naissance d'activités nouvelles, dans la possibilité d'équilibrer et de faire progresser des circuits économiques.

Le démantèlement progressif, annoncé, programmé, des protections douanières et réglementaires, a eu un rôle très positif dans le

renouveau des économies européennes après 1945, dans les progrès de la Communauté européenne, dans le développement du marché mondial.

Quand les importations autorisées augmentent, disons, de 10% l'an, donc doublent tous les sept ans, les entreprises, les travailleurs s'adaptent ou se reconvertissent. En revanche, des invasions soudaines font des dégâts sans laisser le temps nécessaire à l'adaptation.

L'offre des produits au meilleur marché possible, conséquence naturelle du libre échange, n'est intéressante pour le consommateur qu'à condition qu'il puisse gagner de quoi acheter...

Une certaine protection est un outil de politique économique qui peut être nécessaire ou utile, mais qui est à double tranchant.

Vous pourriez soit faire évoluer ces notes, soit ajouter bien d'autres thèmes qui seraient à approfondir pour qu'on puisse mieux enseigner l'économie et préparer les acteurs d'une économie constructive, conviviale.

Chapitre XIII

Stimuler la recherche

La pensée économique est en crise. En face du chômage, de l'exclusion, des conflits destructeurs et affrontements, des excès d'inégalité, du désordre des monnaies, des dettes paralysantes, elle n'offre pas de solutions assez solides pour approcher d'un consensus, pour guider correctement l'action politique, pour faire converger les efforts. Au contraire, l'actuelle cacophonie nourrit, attise les affrontements ou au moins leur sert de prétexte. Elle conduit les uns à démolir ce que font les autres, à titre de revanche.

La hiérarchie administrative peut apporter une bonne division du travail, mais quand les idées ont l'insolence de ne pas venir à celui qui est chargé de les avoir mais à un incompetent...au sens juridique et administratif du terme...elles ont peu de chances d'être prises en compte. Avoir une idée, c'est prétendre que votre chef hiérarchique, que le titulaire de la « compétence » ne l'a pas eue avant vous. Inadmissible, non ?

Il est difficile mais il serait fructueux de mieux suivre l'évolution de la pensée économique. Il faudrait, régulièrement, faire une synthèse des idées dont on discute, notamment dans les colloques, de celles qui inspirent l'action, des questions qu'on se pose...ou qu'on devrait se poser.

Il est très difficile de proposer utilement des idées d'en suivre l'évolution et celle des expériences notamment sur les problèmes récurrents : comment proposer assez d'emplois ? De logements ? Comment financer les dépenses de santé ? De retraite ? De la fonction publique ? Celles des partis politiques ? Comment animer la vie économique ? Former et mettre en position d'agir efficacement des animateurs ? Les informer et coordonner leur action au niveau de plans d'ensemble aux différents niveaux local, régional, national ? Comment permettre aux plus dynamiques de rendre les services dont ils sont capables ? Réduire les inégalités à un niveau supportable ? Ranimer une économie en péril ? Tenir compte des intérêts corporatifs mais les soumettre à l'intérêt général ? Comment traiter l'économie parallèle ? La drogue ? La prostitution ? Les mafias ? etc.

Parmi les recherches à suivre, citons la recherche juridique et tout ce qui concerne les nouvelles formes de contrats. Ils sont les moteurs du

progrès, le moyen de mettre en valeur ce que chacun peut donner et recevoir en échange.

On peut équilibrer un contrat de bien des manières, trouver toutes sortes de contreparties. Le contrat bienveillant, volontairement déséquilibré au profit de la partie la plus faible, est un bon outil de solidarité. Il permet d'aider ceux qui veulent se sortir de peine. Chacun y donne ce qu'il peut, ce qu'il veut donner...même si ce n'est qu'un merci.

Une recherche beaucoup plus intense devrait être centrée sur les moyens de lutter efficacement, durablement, contre la pauvreté, non en multipliant les générosités, les assistances qui laissent croire que le bon moyen, le seul efficace, c'est de quêter, de prouver qu'on ne peut pas s'en sortir autrement. Chercher des moyens de lutte qui permettent à chacun, moyennant un effort raisonnable, de gagner sa vie et celle de sa famille, d'amorcer une ascension sociale.

Pour cela, une collaboration étroite avec les institutions caritatives et humanitaires est nécessaire pour multiplier les études de cas, et chercher de vraies solutions.

Le rôle des fondations et des clubs de réflexion doit être, ce me semble, d'offrir des cadres de dialogue favorables à la recherche.

En guise de dialogue, les chercheurs passent trop de temps, d'énergie, de talent à se contrer les uns les autres, à opposer les thèses, à trouver des raisons de disqualifier ceux qui ont quelque chose à apporter, au lieu de conjuguer leurs efforts.

Les questions à l'étude sont rarement connues, diffusées d'une façon qui permette d'être utiles à ceux qui pourraient apporter des expériences, des idées venues d'autres disciplines, d'autres parcours.

Il est rare qu'on fasse la synthèse des acquis et qu'on en trace les limites, limites qui posent les bonnes questions, qui invitent à travailler.

L'un des problèmes de la recherche est la paternité des découvertes. C'est un terrain d'affrontements qui réduit fortement l'efficacité du travail.

Cela pose plusieurs questions : la collaboration entre professionnels et amateurs, entre chefs et membres des équipes, entre différentes équipes.

Il arrive souvent qu'on ne trouve pas les idées que l'on cherche, mais aussi qu'on en trouve de très intéressantes qu'on ne cherchait pas ou alors qu'on cherchait autre chose.

Les idées sont comme les poules indisciplinées. Elles ne pondent pas toujours dans les niches préparées pour recevoir leurs œufs.

Or, les professionnels ont beaucoup de peine à admettre que des amateurs aient en leur domaine des idées à retenir, à développer, à mettre au point. Ils ont alors l'impression qu'on va les accuser de ne pas faire leur métier, de ne pas justifier l'argent qu'ils gagnent. Or ce sont

eux, la plupart du temps, qui peuvent seuls accueillir, valider les idées nouvelles. Ils auront tendance à disqualifier ce qui vient d'amateurs. Les découvertes de Pasteur, chimiste, qui n'était en médecine qu'un amateur, et qui a dû affronter l'hostilité des professionnels avant de révolutionner la manière de soigner, ne sont que l'exemple le plus spectaculaire de la fécondité possible de la coopération entre amateurs et professionnels. Au moment de leur découverte principale, sur le sujet traité, Einstein et Newton étaient des amateurs. L'un travaillait à l'office fédéral suisse des brevets. L'autre avait quitté l'université. Et pourtant...

On peut en citer bien d'autres...

Il y en aurait sans doute bien davantage si le dialogue entre les uns et les autres était possible, paisible, constructif.

La réaction du chef de service de recherche vis-à-vis de ses subordonnés est analogue.

Les querelles entre équipes de recherche qui se critiquent au lieu de coopérer sont bien connues.

Quel remède ? Ne pourrait-on pas éviter de donner un nom propre à une recherche, à une découverte ? La désigner par sa fonction ? Et sous ce nom, une notice pourrait citer, préciser les différents apports qui ont contribué à la découverte ou qui prennent part à la recherche. Ainsi, chacun des participants pourrait se prévaloir de sa participation à une découverte prestigieuse, la prouver, sans apparaître comme concurrent des autres chercheurs, professionnels ou amateurs.

Les récompenses attribuées à telle découverte mettraient en valeur non pas une vedette mais une équipe.

Il faut encourager l'information sur les progrès de la science, l'histoire de ce progrès. Elles doivent mettre en lumière la coopération des équipes, le rôle et la personnalité de chacun plutôt que de la centrer sur telle ou telle vedette comme si elle avait tout fait.

En effet, il est légitime que chacun souhaite voir son travail reconnu, apprécié, mais en corrélation avec le travail des autres.

Un certain nombre de sujets de recherche devraient être mieux explorés. On en trouve à presque toutes les pages de cet ouvrage. Citons-en encore, en vrac, quelques-uns.

D'abord, identifier les intérêts convergents qui peuvent motiver ceux qui pourraient profiter d'une économie conviviale.

Les moyens d'intégrer les moins aptes dans les processus économiques : formation primitive et complémentaire, présentation efficace des demandes sur le marché du travail, méthodes efficaces de développement ou de reconversion d'une économie locale...

Les études de marché, essentielles pour adapter la production aux besoins solvables, devraient être largement développées et

approfondies. Il ne s'agit pas seulement d'observer les débouchés actuels mais de connaître à la fois leurs limites et les moyens de les élargir en aidant les clients éventuels à mieux gagner leur vie, ce qui pourrait conduire à des techniques de développement utilisables tant dans vos pays qu'au Tiers-monde.

Ne serait-il pas souhaitable de publier souvent, chaque mois peut-être, un « progress report » sur les résultats les plus intéressants de la recherche et aussi sur la manière dont se posent les questions l'étude et les adresses auxquelles on peut correspondre avec les chercheurs, apporter des faits et points de vue, poser des questions ?

L'intérêt du public pour la recherche en profiterait grandement et les chercheurs cesseraient d'être isolés. La recherche serait mieux utilisée.

Chapitre XIV

La démocratie devrait-elle être repensée ?

La démocratie, telle que nous la pratiquons, présente de graves inconvénients. « C'est le pire des régimes...excepté tous les autres », comme disait Churchill. Il n'est pas malsain de chercher comment on pourrait, sans la fausser, améliorer son fonctionnement.

Imaginez un bateau sur lequel l'équipage se diviserait en deux partis opposés qui se disputeraient le gouvernail, la gestion des machines, l'itinéraire et la façon d'éviter les écueils, de réagir aux tempêtes, s'efforceraient de le prendre à l'autre, fût-ce à la suite de votes successifs, comment irait le navire ?

Il n'est pas sain qu'une très large part de l'activité politique consiste à se disputer le pouvoir, que le moyen d'y parvenir soit de contester ceux qui l'exercent et de les empêcher de réussir, de diviser l'opinion, d'opposer les uns aux autres, de pratiquer l'art du slogan et des mots sonores, de lancer à la télévision des projets aussi séduisants qu'invérifiables.

Je ne suis pas tenté de dénigrer les hommes politiques ; journaliste, j'ai vu de près travailler ceux qui ont fait l'Europe et j'ai apprécié leur art de chercher des solutions, de travailler avec des experts, de faire accepter ce qui est nécessaire. Mais ce bon travail, ils ne pouvaient le faire que quand les soucis électoraux n'étaient pas trop pressants. Or les luttes préélectorales ont tout envahi.

Il faudrait que le bon moyen de progresser en politique soit d'avoir remporté d'authentiques succès dans la gestion des pouvoirs qui vous ont été confiés, de savoir participer en équipe à des réalisations constructives, de savoir animer une équipe, de savoir choisir des collaborateurs de valeur, de savoir faire travailler ensemble, dans l'harmonie, des hommes et des femmes ayant des expériences et des sensibilités complémentaires.

Ne serait-il pas plus sain de désigner chaque gouvernement non plus par le nom de son chef mais par un nom d'équipe qui pourrait être choisi ensemble ? Cela mettrait en valeur les aspects communs de l'action.

Certes, il faut un chef pour définir le rôle de chacun, faire mûrir et adopter stratégies et tactiques, trancher quand le dialogue s'enlise, pour entraîner l'ensemble. Pourtant, l'essentiel, c'est l'efficacité d'ensemble, la façon dont chacun renonce à « jouer perso » comme on dit au football, pour privilégier l'action commune.

Un groupe de « sages » ne pourrait-il pas être chargé de publier un rapport aussi objectif que possible sur les candidats ou les partis qui sont des groupes de candidats, sur leurs références, sur leur programme et les problèmes qu'il pose, sur leur position face aux grands problèmes du moment, notamment ceux qui exigeront des sacrifices.

Ce rapport devrait mettre en valeur les actions positives, réalisées dans une atmosphère paisible, constructive, et correctement financées. Il comporterait des remarques ou au moins des questions sur la crédibilité du programme proposé, sur ses conséquences prévisibles.

Croyez en un journaliste qui a très longuement traité des questions très sensibles sans encourir de démentis, il est possible de poser les vrais problèmes en termes objectifs, sinon indiscutables, du moins nettement acceptables.

L'avantage de cette procédure serait d'obliger les candidats à présenter des programmes et des références qui tiennent la route, de s'opposer aux facilités de la démagogie qui fait l'impasse sur les problèmes délicats, notamment le financement.

Ce contrôle valoriserait ceux qui ont fait leurs preuves dans des emplois antérieurs et inciterait les futurs candidats à travailler utilement et à s'abstenir de pratiques qui pourraient leur être reprochées : abus de pouvoir, corruption, mensonges, promesses non tenues.

Cela permettrait, tout en respectant parfaitement la démocratie et le suffrage universel, d'élever la qualité du débat électoral et celle des votes.

Ceux qui doivent prendre de grandes décisions sans avoir le temps ou la possibilité d'en étudier le détail ont naturellement recours à des collaborateurs qui préparent leurs choix. Il est naturel que le choix des électeurs soit, lui aussi, préparé.

Ces collaborateurs ont évidemment un pouvoir important, mais, s'ils en abusent, ils perdent leur crédibilité.

Il faudrait trouver un moyen pour que cet organe mette en valeur les bâtisseurs plutôt que les bagarreurs, les rassembleurs qui savent travailler utilement avec des personnes de tendances et tempéraments très divers, plutôt que ceux dont l'art consiste surtout à critiquer les autres et à les empêcher de travailler, les bons gestionnaires plutôt que les démagogues. Un moyen d'évaluer le sérieux d'un programme, sa précision, sa faisabilité, notamment financière, la manière dont il est tenu compte des coûts et inconvénients.

Difficile, délicat, certes. Impossible ? Je ne le crois pas.

Serait-il sain de donner aux contribuables les plus imposés le moyen de faire efficacement entendre leur voix ?

Le suffrage censitaire qui réservait aux plus riches le pouvoir de décision n'est pas admissible, mais ne donner la parole qu'à la majorité

de ceux qui paient peu ou pas d'impôts, n'est-ce pas un autre excès ? Ne serait-il pas bon que dans les débats mettant en cause les deniers publics, les payeurs aient voix consultative, soient exactement informés des données du problème, aient la possibilité d'étudier des solutions moins coûteuses, de présenter des projets qui soient pris en compte ?

² Traditionnellement, les parlements étaient les porte-parole des contribuables. Ils ne jouent plus ce rôle et sont devenus très largement le groupe de pression des demandeurs de largesses publiques. En a résulté l'inflation des budgets publics. Il n'est pas sain que plus de la moitié du produit national soit dépensé par des décisions politiques pratiquement irresponsables.

Qu'en pensez-vous ?

Le progrès de l'informatique ne pourrait-il pas permettre une démocratie plus efficace, un meilleur choix des hommes responsables ? Il y a des études à mener.

Le fait de concentrer trop de pouvoir et d'honneurs en une seule personne est un facteur de lutte. La présidence tournante a, je le pense beaucoup facilité la construction européenne.

Le président désigné pour un an, deux ans d'avance et non rééligible avant trois ans pourrait préparer son action, la rendre plus efficace.

Comment réorienter les ambitions ? Quand l'ambition pousse à vouloir prendre la place des autres, à les déprécier, à refuser leur apport, même si elle a des aspects positifs, elle est néfaste, largement destructrice et paralysante.

Or, cette ambition est inévitable dans une société trop hiérarchisée où non seulement les fonctions sont différentes mais qui prétend classer la qualité des personnes. Elle est inévitable si la présidence, le premier rôle, apparaît comme le but ultime.

Peut-on recentrer les ambitions pour les rendre plus compatibles, plus complémentaires ? Trouver un bon moyen me semble de reconnaître et de mettre en valeur les services rendus à la collectivité par les uns et par les autres, dans leur diversité.

Pourrait-on établir chaque année, par un organisme d'une indépendance reconnue, une histoire des progrès de la croissance économique et du progrès social. Il citerait les apports les plus remarquables, tout naturellement très divers, et leurs auteurs, personnes ou groupes. Si ces citations étaient rédigées de façon chaleureuse... ce serait un plus.

Tous ceux qui n'œuvrent pas seulement pour eux-mêmes mais aussi pour des causes qui les dépassent ont un besoin légitime de sentir que leurs efforts sont reconnus, appréciés, de pouvoir prouver tant aux autres qu'à eux-mêmes qu'ils ont été utiles. Léguer au futur une œuvre

utile et reconnue, n'est-ce pas une ambition qui stimule sans amoindrir les autres, une ambition qui offre une place enviable à tous ceux qui la méritent ?

Le rôle des historiens peut être fort important. Quand, au lieu de chanter les exploits des guerriers, ils nous racontent la façon dont les personnes et les groupes de valeur ont vaincu les difficultés qui s'opposaient au progrès, trouvé des voies nouvelles, mobilisé les énergies et entraîné les autres, c'est un facteur de dynamisme.

Est-il raisonnable que, pendant qu'une équipe essaie de faire avancer le char de l'état, une autre croie de son devoir de lui mettre des bâtons dans les roues pour l'obliger à lui céder sa place, à charge de revanche ? Croyez vous que ce soit le bon moyen d'avancer ?

Est ce raisonnable de faire de la conquête du pouvoir l'enjeu du débat pour trouver les meilleurs solutions ? Il en résulte des oppositions systématiques, des refus de tout ce que propose l'adversaire, la dissimulation de ce qui pourrait conduire à des solutions consensuelles ;s, des arguments démagogiques ou de mauvaise foi quand ce ne sont pas des mensonges ? Les intelligences, au lieu de s'additionner, se soustraient alors les unes des autres, non ?

Est-il impossible de chercher des consensus raisonnables ? L'expérience européenne n'en offre-t-elle pas maint exemples et une méthode féconde, puisque nombreux sont les peuples qui, pour être admis dans la Communauté, consentent de grands sacrifices, alors qu'aucun des pays qui en sont membres ne veut en sortir ?

Le progrès ne vient pas des oppositions, des contradictions, des luttes, de l'aptitude à nuire pour contraindre. Le progrès, comme la vie, vient de l'accord, de la synthèse entre des apports différents et complémentaires N'est ce pas ainsi que, tous, nous sommes nés ?

Une démocratie authentique peut prendre des formes diverses dont la pertinence n'est pas égale, qui contribuent de façon plus ou moins efficace à construire une société plus harmonieuse, moins déséquilibrée.

Dans quel sens chercheriez-vous ?

Chapitre XV

La justice pourrait-elle être plus rapide, moins coûteuse ?

C'est un souci très actuel. Un haut magistrat, Claude Magendie a rendu au ministre français compétent un rapport sur le célérité et l'efficacité de la justice. Il y préconise notamment des dates limites à tous les stades de la procédure (Figaro 7.9.04).

La première qualité de la justice, c'est d'être juste. Evident, non ?

Le droit, la justice sont des domaines très techniques où le poids des enjeux, le respect des parties, les précautions, les traditions, la langue de bois aussi, obligent à la prudence.

Ce sont aussi des domaines essentiels pour le bon fonctionnement de l'économie. Sans trancher, n'est-il pas possible de poser des questions très sensibles ?

Me permettez-vous un paradoxe ? Vous en ferez ce que vous voudrez.

La première qualité de la justice, en matière civile, est-ce d'être scrupuleuse, juste au poil près ou de trancher rapidement et sans frais excessifs, au mieux, les questions et les incertitudes qui empoisonnent la vie économique ? D'assurer la sécurité juridique afin de permettre aux parties de continuer leur travail ?

Le métier des juges, comme celui des chefs, est de prendre le risque de procurer aux autres, par de fermes décisions, des certitudes qu'ils ne peuvent bien souvent avoir eux-mêmes.

La justice pourrait-elle mieux assumer, reconnaître ses incertitudes quand elles ne sont pas trop graves, pour tenir ce qui est son rôle irremplaçable : assurer dans les meilleurs délais les décisions nécessaires, la sécurité juridique qui permet de continuer à travailler ?

Les mises au point subtiles doivent relever de la négociation. Le service que rend le juge, c'est, dans une certaine mesure, de trancher le nœud gordien, en essayant de le faire au mieux mais en sachant qu'il n'est pas un chirurgien.

Le journaliste, pour informer à temps, efficacement, son public, doit savoir condenser ce qu'il doit annoncer compte tenu de l'espace limité par la dimension de la page et les autres informations. C'est possible. Ne faudrait-il pas, de même, condenser la procédure pour la rendre plus efficace ?

Peut-on demander à des juges d'absorber des dossiers de 25.000 pages ? Ne faudrait-il pas simplifier les procédures, même si toutes les

nuances ne sont pas prises en compte ? S'il faut tailler très largement dans les possibilités d'appel ?

Cette justice rapide et peu coûteuse serait qualifiée de sommaire par les tenants des procédures traditionnelles. C'est vrai que l'aspect aléatoire de toute décision en serait aggravée, mais dans quelle mesure ? N'est-ce pas le prix à payer pour les incontestables avantages d'une justice rapide et peu coûteuse. Elle est et doit être le dernier recours de ceux qui n'acceptent ni la négociation, ni l'arbitrage qui permettent des solutions beaucoup mieux étudiées.

Cette justice rapide ne dissuaderait-elle pas ceux qui, comptant sur les délais de procédure et d'appel, permettent des pratiques inadmissibles qui resteront longtemps impunies ?

Le juge pourrait-il donner aux parties un délai pour présenter leurs conclusions après avoir tenté de s'entendre entre eux sur la plus large part possible des questions en suspens et fait procéder aux expertises souhaitées par l'une ou par l'autre ? Le coût pourrait, selon le jugement, serait supporté par l'une ou l'autre des parties.

Elles devraient s'entendre sur les questions posées au juge et, question par question, proposer chacune le texte du jugement souhaité avec référence aux documents annexes le justifiant. Le juge n'aurait, sur chaque point, qu'à choisir entre les textes proposés celui auquel il donnera force de loi.

Bien sûr, ce choix sera discutable, mais le sera-t-il tellement plus qu'au bout d'interminables procédures bien plus coûteuses. La rapidité et le moindre coût des décisions qui en résulteront seront, eux des avantages certains.

Peut-on dans bien des cas, supprimer la possibilité d'appel ? Les conclusions des parties, avec leurs pièces justificatives seraient mises sur Internet à la disposition de tout intéressé, ce qui remplacerait la publicité des débats. Les plaideurs mécontents n'auront d'autre choix que de se soumettre mais ils pourront, s'ils le croient nécessaire, se plaindre auprès du Conseil de la magistrature qui, lui, pourra, s'il est convaincu, faire des observations au juge ou le changer d'affectation, ce qui constituera une responsabilité souple des juges, un contrôle de la qualité moyenne des jugements.

S'en remettre à la justice pour trancher les différends comporte toujours un risque. S'il s'en trouve un peu accru, les parties n'en seront que plus incitées à user de la conciliation dans laquelle chacun garde la possibilité de refuser ou à l'arbitrage privé dans lequel les parties doivent agréer les arbitres.

Le rôle des avocats devrait s'infléchir vers la conciliation et la justice deviendrait moins lourde.

Les tribunaux sont débordés de procès et il faut attendre longuement une sentence, payer cher. Plus on veut une justice précise, plus il faut de temps, d'expertises, de frais. Peut-on préférer des sentences plus rapides et moins coûteuses, des enquêtes moins approfondies, donc forcément plus hasardeuses ? Est-ce un risque qu'il faut prendre ?

Idées à creuser, à trier, à améliorer ? Oui ou non ?

Comment dissuader ceux qui ne jouent pas le jeu ?

La liberté est le privilège de tous ceux qui veulent et savent en user sans nuire aux autres. La privation de liberté, totale ou partielle est la sanction naturelle des conduites asociales.

Mais la liberté n'est pas un tout. Entre la totale indépendance et la prison, toutes sortes progressives de restrictions à la liberté peuvent être imaginées.

Il est des sanctions purement dissuasives et d'autres qui ont une valeur éducative. Les secondes sont évidemment préférables mais elles exigent de la part de celui qui les subit une certaine coopération qui n'est évidemment pas, bien souvent, facile à obtenir.

Ne peut-on pas prévoir des sanctions résolument dissuasives, mais négociables contre l'acceptation efficace d'une sanction éducative ?

Les délinquants, les asociaux posent des problèmes difficiles. Il faut les empêcher de nuire. Les enfermer, les emprisonner apparaît souvent la seule solution.

Oui mais la surpopulation carcérale, les fréquentations désastreuses qui préparent les récidives, le coût élevé de l'emprisonnement et ses aspects négatifs incitent à limiter le recours à cette solution de désespoir, d'explorer d'autres voies.

On cite les quelques prisonniers qui ont utilisé leur solitude pour mener bien de brillantes études universitaires. Très bien mais peu généralisable. Etudie-t-on de près le parcours de ceux qui sont sortis de la délinquance, ce qui les a aidés, les obstacles qu'ils ont dû surmonter, mais aussi le parcours des récidivistes, leurs tentatives d'intégration, les causes de leurs échecs ? Ce peuvent être de bons sujets de travaux universitaires et il y aurait des leçons à y chercher.

Quelles sanctions ?

Les fautes, les abus de confiance, les vols doivent être sanctionnés, mais les prisons débordent. Est-ce insoluble ?

De nombreuses fautes pourraient-elles être sanctionnées autrement ?

Le principe serait que la liberté se mérite. La confiance aussi. La délinquance entraîne naturellement la surveillance.

Quand est-il possible, à l'idée de sanction, de substituer celle de surveillance ? Le but n'est pas de faire mal mais d'accompagner en évitant les déviations, d'accompagner de façon aussi dynamique que possible mais en se méfiant, en surveillant ce qu'on fait et les fréquentations. Le bracelet électronique peut aller dans ce sens.

Si l'on savait qu'une indécatesse entraîne un contrôle fiscal, ce serait assez dissuasif. Une faute pourrait entraîner une enquête plus ou moins approfondie sur la vie du délinquant, ses relations, le rapport entre son train de vie et ses ressources dont l'origine pourrait être vérifiée.

Certains pourraient-ils être condamnés à la détention mais être libres moyennant une rencontre à date fixe, et le fait d'accepter la surveillance, de coopérer aux enquêtes. Ceux qui n'ont pas la conscience tranquille se défieraient naturellement de ceux qui sont surveillés.

Rome est née d'une zone d'accueil des hors-la-loi. Pourrait-on inventer la formule de zones en déclin ou développer où les punis devraient résider et s'efforcer de développer l'économie ? Ils y seraient fortement encadrés par des spécialistes qui, tels de bons pères de famille, seraient à la fois des animateurs sympathiques quand on joue le jeu et les fermes représentants de l'autorité quand on s'en écarte ou quand on triche.

Pourrait-on prévoir des zones sérieusement surveillées choisies parmi les régions à développer ? Il y serait proposé aux « condamnés » soit de travailler à des tâches d'intérêt général moyennant une rétribution modeste mais suffisante, soit de trouver eux-mêmes un gagne-pain qui contribue au développement local. Le système des SEL, des systèmes de développement local, pourrait aider à y amorcer, à y développer une vie économique.

Les délinquants sont souvent des personnalités dynamiques qui, surveillés peuvent trouver leur place.

Qu'en pensez-vous ?

Chapitre XVI

La formation des jeunes Peut-elle contribuer à la croissance ?

Oui, la formation des jeunes est l'un des plus efficaces moteurs de la croissance, à condition qu'elle soit bien gérée.

L'orientation professionnelle peut jouer un rôle décisif. Encore faut-il que les orienteurs veuillent jouer dans ce sens et qu'ils disposent des éléments nécessaires. Est-ce le cas ?

Le but n'est pas de pousser tous les jeunes vers les fonctions qui les tentent le plus, même s'ils ont des possibilités de les assumer. C'est de les guider vers des formations qui leur permettent de bien gagner leur vie, de s'épanouir et d'être utiles. Pour cela, il faut tenir compte des débouchés possibles, de l'état du marché du travail. Se bousculer dans les métiers les plus tentants les plus à la mode, c'est aboutir au chômage.

Il est souvent possible d'orienter les adolescents vers une formation qui ait de bonnes chances de déboucher vers un emploi de bonne qualité tout en lui indiquant comment, s'il en a les aptitudes et le courage, si les circonstances sont favorables, il pourrait progresser, aller loin.

On pourrait, dans la littérature, trouver en la cherchant une ample moisson de textes qui montrent comment rater sa vie et préparer son malheur, des exemples de dialogues bons ou mauvais pouvant aider à apprendre à discuter de façon constructive, à mieux comprendre les difficultés des autres.

Les inévitables querelles et violences entre jeunes, que les enseignants s'évertuent à réprimer, pourraient être l'occasion d'un apprentissage du dialogue, d'un contrat mutuellement avantageux : amener les querelleurs à expliquer clairement leur point de vue, à chercher un accord, inciter les autres à en faire autant par des jeux de rôles, à être des animateurs qui orientent les énergies vers des actions positives. Existe-t-il des ouvrages qui préparent les enseignants à ces formations essentielles ?

Cela supposerait que l'état d'esprit de nombreux enseignants, formés dans le culte de la lutte des classes, évolue vers des conceptions moins polémiques et plus conviviales de la vie sociale.

Je ne sais pas comment on pourrait faciliter les carrières partagées entre l'enseignement et la vie d'entreprise, mais ce serait fécond. Cela

pourrait permettre à la fois aux professeurs et à ceux qui vivent en entreprise de mieux se comprendre.

Les problèmes d'arithmétique sont traditionnellement centrés, quand l'occasion s'en présente, sur la gestion ménagère. Ne pourraient-ils pas porter plus souvent sur celle d'un artisanat, d'une industrie, et être l'occasion d'une initiation à la vie économique ?

Il faudrait former des animateurs. Des formations pourraient être proposées, répétons-le, à ceux qui ont des responsabilités politiques ou administratives en matière de développement, à leurs collaborateurs et aux personnes intéressées. Formation courte, mais prolongée par des informations - formations - échanges d'expériences réguliers.

Il faudrait à l'école bien plus qu'à disserter, apprendre à dialoguer, à négocier. Nombreux sont ceux qui en sont incapables, qui ont l'impression de « s'écraser » dès qu'ils adoptent une idée suggérée, dès qu'ils font une concession. Ils ont peine à comprendre qu'en acceptant de tenir compte du point de vue des autres, ils obtiennent, en contrepartie, une influence sur le partenaire et que tous deux gagnent. C'est en partageant certaines idées des autres qu'on peut leur faire partager une part des siennes.

Qu'en pensez-vous ?

Chapitre XVII

Une politique de la culture, est-elle nécessaire ?

En matière de culture et d'art, il n'y a qu'une règle possible : la liberté absolue. Toute censure développe à ses limites des équivoques qui vont à l'encontre du but poursuivi. Toute politique culturelle conduit à méconnaître les vrais penseurs, les vrais artistes au profit de ceux qui sont « politiquement corrects »...

Justement, cela, c'est la thèse « politiquement correcte ».

L'ennuyeux, c'est que la culture joue souvent un rôle de contre animation. Elle a tendance à s'opposer à tout ce qui est constructif, à flatter les oppositions et les hostilités, à cultiver la démagogie...

Que faire ?

Je ne sais pas.

Y a-t-il une relation importante entre la pauvreté, la morale et l'art ?

C'est très amusant de jouer avec la morale ou plutôt contre la morale, de démolir, de déconstruire, de se vanter d'être mal pensant, de revendiquer sa liberté en refusant les limites.

Oui mais ceux qui peuplent les prisons et ceux qui ont raté leur vie, notamment parce que la famille de leurs parents ou la leur s'est désunie, ne sont-ils pas beaucoup trop nombreux ? Ne sont-ils pas les victimes d'idées dangereuses pour ceux qui tentent d'en vivre ?

La morale est un ensemble des règles qui ont pour but de faciliter une vie sociale harmonieuse.

Ces règles sont discutées, parfois de mauvaise foi mais parfois avec des raisons valables, parfois à la recherche de solutions pour des cas plus ou moins limites, par ceux qui voudraient les accommoder à leurs désirs.

Des divergences sont naturelles dans la mesure où les nécessités de la vie en société sont discutables, mais la qualité de la morale enseignée et admise a beaucoup d'importance pour la vie sociale et économique, pour la bonne entente et la paix.

Les règles morales sont validées par la loi dans les cas les plus flagrants. Elles peuvent l'être par un certain consensus, par l'autorité qui peut ou non être celle d'une tradition religieuse, par la conscience de chacun.

L'attitude morale associée à la liberté conduit à des actions utiles au progrès.

Parmi les causes les plus fréquentes de la pauvreté, pensez-vous que des études sociologiques objectives pourraient éviter de mentionner des "libertés" excessives prises avec des manières de vivre sainement ? A quelques limites près, toujours difficiles à définir, ces manières ne seraient-elles pas, proches de la bonne vieille morale traditionnelle ?
Qu'en pensez-vous ?

Chapitre XVIII

Quel rôle peut jouer l'information ?

L'information est un facteur décisif de l'animation, de la recherche d'une économie constructive, conviviale ?

Nous terminerons cette dernière partie avec l'information économique. Telle une pompe qui puise dans le passé pour nourrir l'avenir, elle est le couronnement des efforts qui tendent au progrès, la sanction des erreurs passées et la préparation d'un avenir qui peut, qui devrait être meilleur.

Comment pourrait évoluer l'information économique pour être à la fois plus utile et plus intéressante ? Pour mieux contribuer à la construction de sociétés plus harmonieuses où les inégalités, quand elles sont justifiées, seraient supportables ? Où de bons emplois seraient largement accessibles ? Où chacun pourrait progresser ?

Evoquons quelques thèmes sur lesquels l'information économique devrait pouvoir progresser utilement.

LA CONJONCTURE. La conjoncture donne souvent lieu à des analyses décevantes.

« Il n'y a pas d'économistes au monde qui sache prévoir l'avenir », disait un jour un président du FED. Il tirait sur sa pipe et ajoutait : « Il n'y en a guère plus qui savent expliquer le passé ».

Prévoir ce qui va se passer, c'est une bonne question mais on n'en connaît pas la réponse.

Prévisions décevantes : « Les poubelles de l'histoire sont pleines de courbes prolongées » disait un humoriste.

Ce qu'on peut savoir et qu'il faut suivre, ce sont les échéances, ce que laissent prévoir les projets en cours, la façon dont se posent les grandes questions, les évolutions qui semblent probables et les indices qu'il faudra surveiller.

Qu'est-ce qui intéresse utilement les lecteurs ? Ce qui ouvre des possibilités d'agir, de mieux gagner sa vie, à court, moyen et long terme, ce qui aide à éviter les écueils, à comprendre comment évoluent la vie économique, les règles du jeu, les techniques de la production, du commerce, du droit, les expériences importantes, notamment celles de développement local, celui des villes et cantons, des régions, des nations, du monde, le rôle que jouent certaines personnalités, ce qui a permis leur réussite ou qui explique leurs mécomptes, etc.

LES REGLES DU JEU. Les règles du jeu économique varient sans cesse : normes, lois, décisions, jurisprudence, sur les dispositions législatives ou réglementaires qui changent.

Les subventions qui jouent un tel rôle, sont trop discrètes. En parler permettrait d'en mieux user et de les discuter, ce qui est nécessaire. Les documents budgétaires peuvent permettre de mieux suivre les projets et financements. Un projet, surtout s'il est décidé, financé, est toujours riche de conséquences, de possibilités, de risques, de péripéties. Les suivre peut être un centre d'intérêt majeur.

Les indices sont des repères dont la signification est équivoque. Les chiffres sont des guides, appellent des enquêtes.

Une hausse de prix ? S'agit-il d'une pénurie ? D'un débouché qui s'élargit ? Où quoi ? Comment en profiter ? Demande accrue ? Pourquoi ?

Une baisse des prix ? Pourquoi ? Va-t-elle obliger à des investissements, à des délocalisations, à des reconversions ?

Les chiffres du commerce international appellent des enquêtes détaillées. Les importations peuvent faire repérer des marchés à mieux utiliser, des problèmes de prix de revient, des menaces pour l'emploi et la nécessité de prévoir des reconversions.

Les exportations montrent des marchés porteurs, des pays dynamiques où il y a du pouvoir d'achat à prendre, ou le succès d'une entreprise. Savoir pourquoi.

LES CONFLITS SOCIAUX. Dans les conflits sociaux, on parle trop de la lutte et pas assez du fond des problèmes. Ils offrent une vue binoculaire, contrastée, de la réalité sociale, des salaires et conditions de travail comparés, des possibilités et difficultés, des sensibilités, de l'action des personnalités et de l'évolution de leur pensée.

La question n'est pas seulement accord ou non mais à quelles conditions ? Avec quelles conséquences ? S'en informer six mois, un an, deux ans après.

Les accords sans conflits sont au moins aussi intéressants que les grèves.

LE MARCHÉ DU CREDIT ET LA BOURSE. Ce qui me paraît important, au-delà des informations actuelles souvent bien développées, c'est ce qui permet de juger la qualité des gestionnaires à qui l'on est bien obligé de faire confiance quand on investit son épargne. Comment a évolué le titre comparé à l'indice global à la fois depuis un, trois, cinq, dix ans ? Comment le titre s'est-il comporté dans les moments difficiles ?

Peut-on suivre de plus près l'évolution des conditions du crédit : pratiques et conditions bancaires, placement des emprunts ?

L'ETUDE DES MARCHES.

L'étude détaillée de tel marché se fait au niveau des entreprises intéressées, mais de nombreux éléments ont un caractère d'information intéressante : échéances qu'on peut prévoir, telle l'arrivée à l'âge de la retraite ou sur le marché de travail de générations nombreuses et formées.

S'intéresser au marché de l'emploi dans les différentes spécialités. On peut le connaître par une analyse fine des chiffres du chômage et des offres d'emploi, notamment celles qu'apportent les petites annonces. Il faudrait pouvoir observer comment s'intègrent dans les grands secteurs de l'économie ceux qui y débouchent en fin d'études.

Suivre l'évolution des grands chantiers permet de prévoir quand seront lancés des appels d'offres de grande envergure. Suivre les effets sur les possibilités d'activité, des grandes mutations technologiques. L'ordinateur, Internet, le TGV, etc. ?

LE DEVELOPPEMENT DES VILLES ET DES REGIONS.

Lutter contre le chômage, développer l'économie locale ou régionale, réussir une reconversion ou observer un déclin, c'est une aventure collective pleine d'intérêt. Savoir élaborer et conduire un plan local de développement de l'emploi et du bien-être, identifier les atouts, les compétences, les savoir-faire, locaux, équipements, épargnes, possibilités de formation, de recherche etc. Voir mon livre: « Chômage, croissance: comment gagner ? » (L'Harmattan).

LE DEVELOPPEMENT DU TIERS MONDE.

L'entrée de pays très peuplés au potentiel économique considérable comme la Chine et l'Inde, sur les marchés internationaux apporte à la fois des concurrences et des débouchés sur lesquels des informations plus complètes, plus précises, seraient utiles.

Les méthodes de développement expérimentées sont pleines d'enseignements.

La manière dont les organisations internationales contribuent à résoudre des problèmes qui dépassent les états, les questions nouvelles que posent leur fonctionnement et leurs prises de décision peuvent être un centre d'intérêt majeur.

LE ROLE DES LECTEURS.

Il faudrait associer plus réellement les lecteurs à l'observation de l'actualité, ne pas seulement leur attribuer une petite place dans un courrier mais répondre substantiellement, après enquête, aux questions intéressantes qu'ils posent, aux sujets qu'ils suggèrent, utiliser les informations qu'ils apportent, leur en demander car ils sont un puissant réseau d'informateurs sur les difficultés telles qu'ils les vivent, sur ce qui bouge, sur ce qui manque, sur le développement ou le déclin local, sur le concret.

L'information doit devenir interactive.

Distinguer clairement, fermement, la publicité de la rédaction, car celle-ci doit inspirer confiance. Cela dit, la publicité bien rédigée, intéressante, est une information importante, significative.

L'ECONOMIE ET LA PAIX.

Tous les conflits sont financés d'une manière ou d'une autre. S'interroger sur les mécanismes qui provoquent ou alimentent les conflits, le rôle des sociétés qui, pour exploiter l'or, les diamants, le pétrole et autres, attisent et financent des conflits latents, causes de violences, de guerres qui s'efforcent d'éliminer ou d'éloigner les populations qui les gênent.

S'intéresser aussi aux conséquences économiques des conflits, causes de désorganisation des économies, de misère et de faim. La plupart des problèmes de large sous-alimentation est causée par des conflits.

VIVRE PLUS INTENSEMENT.

Le but est de trouver les moyens de rendre l'information économique plus intéressante, non seulement au sens intellectuel du terme mais surtout en termes d'action, afin de permettre à chacun non seulement de savoir ce qui se passe mais de mieux participer à l'action.

Il faut pour cela mieux poser les problèmes, pousser les enquêtes et recherches, améliorer le dialogue avec les lecteurs, répondre aux questions qu'ils posent même, quand elles ont une portée assez large, au prix de recherches, faire place dans toutes les rubriques aux informations et aux idées constructives qu'ils peuvent apporter.

Et quand se posent des éternels problèmes de place, de dimension de la page de journal ou de durée des émissions, bien choisir les priorités : ce qui permet au lecteur de vivre plus intensément.

COMMENT CONCLURE CETTE RECHERCHE ?

Rappelons la question posée. Une économie plus constructive, plus conviviale est-elle vraiment possible ? Si oui, comment ?

Que retenir du chemin que nous avons parcouru ensemble ?

Que l'affrontement n'est la clé ni de la croissance, ni du progrès social. Il en est l'ennemi.

Mais pour en prendre conscience, il faut regarder de plus près les mécanismes tant de la croissance que du progrès social.

La croissance ne me paraît pas le fruit d'acrobaties monétaires et d'abus de confiance. C'est l'accroissement du volume et de la qualité des biens librement produits et échangés, donc utilisés.

Cette production, cette utilisation dépend d'abord du comportement, des initiatives des choix des agents économiques de base. C'est largement au plan local qu'elles se préparent et se réussissent.

Quels en sont les acteurs ? Tous ceux qui le veulent, qui ont des idées, des initiatives, ou qui épargnent et font confiance.

La convergence des leurs efforts exige qu'on l'organise. C'est le rôle, essentiel, des animateurs de l'économie.

Dans les cas les plus difficiles : reconversions, régions en déclin ou peu développées, une analyse approfondie du fonctionnement des circuits économiques, de la manière de les créer, de les développer, de les dépanner, est nécessaire pour préparer l'action.

Comment mieux répartir les fruits de la croissance ?

Cela suppose d'abord une prise de conscience de la convergence de nos véritables intérêts, des conditions de survie et de fonctionnement des entreprises, du rôle que jouent, dans le progrès, le capital, fruit de

l'épargne, le risque qu'il faut financer, les compétences, coûteuses à acquérir, recherchées, qu'il faut rétribuer, les riches qui font leur métier et les pauvres qui essaient efficacement de progresser.

Une répartition aussi juste et paisible que possible des fruits de travail commun exige une bonne méthode de négociation, la définition, avant la partie, d'une règle du jeu qui assure à chacun sa part du succès.

Que chacun ait sa part du progrès à l'échelle du monde exige qu'on repense les rapports entre les différentes économies.

L'économie n'est pas isolée. Elle pose de vastes questions, offre des thèmes de recherche qui dépassent largement ses frontières.

L'économie peut-elle être paisible et constructive quand la démocratie s'est égarée dans des formes où l'affrontement prime la construction ?

La justice civile qui assure le respect des règles du jeu pourrait peut-être devenir plus rapide et moins coûteuse.

La justice pénale pourrait-elle donner plus de place aux sanctions qui, tout en réduisant la liberté, incitent à construire à s'adapter ?

Des progrès sont possibles sur la façon dont on enseigne l'économie, dont on prépare les jeunes à la vie.

La culture, la philosophie, la morale, la littérature, les images peuvent être ou non favorables à la bonne entente, à des actions qui aident tous les membres de la société à mieux vivre.

Enfin, la recherche et l'information pourraient, plus efficacement, jouer leur rôle dans la construction d'une économie de progrès mieux équilibré, d'une vie sociale paisible et moins inégale.

Une économie de progrès mieux équilibré, une vie sociale paisible et moins inégale ne comptent-elles pas parmi les composantes majeures du bonheur ?

Mais vous, où aboutit votre recherche ?

